

Directeur : Jacques Fauvet

Algeria, 1,30 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 220 m.; Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique, 20 fr.; Canada, \$ 1,10; Côte-d'Ivoire, 255 CFA; Danemark, 5 kr.; Espagne, 60 pes.; E.-R., 35 pf.; Grèce, 40 dr.; Iran, 125 rls.; Irlande, 65 p.; Italie, 700 L.; Liban, 300 p.; Luxembourg, 20 l.; Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 fl.; Portugal, 40 esc.; Soudan, 225 CFA; Suède, 375 kr.; Suisse, 1,30 fr.; E.-O., 95 cts.; Yougoslavie, 36 din.

**5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Tél. Paris n° 630572
Tél. : 246-72-23**

(Lire la suite page 17.)

6. The page 14.)

Le Monde

TENSIONS

Les nuages s'accumulent à l'horizon, inquiétant jusqu'aux plus optimistes. C'est que les crises ne se succèdent pas, elles s'additionnent, comme le relève René Foch. Pour Jacques de Montalais, les raisons de l'aggravation des tensions sont simples : les échecs économiques du système soviétique, l'aspiration à plus de liberté. Et d'appeler de ses vœux une croisade pacifique contre le totalitarisme, puisque aussi bien, comme le montre Christian Schmidt, le recours aux armes dites économiques est d'un maniement difficile.

L'addition des crises

par RENÉ FOCH (*)

AFGHANISTAN, Pologne, guerre dans le Golfe : ces crises occupent tour à tour l'attention des médias mais dans la réalité elles ne se succèdent pas, elles s'additionnent et la façon dont elles se combinent n'est pas indifférente. La première de ces crises a conduit certains à mettre en doute la politique de détente, mot clé de l'équilibre des armements et qui a entraîné leur déséquilibre. L'Occident n'a-t-il pas baissé sa garde pendant que l'URSS, accroissant imperturbablement son effort militaire ? Dans le même temps Américains, Européens, Japonais, continuent de rivaliser sur les marchés de l'Est à coup de crédits à long terme. « Les capitalistes nous vendront la corde pour se pendre », avait prédit Lénine. A crédit aurait-il dû ajouter. Ces prêts ne libèrent-ils pas des sommes équivalentes consacrées par le Kremlin à son effort militaire ? En somme tout se passe comme si, en fournissant aux soviets les armes de la paix chères à Samuel Pisar, nous les aidions indirectement à accumuler les armes de la guerre.

Une situation de ce genre ne se modifie pas du jour au lendemain. L'Occident a pris des mesures pour rétablir l'équilibre militaire mais son effort ne portera ses fruits que dans cinq à dix ans, ce qui crée, d'ici là, ce que l'on a appelé une « fenêtre d'opportunité », un créneau pendant lequel il est tentant pour l'URSS d'utiliser, à des fins politiques, sa supériorité militaire actuelle.

Face à ce péril il importe plus que jamais de suivre les conseils de Théodore Roosevelt sur la nécessité d'avoir un gros bâton et de parler doucement. A la différence de certains gouvernements européens, c'est la politique que le gouvernement français semble avoir adoptée : renforcer notre appareil militaire mais en même temps maintenir le contact avec Moscou dans tous les domaines, politique, sportif, économique.

Ce n'est pas une politique venue au contradictoire, mais elle gagnerait à être expliquée. L'affaire polonaise révèle avec éclat un autre versant de cette politique. Elle a quelque peu détendu les volontés à l'Ouest mais elle a détendu aussi le contrôle communiste sur la population polonaise. La réalité, c'est que l'avenir du système communiste en Pologne est entre les mains des gouvernements et des banquiers occidentaux. Certes, il n'est pas dans leurs manières de mettre à leurs pieds des conditions politiques mais il est douteux que leur aide continue si le gouvernement polonais — ou russe — employait la manière forte. Le (*) Ancien fonctionnaire européen.

CHACUN le perçoit : les démocraties libres doivent faire face à un sérieux danger. Le président de la République française, aussi satisfait de sa personne que de ses perspectives, commence tout juste à s'en apercevoir. Et pourtant l'URSS n'est nullement menacée, comme la France révolutionnaire le fut à ses débuts, par quelque puissance que ce soit. Alors, pour quel motif tant de nouveaux missiles braqués sur l'Europe de l'Ouest et ces chars par dizaines de mille toujours stationnés à ses portes ? C'est simple : le Kremlin, le parti, bref le système douteux de leur avenir.

L'Occident se ruine en armements — pendant que le tiers-monde se meurt — parce qu'un régime politique se surmène par précaution. Dès lors, les craintes soviétiques paraissent inhérentes au système, la logique voudrait que, sans viser en rien la nation, ou plutôt les nations, que le

Mais le régime soviétique, lui, s'appuie sur une armée, une police, des fonctionnaires innombrables et les intérêts de tous ceux qui sont dans la place. Plus il se sentira menacé, par consé-

Kremlin gouverne, l'on n'en proclame pas moins obstinément et partout les droits de l'homme, qu'il est si difficile de contester, et que l'on cesse de conforter, comme nous le faisons de bien des manières, la cause même de notre haut mal. Car la force du droit et des aspirations vaut à la longue les négations.

La situation actuelle, née des échecs économiques de Moscou et de l'opposition ouverte ou sourde au totalitarisme, était prévisible depuis longtemps. En grand politique, de Gaulle avait tendu une perche au Kremlin. Ce fut « la détente, puis l'entente et la coopération », dans l'espoir, probablement, que par un effet d'osmose qui n'était pas impossible, l'URSS rejoindrait un jour la communauté des démocraties libres. Il en avait fait autant, à la Libération, avec Thorez et les communistes français. Les deux perches auront été brisées par l'obstination qui caractérise toujours l'esprit de système.

La volonté de durer

quent, à l'intérieur, sur ses pour-tours ou par ses échecs, plus sous ceux qui en vivent, les chefs en tête, feront le nécessaire pour perdurer. Et rien n'exclut qu'après l'expansionnisme actuel et l'invasion de l'Afghanistan ils aillent, s'ils le fallait, jusqu'à la guerre — préventive, naturellement. — à quoi tout indique qu'ils se préparent.

En ce qui concerne la France, il serait fou qu'elle cesse d'accorder la priorité absolue à la force de dissuasion autonome qui lui confère une réelle indépendance de décision. Il ne serait pas moins déplorable qu'elle s'obstine à vouloir amadouer l'ours en lui offrant du miel, avec pour seul résultat qu'il croit avoir déjà séduit deux de ses principaux adversaires potentiels.

Mais les pays libres, dans leur ensemble, suffit-il qu'ils répondent aux armes par les armes ? Elles sont, hélas, indispensables face à une idéologie qui, pour se répandre, profite patiemment des petites ou grandes misères et injustices dont le monde regorge et qu'une doctrine prétendument égalitaire abuse. Aux armes conjuguées de la crainte et du messianisme, il faut donc opposer, comme on ne l'a point fait suffisamment jusqu'ici, l'exemple de réformes exemplaires, de progrès sociaux rapides, et tous les jours, les droits de l'homme. L'URSS n'a pas pitié de la propagande incessante qu'elle organise partout. En revanche, elle profite des insuffisances sociales du capitalisme, à l'époque des masses, et

par JACQUES DE MONTALAIS (*)

des terribles abus commis par maints régimes, aussi dictatoriaux que le sien, dans le monde non communiste.

Dans de telles circonstances pouvons-nous nous concentrer sur nos seuls petits inconvénients, légitimes exorbitances et même sur notre redoutable chômage ? Il est désormais indispensable, comme nous y convient en vain quelques héroïques contestataires russes, de faire savoir un peu plus que nous ne sommes pas seulement dans l'absence, après tout, mais libres de parler, de nous réunir, d'imprimer, de circuler.

Roulez les ouvriers de Gdansk demandent-ils aux correspondants des journaux étrangers de bien expliquer ce qui se passait, sinon pour qu'ils contribuent à ce que soit modifié le régime dont ils souffrent ? Les dirigeants des pays libres ne font leur devoir ni vis-à-vis d'eux-mêmes ni vis-à-vis de millions d'hommes qui n'ont pas droit à une vie d'homme en traitant d'égal à égal avec les responsables de ce crime. « La seule querelle qui vaille, celle de l'homme », disait de Gaulle. Et d'ailleurs, pourquoi cette sévérité compréhensible à l'égard de Franco et cette indulgence incompréhensible à l'égard de Brejnev ? Parce que celui-ci était faible et que celui-ci est dange- (*) Journaliste.

Un abus de langage

par CHRISTIAN SCHMIDT (*)

L'exemple du boycottage céréalier met en évidence une contradiction irréductible entre l'interventionnisme en termes militaires et la mise en œuvre d'une sanction économique. Dans le domaine économique, et contrairement à l'univers militaire, l'action est la règle. Toute interruption d'un flux continu d'opérations multiples et complexes, représentée par conséquent, une exception. C'est le cas aussi, mais en sens inverse, de l'intervention militaire, puisque dans ce domaine c'est l'exception qui est l'exception.

L'intervention militaire, d'autre part, met généralement en jeu deux adversaires principaux, avec éventuellement leurs alliés respectifs, alors qu'une mesure économique fait nécessairement intervenir un grand nombre d'intermédiaires (producteurs, sociétés de commerce, etc.), qui disposent d'un pouvoir « vert » américain, en révisant par le jeu de détournements de trafic, les limites du contrôle des Etats-Unis sur le marché céréalier mondial.

Elle pourrait — en théorie — être analysée soit comme un coup de semonce prenant place dans un éventail d'actes destinés à mettre en œuvre une doctrine de dissuasion flexible et généralisée, soit comme une intervention ponctuelle touchant un élément vital de vulnérabilité. Force est de constater qu'elle n'a fait qu'affaiblir la crédibilité du pouvoir « vert » américain, en révisant par le jeu de détournements de trafic, les limites du contrôle des Etats-Unis sur le marché céréalier mondial.

Il ne s'agit pas que la sphère économique échappe toujours aux manœuvres stratégiques. Si l'on considère, par exemple, les transferts de technologie des Etats-Unis vers l'Union soviétique, on observe que la majorité d'entre eux obéissent, de la part de l'offreur comme du demandeur, à des mobiles d'ordre surtout économiques (exemple : réduction de la longueur du cycle de production pour l'URSS) et concernant principalement l'industrie lourde (chimie, mécanique). Deux secteurs cependant présentent un véritable enjeu stratégique : l'électronique-informatique et le matériel de forage pétrolier.

L'élaboration d'une politique en ces matières rencontre plusieurs inconvénients : ampleur de la dépendance soviétique, degré de monopole de la technologie américaine, étendue des ressources pétrolières exploitables à court terme, liaison actuelle entre l'industrie militaire et les industries civiles en Union soviétique. Quelles que soient les réponses des experts, les options en présence révèlent avec netteté les imbrications stratégico-économiques de ce type de décisions : freiner ou même stopper les livraisons de technologies pétrolières, comme celle du trépan, est susceptible de gêner sérieusement à court terme l'économie soviétique, mais pourrait également entraîner à moyen terme des risques, plus dommageables encore, de déstabilisation internationale, en accélérant l'accès de ce pays au rang des importateurs nets de pétrole ; ne pas interrompre les ventes de procédés informatiques entretient, dans une certaine mesure, la dépendance et, par conséquent, un courant d'information et une sorte de contrôle occidental, tout en favorisant en sens inverse d'éventuelles retombées militaires.

Or, non seulement le diagnostic (*) Directeur de recherche à l'université Paris-IX Dauphine ; Vice-président de l'Institut français de politologie.

Dès lors, directement menacés par le communisme totalitaire et indirectement par les dictatures d'Amérique du Sud et autres lieux, pourquoi les pays libres ne lanceraient-ils pas une croisade pacifique ? C'est ce que les opprimés attendent, ce que la incité exige, ce que le respect de soi et des autres impose.

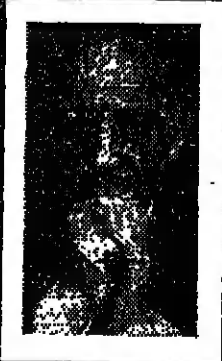
Après la prochaine élection présidentielle, la France, si elle est débarrassée de son conservatisme timoré, pourrait en prendre l'initiative.

Certes, il ne viendrait pas à l'esprit du responsable actuel de se réformer, comme un Malraux, à la grande Révolution qui revêt d'apporter au monde liberté, égalité et fraternité. Mais ne devrait-on pas se moquer un peu moins des déficiences intellectuelles, hélas ! flagrantes, d'un Carter ou d'un Reagan et prêter un peu plus d'attention aux besoins ? Peut-être pourrions-nous aussi relire la Déclaration d'indépendance. Elle proclame, trois ans avant 1789, les « droits inaliénables » de « tous les hommes » qui sont « la vie, la liberté et la recherche du bonheur ». Enfin elle ajoutait ceci : « Toutes les fois qu'une forme de gouvernement quelconque devient destructrice de ces fins pour lesquelles elle a été fondée, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir. »

Si l'on poussait un peu plus la roue, un peu partout ?

GASTON FESSARD

La philosophie historique de Raymond Aron



JULLIARD

(1) Roger Garaudy : Appel aux vivants. Le Seuil, Paris, 1979.

مكتبات التحصيل

EUROPE

Pologne

M. Lech Walesa poursuit une tournée triomphale dans le sud du pays

Une réunion des ministres des affaires étrangères des pays du pacte de Varsovie s'est ouverte dimanche 19 octobre dans la capitale polonaise, alors que M. Lech Walesa, chef de file des syndicats indépendants Solidarité, poursuivait une tournée triomphale mais bien maîtrisée dans le sud du pays.

Dimanche matin, le cardinal Wyszyński a donné audience, à Varsovie, à une vingtaine de représentants de ces syndicats. « Je suis avec vous, a dit le primate de Pologne. Vous survivrez et vous tiendrez. Lorsque les droits de Dieu, de l'homme et de la famille seront respectés, alors il y aura de l'ordre dans la vie de la patrie, de la nation et de l'économie nationale. »

Une foule retenue et décidée

Cracovie. — Il y a là, sur la grande place du marché, en plein cœur de Cracovie, une foule incommensurable — dix mille personnes — impossible de le dire. Une foule retenue qui ne scande rien, ne lève pas le poing, ondule, nerveuse et disciplinée, fière et émue, diverse et unique. Il y a là, ce dimanche 19 octobre, en milieu de matinée, une foule dont la détermination bouillonne et fait peur à la fois. Une foule qui ne veut rien prendre d'assaut, mais qui ne veut pas non plus reculer.

Au milieu, M. Lech Walesa, héros de la Pologne, très pâle, protégé par un frêle service d'ordre étudiant. Il est debout, tête inclinée sur la plaque dédiée à Kosciuszko, héros polonais, chef de l'insurrection perdue de 1794 contre l'occupation russe — « soviétique », disent les étudiants sans même remarquer leur lapsus.

Une jeune femme, membre du syndicat de Gdansk, casse par l'émotion. Elle aboie le temps, s'adresse, grandiloquente, à Kosciuszko pour parler aux Polonais : « Vous, les héros, vous êtes morts, mais la liberté, l'égalité et la justice, nous nous tenons à la place où tu es, toi, prêt serment à y être à jamais. »

La réunion du pacte de Varsovie

Dans quelques heures, les ministres des affaires étrangères du pacte de Varsovie atterriront dans la capitale. Ce n'est qu'une coïncidence, un hasard de calendrier, mais aussi un fait. L'agence officielle PAP a annoncé que le ministre polonais des affaires étrangères avait « récemment » convoqué les ambassadeurs américains, soviétiques, allemands et britanniques pour protester contre les « ingérences de certains organes d'information occidentaux et de certains partis politiques dans les affaires intérieures de la Pologne ».

Après les ingérences caractérisées de Berlin-Est, Prague et Bucarest, et de la part d'un pays qui a tant besoin de crédit, la « République fédérale » d'Allemagne surprend. Ce n'est peut-être qu'un geste de bienvenue pour les ministres des pays frères, mais alors pourquoi a-t-on estimé qu'il fallait le faire ?

Puis immédiatement inquiet, on sait depuis quarante-huit heures (le Monde daté 19-20 octobre) qu'il y a beaucoup sur l'ennemi dans les réunions de Solidarité.

Cela peut n'être encore que provisoire, mais ce provisoire dure depuis le 24 septembre et quelque chose semble bel et bien s'enraciner dans l'application des accords de Gdansk. Alors, sur cette place de la capitale royale, on voit les rangs se serrer dans l'attente, on sent l'atmosphère changer, se gercer.

C'est maintenant à « Leszek » de répondre. Il lui suffirait d'une harangue pour enflammer la foule mais il n'est pas homme à cela : « Je jure, moi, Lech Walesa, de faire tout ce que vous me direz. Je vous promets que je ne trahirai pas (...), mais souvenez-vous quand même que pour tout bien résoudre (...) il faut un certain

A Budapest, l'organe du parti hongrois - Nepszabadsag - a publié dimanche une interview de M. Sandor Gaspar. Le secrétaire général des syndicats hongrois estime que « la grève n'est pas un moyen de construire le socialisme », reconnaît que « des arrêts de travail de quelques heures » se sont produits aussi en Hongrie, rappelle que, si le droit de grève n'est pas inscrit dans la Constitution, la grève n'est pas non plus interdite par la loi fondamentale. Mais il a rejeté l'idée d'« indépendance syndicale », qui, dans une société capitaliste, signifierait « une opposition aux intérêts de classes » des ouvriers.

De notre envoyé spécial

ordre. C'est pour cela que je vous le demande vraiment : Si nous voulons comme nous un véritable renouveau (...), nous devons montrer que nous sommes capables de nous réunir, mais que nous sommes également capables (...) de nous disperser dans le calme et la dignité (...). Personne on ne peut rien attendre, mais on passe la consigne, on entonne l'hymne national et l'on se disperse.

Deux heures plus tôt, à eu lieu la messe pour l'avenir des syndicats indépendants. L'église du Wawel, le palais royal, est pleine, et la foule emplit le chemin qui y mène, en haut de la colline-forteresse. Il pleut à verse, mais on prie à l'abri des parapluies. Le sermon est puissant, élevé et oh ! combien temporel. C'est une méditation à haute voix sur le sens de la solidarité et le nom du syndicat libre retentit donc sans fin.

Samedi après-midi, M. Lech Walesa a tenu dans un stade de Cracovie le premier meeting de sa tournée dans le Sud. Douze mille personnes : moins que prévu, mais la réunion a été avancée en extrême d'un jour et se tient sous la pluie. Dimanche, à midi, deuxième meeting dans les montagnes, à Nowy-Targ. On refuse de la pluie. Dimanche, à midi, troisième meeting dans la plaine, à Nowy-Sacz. On refuse de la pluie. Dimanche, à midi, quatrième meeting dans la plaine, à Nowy-Targ. On refuse de la pluie. Dimanche, à midi, cinquième meeting dans la plaine, à Nowy-Targ. On refuse de la pluie.

Italie

LE GOUVERNEMENT FORLANI VA SE PRÉSENTER DEVANT LE PARLEMENT

Le nouveau gouvernement italien, présidé par M. Arnaldo Forlani, a pris serment dans l'après-midi du 18 octobre, devant le président de la République. Il se présentera ce soir devant le Parlement et les débats sur la confiance se concluront en fin de semaine. Ce cabinet comprend treize ministres démocrates-chrétiens, six socialistes, trois sociaux-démocrates, trois républicains. Quatorze ministres du gouvernement précédent ont été confirmés dans leurs fonctions, cinq ont changé de poste ; sept sont nouveaux.

Président du Conseil : M. Arnaldo Forlani (D.C.).

Affaires étrangères : M. Emilio Colombo (D.C.).

Intérieur : M. Virginio Rognoni (D.C.).

Justice : M. Adolfo Sarti (D.C.).

Suages : M. Giorgio La Malfa (D.C.).

Finances : M. Franco Reviglio (P.S.I.).

Treasure : M. Nino Andreatta (D.C.).

Défense : M. Lello Lagorio (P.S.I.).

Instruction publique : M. Guido Bodrato (D.C.).

Travaux publics : M. Franco Nicolazzi (P.S.D.I.).

Agriculture : M. Giuseppe Bartolomeo (D.C.).

Transports : M. Rino Formica (P.S.I.).

Postes : M. Michele Di Girolamo (P.S.D.I.).

Industrie : M. Antonio Bisaglia (D.C.).

Travail : M. Franco Foschi (D.C.).

Commerce extérieur : M. Enrico Manca (P.S.I.).

Marine marchande : M. Francesco Compagna (P.R.I.).

Participation d'Etat : M. Gianni De Michelis (P.S.I.).

Santé : M. Aldo Marchionni (P.S.I.).

Tourisme : M. Nicola Signorile (D.C.).

Biens culturels : M. Oddo Bissini (P.S.I.).

Régions : M. Roberto Masotta (D.C.).

Affaires européennes : M. Vincenzo Scotti (D.C.).

Caisse du midi : M. Nicola Capria (P.S.I.).

Recherche scientifique : M. Pierluigi Romita (P.S.D.I.).

Rapports avec le Parlement : M. Antonio Gava (D.C.).

Fonction publique : M. Clelio Darida (D.C.).

[D.C. : démocrate-chrétien ; P.S.I. : parti socialiste italien ; P.S.D.I. : parti social-démocrate italien ; P.R.I. : parti républicain italien.]

Confirmez à leur poste.

Ont changé de portefeuille.

Nouveaux ministres.

Union soviétique

A LA VEILLE DES SESSIONS DU COMITÉ CENTRAL ET DU SOVIET SUPRÊME Des dirigeants estiment que l'économie nationale est devenue trop dépendante de la technologie occidentale

A la veille de la réunion du Soviet suprême prévue pour le mercredi 22 octobre, le comité central du parti communiste soviétique devrait se réunir en session plénière. Traditionnellement consacré aux problèmes économiques, ce plénum pourrait examiner les grandes lignes du prochain plan quinquennal qui prévoit une croissance modérée de la production industrielle. Certains dirigeants estiment à ce propos que l'économie nationale est devenue trop dépendante de la technologie occidentale.

Moscou. — Une sorte de malédiction semble peser sur les membres les plus jeunes de la direction soviétique. Depuis une dizaine d'années, neuf ont disparu du bureau politique ou du secrétariat du comité central avant d'atteindre l'âge de soixante-cinq ans. Deux sont morts et sept ont été éliminés politiquement, laissant le champ libre aux septa-génaires. La victime la plus récente est Piotr Macherev, premier secrétaire de Biélorussie, suppléant du bureau politique, auquel certains observateurs prédisaient la succession de M. Kossyguine.

Il est mort à soixante-deux ans, au début de ce mois, dans un accident de voiture. Succédant aux informations défilantes, les rumeurs les plus fantaisistes se sont immédiatement mises à courir : M. Macherev aurait été tué par un camion transportant des pommes de terre et s'est enfoncé dans la remorque. Les trois occupants du véhicule ont été tués. Tout le monde a cependant remarqué — sans pouvoir donner d'explication politique — qu'un des ses pairs n'a assisté aux funérailles de Piotr Macherev.

Il n'est pas exclu que son successeur, le parti biélorusse, M. Tikhon Kiselev, soit appelé à siéger en tant que suppléant au bureau politique au cours de cette session plénière du comité central. La Biélorussie est traditionnellement représentée dans l'instance suprême du parti, mais ce n'est pas obligatoire. Le nombre des places au S.P. n'est pas fixé. M. Kiselev peut aussi faire antichambre, au moins jusqu'à vingt-sixième congrès.

Des changements plus importants dans la direction soviétique consistent à promouvoir des dirigeants et pour le moins à amorcer le processus de succession repoussé d'année en année.

Une équipe vieillissante et malade

L'équipe vieillissante et malade qui entoure M. Brejnev n'est pas seulement la plus rare des équipes politiques apparues publiquement au complet — doit cependant faire face à des situations exigeant des décisions rapides et un minimum d'innovation. La session de printemps du comité central avait été consacrée à la politique étrangère, et la Biélorussie avait été l'objet de la situation économique. Mais il est possible que le C.C. prenne position sur la situation en Pologne, encore que les Soviétiques aient intérêt, dans la phase actuelle, à s'en tenir publiquement à un mutisme prudent.

A l'intérieur, l'U.R.S.S. se trouve confrontée à des problèmes qui ont toujours les mêmes noms : ralentissement du rythme de la croissance économique, faible productivité du travail, gaspillage de l'énergie et des matières premières, pénurie de main-d'œuvre, désorganisation des transports et de l'habitat, la plume d'autonomie de gestion, les manquements à la discipline du plan, les aberrations de l'appareil bureaucratique, n'est pas très réconfortant.

C'est l'impression que l'on retire aussi des conversations avec des responsables économiques, des technocrates « soucieux d'efficacité » ou des simples citoyens contraints à plusieurs heures de queue supérieures pour acheter les produits de première nécessité. Beaucoup pensent que « cela ne peut plus continuer comme ça », qu'il ne faut pas se contenter de parler de réforme économique, qu'il faut au moins commencer par appliquer les déci-

De notre correspondant

sions de l'année dernière. Mais les réticences sont encore très fortes dans l'appareil du parti, dans les ministères centraux, dans l'administration du plan, qui ont peur de se voir déchargés d'une partie de leurs prérogatives. Tout en augmentant l'autonomie comptable des entreprises, la « réforme économique » de 1979 prévoyait un renforcement de la centralisation du plan. Mais les fonctionnaires du Gosplan savent qu'il y a une logique et une dynamique de l'autonomie. Ils comprennent que si de nouveaux indicateurs, tel celui de la production nette ou valeur ajoutée, sont utilisés pour contrôler les résultats des entreprises, les pouvoirs du plan central vont à terme s'en trouver diminués.

Dans l'« Economie », la revue théorique du comité central, un expert du Gosplan prêche pour le retour aux « indices en nature », qui n'ont d'ailleurs jamais été complètement abandonnés. Il s'élève contre le « fétichisme » des indices de coût de la production introduits depuis quinze ans, riest-à-dire depuis la première réforme économique de l'ère Brejnev. Combât d'arrière-garde ? Il faut attendre pour en juger de connaître le projet du plan quinquennal (1981-1985) qui sera adopté par le prochain congrès et dont les grandes lignes circulent déjà dans les ministères, au sein de la vie publique en général. En principe, le parti devrait avoir un rôle d'animation et de contrôle et non un rôle d'exécution. En pratique, il ne se fait que l'ombre d'un secrétaire du parti, à quelque échelon que ce soit. La « Pravda » vient de publier un article du secrétaire de l'Obkom d'Irkoutsk, qui, tout en se félicitant de ce que les travailleurs s'adressent au parti pour exposer leurs griefs, se plaint du « torrent de lettres et de télégrammes » qu'il reçoit à propos de la moindre affaire.

Un taux de croissance modeste

Dans le domaine strictement économique, le vingtième plan devrait reprendre les lignes de force du quinquennal qui s'achève : efficacité et qualité du travail, développement intensif, économie d'énergie, de métal, de main-d'œuvre (avec fixation de plafonds par secteurs et par entreprises). En agriculture l'accent sera mis sur la mécanisation et la « chimisation », sur l'intégration agriculture-industrie par la création de complexes agro-alimentaires.

D'après des indications concordantes, la question de l'ouverture à l'Occident est largement discutée à la direction du gouvernement. Certains responsables, surtout dans les ministères techniques, considèrent que la politique des années 1970 a rendu l'U.R.S.S. trop dépendante de la technologie occidentale et qu'il convient de

limiter, sinon les échanges, du moins leur progression, quitte à accepter une croissance plus modérée. L'embargo américain leur donne quelques arguments alors que, contrairement aux belles déclarations sur le renforcement des liens avec les pays frères, c'est avec le monde capitaliste que le commerce extérieur soviétique se développe le plus rapidement.

Les taux de croissance du prochain quinquennat seront certainement modestes. Déjà les objectifs du dixième plan n'ont pas été atteints, tant en ce qui concerne l'augmentation de la production industrielle (4,7 % par an en moyenne contre 6,3 % dans l'hypothèse basse du plan) que la hausse de la productivité. Même si le onzième plan affiche un taux supérieur, la croissance de l'industrie soviétique ne devrait pas dépasser réellement 4 % au cours des cinq prochaines années, celle du revenu national se situant autour de 2 %.

Pour l'agriculture, l'objectif de la récolte des céréales devrait être porté à quelque 240 millions de tonnes, alors que la moyenne de ce quinquennat tourne autour de 200. Après la récolte exceptionnelle de 1978 (237 millions de tonnes), 1979 a été médiocre (179 millions), et cette année ne devrait pas être bien meilleure.

Avec l'utilisation d'une partie des stocks et des importations en provenance d'Australie, d'Argentine, du Canada, etc., l'U.R.S.S. a pu faire face pendant cette campagne à l'embargo américain. Il n'est pas sûr qu'il en aille de même en 1980/1981. Un déficit en céréales de 5 à 7 millions de tonnes correspondrait à 10 % des besoins pour la nourriture du bétail, aurait des conséquences immédiates sur la production de viande, déjà insuffisante avec 15 millions de tonnes. En 1981, Kromkatchev avait prévu une production de 30 à 32 millions de tonnes pour 1980.

Puis, modestes, les dirigeants soviétiques actuels comptent sur 18,5 millions de tonnes en 1985. Mais ce ne sera pas encore assez pour satisfaire les besoins d'une population dont les habitudes de consommation ont évolué avec le niveau de vie.

Il faut toujours faire la queue pour la viande, pour le fromage et certains autres produits laitiers, même à Moscou, pourtant privilégiée par rapport aux autres villes. Cette année la récolte des pommes de terre est franchement mauvaise et, même au marché kolchozien, il faut une grande patience pour en obtenir d'une médiocre qualité. Des bruits alarmistes courent sur une prochaine pénurie de sucre à la suite d'une mauvaise récolte de betteraves.

1980 n'a pas été faste. Dans le nord du pays, les cultures ont été détruites par des inondations, au sud par la sécheresse. Mais la sagesse populaire a déjà trouvé les bonnes émissions. Ce sont les Polonais, auxquels on livre de la viande, des pommes de terre, du sucre, etc., pour qu'ils se tiennent tranquilles. L'explication : « tombe trop bien pour n'avoir pas été inspirée en haut lieu ».

DANIEL VERNET.

(1) Ancien secrétaire du parti à Leningrad. Son assassinat en 1934 fut à l'origine de la première grande épuration des opposants au régime stalinien.

Le Monde

publiera demain

- DEBAT : Les politiques sociales des années 80, par Pierre Drouin.
- IDÉES : Droits de l'homme : de Buenos-Aires à Prague et à Paris.
- ENQUÊTES : La politique et l'argent : l'exemple américain, par M. Aurillac ; Tanzanie : un visionnaire harcelé par l'intendance, par J.-P. Langellier.
- MÉDECINE : Les implants dentaires ne devraient être qu'un traitement d'exception.

PRIX NOBEL 1980

MILOSZ

La pensée captive

Essai sur les logographies populaires.

La prise du pouvoir

roman

Sur les bords de l'Issa

roman

Une autre Europe

essai

Gallimard

EUROPE

Portugal

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DU 7 DÉCEMBRE

M. Mario Soares retire son soutien au général Eanes et abandonne provisoirement la direction du P.S.

De notre correspondant

Lisbonne. — Coup de théâtre au parti socialiste portugais : M. Mario Soares a retiré son appui à la candidature du général Eanes à l'élection présidentielle du 7 décembre. Désavoué par la commission nationale de son parti, il a abandonné les fonctions de secrétaire général du P.S. pendant la durée de la campagne.

An premier étage du siège du parti, place du Rato, cette prise de position du leader socialiste a fait l'effet d'une bombe. M. Soares avait joué, ces derniers jours encore, le rôle de modérateur auprès de ceux qui, au sein du P.S., protestaient contre les déclarations du président Eanes. Celui-ci, lors d'une conférence de presse le 14 octobre, avait pris très violemment contre les déclarations du président Eanes. Celui-ci, lors d'une conférence de presse le 14 octobre, avait pris très violemment contre les déclarations du président Eanes. Celui-ci, lors d'une conférence de presse le 14 octobre, avait pris très violemment contre les déclarations du président Eanes.

lité proche de la présidence de la République. Signe d'un compromis ? Dans son édition du vendredi, l'hebdomadaire de gauche O Jornal publiait une interview du président de la République et un article de M. Soares. « Je m'identifie à la social-démocratie », déclarait, dans cette interview, le général Eanes. M. Soares lançait, de son côté, un appel au calme. Pourquoi M. Soares a-t-il changé si brusquement d'attitude ? Personne ne le sait. Le secrétaire général du P.S. s'est abstenu de donner des explications à ce sujet. La réunion de la commission nationale du P.S. s'est déroulée dans un climat dramatique. Le dimanche 19 octobre, la question de l'appui au général Eanes était soumise au vote : 87 dirigeants socialistes se sont prononcés pour, 43 ont voté contre et 8 se sont abstenus. Pour la première fois dans l'histoire du P.S., M. Soares était battu. Il n'a été suivi que par un courant du parti, appelé « historique », constitué par M. Alegre, ainsi que par les amis de M. Gonalves, président de la fondation Fontana. En revanche, il a été très durement critiqué par le « Felipe Gonzalez » du P.S., comme MM. Zinha, Reis, Sampaio et Constantino. Ceux-ci ont considéré que M. Soares avait déclenché la crise au sein du P.S. au moment le plus défavorable. Ils ont accusé, d'autre part, d'avoir refusé l'appui au général Eanes sans pour autant présenter une solution de rechange.

Invité à déjeuner à Belem le jeudi 16 octobre, le leader socialiste faisait part au général Eanes de son mécontentement. « Tu es d'abord cassé toute la semaine, puis tu es assis à recueillir les morceaux », nous disait, parlant de cette réunion, une personne

plus contradictoire, circulaient dans les milieux politiques. D'après certaines personnalités, M. Soares aurait joué un coup de la « Felipe Gonzalez » du nom du leader socialiste espagnol. Estimant que le général Eanes serait inévitablement battu, il aurait pris ses distances pour revenir en force l'année prochaine, écrasant ses adversaires au sein du parti. D'autres affirment que M. Soares se retire afin de provoquer une réaction violente à la base du parti qui viendrait en masse lui demander de se présenter lui-même à l'élection présidentielle. De façon significative, le parti socialiste révolutionnaire, une petite formation trotskiste qui obtient 1 % des voix aux législatives, a déjà pris l'initiative de recueillir des signatures d'appui à la candidature du secrétaire général du P.S. à la présidence de la République.

L'attitude de M. Soares est lourde de conséquences. Les divisions auront tendance à s'accroître au P.S., tandis que la réélection du général Eanes en 1985 sera plus compromise. L'éloignement de M. Soares peut entraîner en effet un large mouvement d'abstention à gauche. Or, d'après la loi portugaise, le président de la République doit être élu à la majorité absolue des suffrages exprimés.

« M. Soares s'est politiquement suicidé », nous déclarait un dirigeant socialiste membre du secrétariat national du parti. « Au cas où le général Eanes l'emporterait, expliquerait-il, on ne voit pas très bien comment M. Soares pourrait revenir ; et le général Eanes est battu, M. Soares sera accusé d'être le premier responsable de sa défaite. »

An siège de la commission d'appui à la réélection du chef de l'Etat le climat était lourd. « Vendredi soir encore le problème paraissait réglé », confiait le porte-parole de la commission, qui ne cachait pas sa perplexité. Dès que la nouvelle a été connue, le général Eanes a fait appel aux bons services de l'entourage du général Melo Antunes auprès de M. Soares. Mais la démarche a été inutile.

JOSE REBELO.

Belgique

LES PARTIS DE LA MAJORITÉ AUTORISENT M. MARTENS A CONSTITUER LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — M. Wilfried Martens a obtenu, le dimanche 19 octobre, le feu vert des quatre partis de la nouvelle majorité pour la constitution d'un nouveau gouvernement. Les chrétiens flamands et francophones du C.V.P. et du F.V.C. et socialistes flamands et francophones du P.S. ont approuvé le programme gouvernemental élaboré la semaine dernière. Les quatre congrès ont cependant mis l'accent sur la répartition : aucune des formations n'est entièrement satisfait, aucune n'est entièrement déçue. Les propositions de répartition des portefeuilles ont été rejetées par M. Martens.

DIPLOMATIE

PREMIER MINISTRE DU CAP-VERT

M. Pedro Pires fait une visite officielle à Paris

M. Pedro Pires, premier ministre du Cap-Vert, entame, ce lundi 20 octobre, une visite officielle de quarante-huit heures en France au cours de laquelle il sera reçu, mardi, par M. Barre. Il est, ce lundi, l'hôte de M. Stirn, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

Victime depuis treize ans de la sécheresse, l'archipel du Cap-Vert (six îles et huit îlots situés dans l'océan Atlantique, au large du Sénégal) a « besoin d'une aide économique importante pour faire redémarrer son développement », ainsi que l'a déclaré M. Pires, avant de quitter Paris pour Paris. Qualifiés de « bonnes » par les officiels français, les relations entre les deux capitales se sont resserrées depuis trois ans. Le Cap-Vert était représenté au sommet franco-africain de Nice, en mai, et de premiers accords de coopération ont été passés en 1976.

Le Cap-Vert ne se situe toutefois qu'au troisième rang parmi les clients sub-sahariens de la France et au quarante et unième parmi les fournisseurs. En 1980, l'ensemble des interventions françaises (opérations de la Casse centrale comprises) s'est élevé à 40 millions de francs. La commission mixte franco-capverdienne se réunira mercredi et jeudi à Paris pour étudier un nouveau programme à cet archipel dénué de ressources, peuplé de 310 000 habitants et qui se classe parmi les vingt Etats les plus pauvres de la planète.

UN ANCIEN RÉSISTANT

Né en 1934 M. Pedro Rodrigues Pires a acquis une formation militaire au sein de l'armée portugaise avant de participer, à compter de 1963, à l'insurrection armée du PAIGC (Parti de l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert) en Guinée-Bissau. M. Pires a participé, pendant les dix années de guerre, pour être promu commandant et, lors de l'indépendance de la Guinée-Bissau (septembre 1973), se retrouver commissaire d'Etat adjoint aux Forces armées révolutionnaires du peuple. M. Pires repart alors, l'ar-

chipel du Cap-Vert — il est originaire de l'île de Fogo — pour y préparer, sous l'égide du PAIGC, l'indépendance, qui sera proclamée le 5 juillet 1975. Il accède alors aux fonctions de premier ministre, la présidence de la République du Cap-Vert revenant à M. Aristides Pereira. M. Pires avait participé, en 1956, aux côtés d'Amílcar Cabral, à la fondation du PAIGC. Le commandant Pires est demeuré depuis, le numéro quatre du parti et préside le Conseil national du Cap-Vert. Il parle le français et a séjourné à plusieurs reprises en France.

L'OTAN invite la Grèce à reprendre sa place dans le commandement militaire intégré

M. Luns, secrétaire général de l'OTAN, a annoncé, ce lundi 20 octobre, que le comité des plans de défense de l'organisation a approuvé la reprise des forces grecques au sein du commandement militaire intégré. Il s'agit de la mise en application de la « formule » du général Rogers, commandant suprême des forces atlantiques en Europe, qui a, d'un côté, déclaré que les intentions d'Athènes et Ankara (la Grèce et la Turquie) de participer à la défense de l'OTAN lors du détachement des forces turques à Chypre.

Par ailleurs, parlant au Club de la presse d'Europe 1 dans une conférence de presse le 19 octobre (mais enregistrée vendredi),

La visite du président Karmal à Moscou n'a fait apparaître aucune volonté nouvelle de règlement du conflit

Un complot militaire visant à déposer le gouvernement Karmal aurait été déjoué le 14 octobre à Kaboul, selon des informations de source occidentale parvenues à New-Delhi et rapportées par l'agence Associated Press. Des chars soviétiques auraient alors encerclé la principale garnison proche de la capitale afghane et des échanges de tirs auraient eu lieu (« le Monde » du 17 octobre).

D'autre part, les autorités ont remis en liberté, le 19 octobre, trois cent quarante « contre-révolutionnaires repentis », a indiqué l'agence Tass.

De notre correspondant

Moscou. — Alors que M. Babrak Karmal poursuit son séjour en U.R.S.S. et déclare vouloir continuer sa coopération avec la Russie soviétique, la déclaration soviétique, signée dès le jour de l'arrivée à Moscou du président afghan, a été rendue publique dimanche 19 octobre. Elle confirme que le régime de Karmal sur un règlement de la question afghane n'a pas changé, même si l'emploi de certaines expressions pouvait laisser penser que les Soviétiques ne sont pas totalement imperméables à l'idée d'un « calendrier » d'évacuation de leurs troupes, sous certaines conditions bien entendues.

Le terme de « calendrier » est même employé pour la première fois dans la traduction française diffusée par Tass de la déclaration commune. Le gouvernement français avait demandé à l'U.R.S.S. de présenter ce « calendrier », dès le mois de janvier, lorsque M. Kornienko, vice-ministre des affaires étrangères, était venu à Paris expliquer M. François-Poncet la position de son gouvernement. L'idée avait été alors rejetée par Moscou.

Les conditions posées par les Soviétiques

Il ne semble pas que son attitude se soit assouplie, car le texte soviétique reste beaucoup plus vague. Il n'y est question que « d'un délai du retrait du contingent limité des troupes soviétiques se trouvant en Afghanistan », formule qui rappelle celle employée à la fin du mois de mai par M. Brejnev, après les propositions de règlement présentées par Kaboul. Le chef de l'Etat et du parti soviétiques parlait alors

« des délais du début du retrait (...) ».

La déclaration soviétique afghane précise d'ailleurs que cette question de délai peut être examinée « dans le contexte du règlement politique, et pas avant que l'agression contre l'Afghanistan n'ait complètement cessé et que des garanties soient données contre toute reprise des activités subversives de l'étranger contre le peuple afghan et son gouvernement ». Autrement dit, ce n'est qu'après que les conditions posées par les Soviétiques et leurs protégés auront été acceptées et satisfaites que l'on pourra commencer à parler du début du retrait de l'armée rouge. On ne saurait être plus net.

Dans une allocution à la télévision soviétique, M. Karmal a déclaré que, « malgré leur nombre peu important, les soldats et les officiers soviétiques accomplissent courageusement, sans réserve et avec dévouement leur devoir internationaliste ». M. Brejnev a répété que « le processus révolutionnaire en Afghanistan est irréversible », que le temps « travaille pour l'Afghanistan révolutionnaire » et que l'U.R.S.S. défendra la sécurité « des deux Etats ».

La situation apparaît totalement bloquée. Dans aucun des textes ou discours publiés à l'occasion de la visite de M. Karmal, la moindre trace d'ouverture n'est perceptible. Les dirigeants soviétiques peuvent estimer qu'avant réussi à « marginaliser » politiquement le conflit, ils ont les mains plus libres pour le régler militairement.

D. V.

AFRIQUE

Sénégal

Les rumeurs de retrait de M. Senghor

« Le chasseur qui guette ne toussé pas... »

De notre correspondant

Dakar. — Selon des informations de bonne source, le président Senghor pourrait renoncer prochainement à ses fonctions de président de la République, en faveur de celui qui est considéré depuis une dizaine d'années déjà comme son dauphin, le premier ministre M. Abdou Diouf.

Aux termes de la Constitution sénégalaise, modifiée dans ce but en avril 1976, le premier ministre succède automatiquement au chef de l'Etat jusqu'à la fin du mandat en cours, sans avoir à se présenter d'ici là devant les électeurs, en cas de décès, d'empêchement ou de démission de ce dernier. Or, assure-t-on depuis quelque temps dans les milieux généralement bien informés de Dakar, M. Senghor pourrait annoncer sa décision de se retirer à l'occasion de son traditionnel message de fin d'année, le 31 décembre prochain, et son remplacement à la tête de l'Etat par M. Abdou Diouf pourrait devenir effectif, au plus tard le 3 avril, veille de la célébration du vingt-cinquième anniversaire de l'indépendance, soit à deux ans jour pour jour de la fin du présent quinquennat. Mais, ajoute-t-on, il est probable que, dans ce cas, M. Diouf démissionnerait de son poste de président de la République, il conserverait néanmoins, pendant quelque temps encore, la haute main sur la formation gouvernementale. Il fera certainement, d'une part, aider son successeur à consolider son autorité personnelle et à gagner les élections de février 1983, et, d'autre part, continuer à jouer lui-même un certain rôle sur la

scène internationale, notamment par l'intermédiaire de l'Internationale socialiste, dont il est vice-président.

Au-delà des considérations tenant à son âge — il est né en 1906 — et à son souci de passer son temps à l'écriture, le président Senghor se rendrait compte, selon plusieurs personnalités que le crédit politique de son dauphin risque de suser dans un avenir très proche. Celle-ci lui interdit, dans la plupart des cas, d'imprimer sa marque propre à la marche des affaires de l'Etat, même si la quasi-totalité des grands dossiers relève d'ores et déjà de sa responsabilité personnelle.

En outre, le calme social et politique qui continue à prévaloir pour le moment au Sénégal, malgré les graves difficultés économiques et financières de ces derniers mois et les rigueurs du plan de redressement mis en œuvre pour y faire face, permet d'envisager avec une relative sérénité d'éventuelles mutations. Il reste, cependant, que, jusqu'à présent, M. Senghor n'a toujours pas fait savoir ce qu'il pense de ces spéculations, en tout cas de façon officielle. Il demeure donc tout à fait libre de se retirer, s'il l'estime nécessaire. Il fera certainement en sorte de préserver jusqu'au dernier moment sa liberté de choix. « Le chasseur qui guette ne toussé pas », se plaît-il à dire.

PIERRE BIANCHI.

A TRAVERS LE MONDE

Chine

TRENTE ET ON MOINES BOUDDHISTES ONT ÉTÉ ORDONNÉS à Pékin, au début du mois d'octobre. Selon le Quotidien de Pékin, cette ordonnance est la première depuis la révolution culturelle. — (A.F.P.)

Cuba

LES RELATIONS AVEC LES ETATS-UNIS. — Le gouvernement cubain semble désireux de rétablir des relations normales avec les Etats-Unis, a déclaré dimanche 19 octobre, dans une interview au New York Times, le sénateur républicain du Connecticut, M. Lowell Wicker, qui est rentré aux Etats-Unis samedi, à l'issue d'une visite d'une semaine à La Havane. M. Wicker, qui a eu plusieurs longues conversations avec Fidel Castro, est convaincu que la récente décision cubaine de libérer tous les prisonniers américains de l'île n'est « pas un incident isolé », mais fait partie d'une « tendance générale ». — (A.F.P.)

DEFECTON DE CINQ CUBAINS. — Cinq ressortissants cubains, quatre étudiants et la mère de l'un d'eux, qui voyageaient à bord d'un avion de l'Aeroflot effectuant la liaison La Havane-Moscou, ont descendu samedi 19 octobre à l'escalade de Lisbonne et ont demandé des visas pour se rendre aux Etats-Unis. Un porte-parole de l'ambassade cubaine dans la capitale portugaise a indiqué qu'ils étaient considérés comme « réfugiés » et que leur cas serait « analysé individuellement ». — (A.F.P.)

Etats-Unis

MEETING NAZI INTERROMPU PAR DES CONTRE-MANIFESTANTS. — Onze orateurs du parti nazi américain, qui tenaient une réunion autorisée à Evanston (Illinois), dimanche 19 octobre, ont été mis en fuite par plus de deux mille contre-manifestants, juifs pour la plupart. Une dizaine de ces derniers ont été appréhendés pour avoir franchi le cordon formé par deux cents policiers qui protégeaient les orateurs nazis, vêtus de chemises brunes. — (A.F.P.)

Éthiopie

OFFENSIVE SOMALIENNE EN OGADEEN. — Les troupes éthiopiennes ont repoussé récemment une offensive somalienne dans la province de Dali (sud-est du pays), faisant cinq cents morts parmi les « envahisseurs », a annoncé samedi 19 octobre la radio éthiopienne, en précisant que cette offensive a eu lieu entre le 18 septembre et le 4 octobre. — (A.F.P.)

Irlande du Nord

LES DETENUS RÉPUBLICAINS DÉCIDENT UNE

GREVE DE LA FAIM. — Les militants républicains incarcérés dans les prisons de Maze et de Long-Beach ont décidé de commencer une grève de la faim à partir du 25 octobre pour que leur soit accordé le statut de prisonniers politiques, abol depuis 1974. — (A.F.P.)

Namibie

DELEGATION DES NATIONS UNIES EN AFRIQUE DU SUD. — M. Brian Urquhart, secrétaire général adjoint de l'ONU, est arrivé samedi 18 octobre à Johannesburg, à la tête d'une délégation chargée de tenter de dénouer le conflit namibien. M. Urquhart a confirmé qu'il prendrait contact avec l'administration mise en place par Pretoria à Windhoek, où un porte-parole militaire a annoncé, samedi, que huit partisans de la S.W.A.P.O. (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) avaient été libérés dimanche dernier, portant à mille deux cent quatre-vingt-trois les pertes du mouvement nationaliste namibien depuis le début de l'année. — (A.F.P.)

Philippines

M. FERDINAND MARCOS ÉCHAPPE À UN ATTENTAT. — Une bombe a explosé dimanche 19 octobre à Manille, dans une salle où M. Marcos, le président des Philippines, prononçait une allocution à l'ouverture de la conférence de la Société américaine des agents de voyages. L'attentat, qui a fait une vingtaine de blessés, a été revendiqué par le Mouvement de libération du peuple, mouvement de guérilla urbaine qui, selon les autorités, est responsable de la vague d'attentats qui a déferlé sur les Philippines depuis la fin du mois d'août. — (A.F.P., U.P.I., A.F.P.)

Tchad

ÉCHEC DE LA CONFÉRENCE DE LOMÉ. — Aucun accord n'a pu être obtenu dimanche 19 octobre à Lomé entre les protagonistes tchadiens réunis en conférence de la paix (« le Monde » du 19-20 octobre). M. Kodjo, secrétaire général l'O.U.A., a simplement précisé que les travaux du sous-comité ad hoc de l'Organisation panafricaine devaient se poursuivre au niveau des ministères des affaires étrangères. — (A.F.P.)

Zimbabwe

RETABLISSEMENT DU CONTRÔLE DE LA PRESSE. — Le gouvernement du Zimbabwe a annoncé dimanche 19 octobre, que des mesures seraient prises contre les journalistes étrangers jugés « indésirables et irresponsables ». Les permis temporaires de travail qui avaient été supprimés à l'occasion de l'indépendance, ont été rétablis. — (A.F.P.)

ANNÉE DU PATRIMOINE

Recherchons Cézanne pour l'encadrer avec plaisir



Les encadreurs du centre de l'encadrement

Peintures, dessins, gravures, estampes, miniatures, affiches, canevas, fleurs séchées, batiks indiens.

Atelier du centre de l'encadrement
34, rue René Boulanger
75010 Paris
Tél. 206.11.53
(métro République)



AFRIQUE

TANZANIE : le socialisme en pointillé

(Suite de la première page.)

Les progrès réalisés, certes, légitiment, à eux seuls, le « bon choix » effectué naguère à Arusha. Mais ils étaient replacés, en toute relativité, dans leur perspective historique. L'avènement du socialisme, c'était entendu, serait l'affaire de plusieurs générations, une entreprise pour longtemps inaboutie, un idéal en pointillé.

Cédant à son goût de la prophétie, le *muallimu* (maître d'école), ajoutait, plus récemment : « Il y a un temps pour planter et un pour récolter. J'ai peur que, pour nous, ce soit encore l'époque des semailles. »

Confession clairvoyante d'un visionnaire dégrisé ou modeste, mais capable de désarmer à l'avance des esprits malveillants ? Sans doute entre-t-il une part de ruse dans ce recours salutaire à l'humilité politique. En admettant qu'il s'agit d'une coïncidence de très longue haleine, en convenant, lui-même, avant tout autre, que la construction du socialisme, justification suprême pourtant de la voie empruntée — débordant, largement sur le prochain siècle, ce fin stratège amadou plus aisément les baillleurs de fonds étrangers — ils sont nombreux — que l'expérience tanzanienne intéresse ou captive. Ses efforts obstinés attirent la sympathie. L'objectif à atteindre est relégué si loin qu'il s'en trouve mythifié, à l'abri de tout jugement immédiat. Dresse-t-on le bilan d'une utopie ? Assurément, chez M. Nyerere, l'auto-critique est une thérapie à maints usages.

Il reste que le *muallimu* a fait la part, plus clairement que d'autres dirigeants africains, entre le souhaitable et le possible. Les réussites et les succès déboires du régime, il convient de les apprécier d'abord dans le domaine agricole. Non seulement parce que neuf Tanzaniens sur

deux travaillent encore la terre, à la houe d'ailleurs presque toujours. Mais surtout — et c'est justice — parce que les dirigeants ont fait eux-mêmes de l'unité villageoise le lieu privilégié de leur stratégie politique et du développement rural. L'inspiration première de leur combat, le baromètre de leur expérience.

Quelle tentative, tiers-mondiste à fait couler plus d'encre que l'*ujamaa* tanzanien ? A mi-chemin entre les kibboutzim israéliens et les communes chinoises, mais tenant avant tout avec les valeurs collectives pré-coloniales, la doctrine « *ujamaa* » (en swahili, « famille », au sens large), visait à créer des villages autogérés, de base d'un socialisme agricole unique en Afrique. Dans l'esprit de M. Nyerere, le concept d'*ujamaa* était de pair avec une notion « *seur*, *Kujitegemea* » (« compter sur ses propres forces »), qu'on a souvent traduite par autosuffisance. Produit d'un double rejet, du capitalisme et du socialisme doctrinaire, l'*ujamaa*, en son modèle initial et fort ambitieux, — prévoyait la mise en commun des terres et l'utilisation collective des services sociaux.

Le projet original a sombré. Nourissant quelques illusions, les dirigeants tanzaniens avaient paru croire en la multiplication quasi spontanée des unités *ujamaa*. La vertu de l'exemple et l'effet de persuasion, pensaient-ils, balayeraient obstacles et réticences. Sérieuse erreur d'appréciation. Au terme de la phase de regroupement volontaire des villages, le domaine de production collective regroupait tout juste 2 % des terres cultivées. C'était l'échec, indéniable. Le régime eut alors une crispation autoritaire. En 1971, la politique de regroupement devint obligatoire. Des cadres trop zélés appliquèrent parfois main militaire.

Les « villages de développement »

Les abus de pouvoir commis à l'époque contre les récalcitrants — et officiellement admis depuis — ont quelque peu terni l'image du régime. Au printemps dernier, le gouvernement annonçait le démantèlement d'un des treize mille paysans dont maisons

gramme de « villagisation » mit sous l'œil noir la collectivisation des terres.

Qu'en est-il aujourd'hui ? L'autogestion rurale ? En désignant d'office plusieurs milliers de « villages managers » possédant les compétences requises, le gouvernement l'a implicitement condamné, du moins à court terme. L'autogestion, par nature, ne suppose pas de l'extérieur. Le socialisme agricole ? Si l'existence d'un champ communautaire constitue la règle, les obligations qui en découlent sont légères. Pour le paysan, une seule contrainte : consacrer trois matinées par semaine à la production villageoise. Sur le champ communautaire, le paysan s'acquie de sa quote-part, en échange des services (eau potable, éducation, santé) que lui procure l'appartenance au « village de développement ». Tout en réservant l'essentiel de son temps et de son énergie au lopin familial.

Selon les derniers chiffres publiés en juin, 87 Tanzaniens sur 100 vivent dans près de 8 300 « villages de développement », que la terminologie officielle continue d'appeler *ujamaa*. En fait, les authentiques villages *ujamaa* sont une douzaine à peine (même Butiama, le village natal du président, ne mérite pas ce label). Tel est le décompte effectué par l'agronome René Dumont, qui, douze ans après une première enquête — et à la demande de M. Nyerere, — a sillonné l'an der-

nier, pendant trois mois, la Tanzanie en tous sens.

Dans son rapport, René Dumont, tout en exprimant sa sympathie pour la démarche politique de M. Nyerere, critique sans ménagement le programme de « villagisation » : les villages sont trop grands, trop éloignés les uns des autres (deux cent cinquante familles formeraient la population idéale) ; leur implantation, souvent mal préparée, a ignoré les données écologiques et leurs incidences agricoles (fertilité des sols, possibilité d'irrigation) ; la mise en jachère est mal respectée ; la femme, en charge de nombreuses tâches familiales, est la première victime de ces erreurs de planification. D'autres reproches sont plus politiques : absence de consultation préalable de la population ; prise en compte insuffisante de l'individualisme paysan ; délégations de pouvoir au profit de la classe trop formelle. « Le socialisme a été imposé d'en haut, du président vers les masses », note l'agronome. Celles-ci n'étaient pas du tout convaincues de sa nécessité. Les paysans préfèrent de très loin travailler leur propre parcelle que le champ communautaire (...). Les villageois n'ont toujours pas de pouvoir réel. Ils ne sont pas représentés au sein des instances supérieures du parti, dominées par les gens de la ville. En Tanzanie, le vrai problème est celui du pouvoir paysan. A la résidence, selon René Dumont, l'origine des revers agricoles du moment.

Des paysans « démobilités »

Si bien des Tanzaniens — citadins notamment — sont mal nourris, aucun ne souffre de la famine, familière à leurs frères d'Afrique orientale. Depuis l'indépendance, le régime a eu pour juste souci prioritaire d'assurer l'autosuffisance alimentaire de la masse paysanne. En dépit des caprices atmosphériques, celle-ci fut garantie, bon an mal an, jusqu'en 1979. Mais il négligea, dans la même temps, les cultures d'exportation par une méprise fréquente dans le tiers-monde. Ainsi, la croissance agricole régulière dépassant parfois 10 % — profita, pour l'essentiel, au secteur de subsistance. Les cultures indus-

tries, pourvoyeuses de devises, tantôt, déclinent (café, sisal, caoutchouc), tantôt végètent (coton, tabac). Seul le thé progresse sensiblement.

Cet étiolement a des raisons multiples, souvent dénoncées — mais trop tard — par les dirigeants eux-mêmes, et sur lesquelles on bute sans cesse, en Tanzanie, comme ailleurs en Afrique. En tête, figure le dédain du producteur, sous-payé par l'organisme étatique acheteur de la récolte. Sans profit pour lui-même et pour sa famille, aucun villageois ne produit, si ce n'est sous la contrainte. Il est donc bien vite « démobilité ». Nul régime, fût-il bien intentionné, ne peut faire fi de cette règle d'or du comportement paysan. Il y a d'autres facteurs aggravants. Le manque d'engrais limite les capacités de stockage. Grâce à un financement international, le gouvernement va mettre en place un réseau de silos céréalières. Faute de devises, il ne peut, en revanche, importer suffisamment d'engrais. Les pièces détachées font défaut. Sur les plantations de sisal, moins de deux tracteurs sur trois fonctionnent. Sur celles de tabac, un véhicule Land Rover sur dix est opérationnel. Un expert agronome estime qu'on les remplacerait avantageusement par des motocyclettes, au coût seize fois moindre.

A tout cela s'ajoutent le manque de soins apportés aux cultures, la pénurie de techniciens ou leur formation défectueuse. On ne compte qu'un agent d'exploitation du tabac pour trois cents cinquante fermiers. Selon des chiffres officiels, 10 % seulement des terres arables sont exploitées, 3 % étant irriguées. Les huilières « tournent » à 25 % de leur capacité. Le déclin des cultures d'exportation, estime un rapport américain, représente un manque à gagner annuel de 180 millions de dollars. Baisse en quantité mais aussi en qualité. Six sacs de café sur dix sont considérés par les acheteurs comme « fermentés ». Lorsque rôde le spectre de la faim, il faut bien se montrer moins « intégriste ». Selon une récente étude commandée à la F.A.O. par le ministère de l'Agriculture, la sécheresse a réduit de 40 % la prochaine récolte de maïs. Au printemps dernier, la Tanzanie avait lancé un S.O.S. aux pays occidentaux (le *Monde* du 3 avril). Les Etats-Unis ont fourni du maïs, le Japon du riz, le Canada et l'Australie du blé. Cette année, seul le sucre suffira aux besoins. Les faiblesses recensées plus haut expliquent aussi largement le déclin de la production alimentaire. Pour régler la note céréalière, le gouvernement devra puiser dans ses maigres réserves en devises. En année d'élections — elles auront lieu le 29 octobre, — il est malvenu de demander au paysan de manger du manioc. Alors, foin des principes ! S'adressant à un auditoire villageois, le président

Nyerere lançait récemment : « Si on me dit que nous n'avons pas de nourriture et que l'Afrique du Sud est le seul pays qui puisse nous en fournir, je la lui achèterai. » Manière de reconnaître — en toute honnêteté — que, pour la bonne cause, la Tanzanie serait prête à traiter avec le diable.

JEAN-PIERRE LANSELLIER.

Prochain article :

UN VISIONNAIRE HARCELÉ PAR L'INTENDANCE

Zambie

LE CORRESPONDANT DE L'A.F.P. EST ARRÊTÉ

Le correspondant de l'Agence France-Presse à Lusaka, M. François Cros, a été appréhendé le vendredi 17 octobre, à son domicile. Selon l'agence Associated Press, qui fournit des détails sur cette arrestation, le commissariat central de la capitale zambienne a confirmé samedi que M. Cros avait été interpellé et était détenu en vertu de la loi sur « le maintien de la sécurité politique ». Le journaliste aurait été arrêté vendredi avant l'aube. Son domicile aurait été fouillé.

Le *Times of Zambia*, quotidien de Lusaka, indique ce lundi, de son côté, que M. Cros était détenu pour des « motifs non révélés ». La direction générale de l'Agence France-Presse a fait savoir, pour sa part, qu'elle avait exprimé au ministre zambien des affaires étrangères sa « vive inquiétude », « exigeant de connaître les raisons de l'arrestation de M. Cros et demandant son immédiate libération ».

Selon l'A.F.P., trois personnalités zambiennes auraient été, par ailleurs, arrêtées jeudi au cours de perquisitions nocturnes. Le ministre zambien de l'Intérieur se serait refusé à confirmer l'arrestation de M. Mubanga, ministre de l'Orientation nationale, au domicile duquel de nombreux policiers se sont présentés jeudi soir.



3440 F, une semaine aux Antilles.
Jet Tours fait baisser le prix du soleil.

Votre semaine sous le soleil antillais à un prix inférieur à celui de 1979, pour une qualité identique : 3440 F en Guadeloupe, 3650 F en Martinique, 3950 F en Haïti. C'est la nouvelle performance de Jet Tours pour votre séjour du 1^{er} novembre au 15 décembre 1980.

Vite, consultez votre Agent de voyages pour profiter de cette offre exceptionnelle.

Jet Tours. Le spécialiste des Antilles.

Les prix ci-dessus comprennent : voyage et séjour d'une semaine avec petits déjeuners américains. Au départ de Paris, Bordeaux, Lyon, Maastricht vers la destination.

583

821 JAMES COBBETT, L.C. 583

LENTILLES DE CONTACT

Le 1^{er} fabricant mondial lance des nouvelles lentilles souples. Un progrès technique : encore plus minces et plus perméables à l'oxygène.

Tolérance incomparable. Reprenez avec vos lentilles le jour même.

Pour tous les sports 596⁺

Adaptation pour presbytes : 200 F. Reprenez de vos anciennes lentilles 100 F.

Laboratoires OSMIS
PARIS 9^{ème} 11 rue de Valenciennes (15) 45.55.99
LYON 6^{ème} 41 quai de Germain (7) 824.12.44

Ce bon vous permet de rendre vos lentilles avec remboursement intégral, pendant la 1^{re} semaine. Jusqu'au 31.10.80.

ETONNEZ-VOUS AVEC EUROPE 1

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

LES QUATRE GRANDS JOURNAUX D'EUROPE 1 PRÉSENTÉS PAR LEURS RÉDACTEURS EN CHEF

7 H 30 - PHILIPPE GILDAS.

8 H - CHRISTINE OCKRENT.

13 H - ANDRÉ ARNAUD.

19 H - JEAN-CLAUDE DASSIER.

AVEC EUROPE 1, L'INFORMATION C'EST PASSIONNANT.

EUROPE 1
C'est naturel.



PROCHE-ORIENT

LA GUERRE DU GOLFE ET LE PROBLÈME DES OTAGES AMÉRICAINS

Alors que la situation des défenseurs d'Abadan et de Khorramchahr s'est nettement aggravée depuis deux jours, l'aviation iranienne a bombardé, samedi 18 octobre, pour la quatrième fois depuis le début du conflit, le complexe pétrochimique géant iranien-japonais de Bandar-Khomeiny, à Tokyo, la firme Mitsui annonce que la Persian Gulf Shipping Co a accepté le rapatriement au Japon de techniciens japonais qu'elle avait refusé jusqu'à présent. De leur côté, les Iraniens ont coulé, samedi, un navire de guerre à l'entrée du port de Fao, sur le Chatt-el-Arab, et bombardé les villes irakiennes de Souleimaniyah (nord) et d'El Ouzalhan (centre), ainsi que Bagdad, frappée pour la cinquième fois en une semaine. A Téhéran, l'Imam Khomeiny donne l'ordre aux volontaires civils de rejoindre le front ouest, laissant entendre que la

gravité de la situation pourrait le contraindre à proclamer le djihad (guerre sainte). L'agence libyenne Jana rapporte que, dans son discours prononcé à l'occasion de l'Aïd al Adha (fête du sacrifice), le colonel Kadhafi a violemment dénoncé la présence en Arabie Saoudite des avions-radar américains AWACS qui « profanent les lieux saints musulmans ».

Sur le plan diplomatique, les Etats islamiques multiplient les efforts de conciliation. Le secrétaire général de la Conférence islamique, M. Habib Chatti, s'est rendu samedi à Téhéran et y a rencontré le président Bani Sadr. A Beyrouth, le dirigeant palestinien Abou Iyad a révisé, dans l'hébergement de langue anglaise « Monday Morning Magazine », les quatre points du « plan de paix » proposé par l'O.L.P. : cessez-le-feu, retrait

irakien unilatéral sur les frontières de l'accord d'Alger de 1975 ou du traité de Constantinople de 1913, accord irakien pour des négociations dans un pays neutre, et contrôle du retrait irakien par des pays islamiques et non alignés. Le dirigeant palestinien estime que l'Europe et les Etats-Unis espèrent une prolongation du conflit pour tirer profit de la reconstruction des deux pays.

Enfin, notre correspondant nous indique que la rencontre du président Chadi avec le premier ministre iranien, M. Ali Radjaj, qui faisait escale à Alger à son retour de New-York, n'a officiellement porté que sur la solidarité de l'Iran envers l'Algérie à la suite du séisme d'El Asnam, mais que l'Algérie a ainsi pu affirmer la sympathie qu'elle éprouve pour la cause iranienne sans paraître manquer à la neutralité proclamée.

L'aggravation de la situation militaire ne suffit pas à inciter l'Iran à se montrer conciliant envers les États-Unis

De notre envoyé spécial

Téhéran. — Le siège de Khorramchahr et d'Abadan par les troupes irakiennes est entré ce lundi 20 octobre dans son onzième jour. Bombes, obus et roquettes continuent à pleuvoir jour et nuit sur ces deux villes charnières du « triangle pétrolier », tandis que l'état se resserre autour de la troisième, Ahwaz, menacée par deux colonnes de chars qui s'approchent de la capitale du Khuzestan simultanément du sud et de l'ouest. La résistance à Khorramchahr vit peut-être ses dernières heures. La port, tout autour d'Abadan ce lundi matin, est entièrement encerclé par les forces adverses. Les défenseurs — quelques centaines de partisans au maximum — tendent vainement de refouler la nuée de commandos irakiens qui s'est abattue sur la ville. Des échanges à l'arme légère, des combats corps à corps se déroulent de rue en rue, de maison en maison, sur les barricades et dans les tranchées. Les guerilleros iraniens de Khorramchahr et Abadan ont lancé des appels anglo-saxons : ils manquent d'eau, de nourriture, de munitions, d'armes adéquates, impuissantes à leur venir en aide, les autorités se contentent d'évoquer leur « épopee » qu'elles comparent à celle de Kербالا (1) et incitent les « combattants héroïques » à aller jusqu'à boire la conscience tranquille, le « doux sirop de la chehada » (le martyre).

Les croyants ne sont pourtant pas les seuls à mourir à Khorramchahr ou à Abadan. Les cercueils rapatriés dans les divers villes d'Iran où des cérémonies funéraires se déroulent quotidiennement contiennent aussi les corps de militants de gauche ou d'extrême gauche : fedayin, moudjahidin, communistes. Un événement sans précédent et significatif de l'évolution intervenus dans les esprits depuis la guerre s'est produit cette semaine : des funérailles quasi nationales ont été organisées dans la ville de Seman — à 50 kilomètres à l'est de Téhéran — pour Shariat Farahani, responsable de l'organisation du parti Toudéh au Khuzestan, tué dans un combat de rue à Khorramchahr.

Le parti communiste Toudéh profite de la conjoncture pour relancer son projet de Front populaire qu'il n'a cessé de proposer depuis le début de la révolution. Son organe central Mardom publiait dimanche, sous une manchette barrant sa première page, un appel à l'« unité de tous les patriotes sans exception » qui devrait précéder la conclusion d'un accord formel entre les diverses formations marxistes et musulmanes.

Desertion menacée

Si le projet communiste n'a aucune chance de se réaliser — du moins dans un avenir prévisible — la conjoncture militaire qui s'aggrave de jour en jour ne favorise pas l'« alliance modérée » de la révolution islamique, tant au sein du clergé que parmi les nationalistes laïcs. Les dirigeants n'excluent plus en privé la chute de Khorramchahr et d'Abadan. La situation à Desful est inquiète au plus haut point : la ville et la base aérienne toute proche ont été encerclées par les troupes irakiennes dans son ensemble — sont prises en tenaille de l'ouest et du sud, par des colonnes irakiennes qui ont atteint des points distants d'une vingtaine de kilomètres de l'agglomération. Cela explique la présence à Desful depuis une semaine, du président Bani Sadr, que les photos de presse montrent en tenue militaire, ainsi que de plusieurs membres du conseil supérieur de la défense.

Le chef d'Etat, pourtant de tempérament résolument optimiste, a brossé dimanche un sombre tableau de la situation. Il a admis pour la première fois que, comparées aux forces irakiennes, celles de la République islamique étaient « modestes » et ne disposaient pas, comme l'adversaire, des moyens de compenser les pertes subies en armements, équipements et munitions. Il n'a évoqué ni « la grande contre-offensive » ni la « victoire totale dans les quinze jours » qu'il ne cessait d'annoncer il y a une dizaine de jours. Il compte désormais, a-t-il

(1) Ville sainte chite dans le sud de l'Irak où l'imam Hussein et ses membres de sa famille ont été massacrés après avoir été martyrisés, à l'issue d'une bataille livrée en 610 de notre ère, entre adversaires et partisans des Omeyyades.

déclaré au personnel d'une base militaire au Khuzestan, sur la « courage, l'intelligence et les initiatives » des combattants. « Le peuple iranien est à la croisée des chemins », a déclaré pour sa part l'imam Khomeiny dans une déclaration radiotélévisée dimanche soir. La mine grave, l'oculogène « Guide de la révolution » a adressé un appel solennel à la population : la situation est telle, a-t-il déclaré, qu'il serait peut-être « contraint » sous peu de proclamer le « djihad » (guerre sainte). « Soyez prêts à vous mobiliser à cet effet », a-t-il ajouté. En attendant, il a adressé deux ordres catégoriques au Conseil supérieur de la défense et au haut commandement : des armées doivent être livrées sans tarder à tous les civils qui se battent ou qui se portent volontaires pour se rendre sur les divers fronts ; l'armée de terre doit recevoir en renfort des chars et des pièces d'artillerie lourde. Ces deux consignes paraissent répondre aux nombreuses plaintes parvenues ces derniers jours du Khuzestan.

C'est en tenant compte de ce contexte politico-militaire que l'on comprend mieux les prises de position divergentes, parfois contradictoires, des dirigeants iraniens concernant l'affaire des otages américains. Certains responsables s'inquiètent vivement des conséquences que pourrait avoir la persistance de la confrontation avec Washington. M. Bani Sadr laissait remarquer dimanche une nouvelle fois que c'est l'embargo (et accessoirement le gel des avoirs iraniens dans les banques américaines) qui empêchait Téhéran d'acquiescer à l'étranger des équipements militaires. L'ayatollah Rastanjan, le président du Parlement déclarait le même jour que la procédure engagée pour déterminer le sort des otages serait « scolarisée ».

M. Montazeri ajoute cependant : « Personne n'est dupe des manœuvres de Carter. Nous le savons déjà, nous sommes prêts à parler qu'il ne rapatrie pas les Awacs. Au-delà du souhait de M. Carter de

se faire redire, la stratégie hégémonique des Etats-Unis, mise en œuvre du Maroc au golfe Persique, nécessite l'accomplissement des tâches militaires américaines dans la région, et, à terme, le renforcement de nous République islamique qui constitue une menace permanente pour les intérêts américains. C'est pourquoi nous disons et nous le répétons : Carter n'est qu'un menteur quand il affirme qu'il veut mettre un terme à l'agression irakienne qu'il a lui-même fomentée. »

La commission ad hoc, chargée de fixer les conditions auxquelles les otages seraient libérés, a déclaré dimanche l'ayatollah Rastanjan à l'envoyé spécial de la radio suédoise, présentera son rapport au Parlement d'ici à jeudi. Il a laissé entendre que, sans préjudice de la décision de l'Assemblée nationale, Téhéran pourrait renvoyer les otages dans leurs foyers avant même la mise en œuvre des engagements qu'aurait pris les Etats-Unis pour satisfaire les revendications iraniennes, en d'autres termes, avant l'élection présidentielle américaine.

De telles déclarations conciliantes, comme celles relativement encourageantes faites à New-York par le premier ministre M. Radjaj, ne devraient pas faire illusion. Les dirigeants iraniens, y compris ceux qui cherchent à « en finir avec le fardeau des otages », entendent faire payer cher au président Carter le « cadavre électoral » qu'il sollicite. Le hadjatoleslam Mohamed Montazeri, dont l'influence au Parlement et au sein du conseil supérieur de la défense va grandissant, nous expliquait dimanche : « En demandant le retrait des Awacs d'Arabie Saoudite, M. Radjaj mettrait à l'épreuve la sincérité de Carter : cherchait-il à savoir quel prix celui-ci attache à la liberté des otages. »

M. Montazeri ajoute cependant : « Personne n'est dupe des manœuvres de Carter. Nous le savons déjà, nous sommes prêts à parler qu'il ne rapatrie pas les Awacs. Au-delà du souhait de M. Carter de

survivre, et de la personnalité pour le moins controversée de M. Fraser, une partie des électeurs flottants au cours d'une interview récente ont fait défaut au dernier moment. Son avance s'est surtout faite aux dépens des démocrates et n'a que peu entamé la coalition. De plus, en raison d'un découpage électoral qui favorise les circonscriptions rurales, traditionnellement plus conservatrices, les travaillistes doivent obtenir sensiblement plus de voix que leurs rivaux pour espérer l'emporter. Depuis 1949, ils n'ont détenu le pouvoir que pendant trois ans, entre 1972 et 1975.

Le maintien au pouvoir de la coalition conservatrice ne peut que satisfaire les milieux d'affaires, tant australiens qu'étrangers, ainsi que les pays qui comptent sur les ressources naturelles australiennes (et notamment l'uranium) pour leur développement. L'accord franco-australien sur la fourniture d'uranium à des fins pacifiques, qui est en cours d'examen à Canberra et à Bruxelles, aurait pu être remis en cause par un nouveau gouvernement travailliste.

M. Fraser est aussi désireux de développer la prospection et l'exploitation des minéraux que l'on trouve en quantités considérables en Australie (fer, charbon, bauxite, uranium...), ainsi que celle du gaz naturel, en associant des compagnies étrangères, mais aussi européennes. Il ne semble toutefois pas prêt à remettre en cause la règle selon laquelle le capital australien doit toujours représenter au moins la moitié du capital des sociétés d'exploitation (les trois quarts pour l'uranium), et l'on en croit les déclarations faites à la veille du scrutin par le trésorier (ministre des finances), M. John Howard.

Dans le domaine de la politique étrangère, la grande absence du débat électoral, la diplomatie australienne qui pourrait se voir donner un nouveau chef à la suite de divergences publiques sur certains points, comme celui du Cambodge — entre M.M. Fraser et Peacock — conservera son caractère pro-américain et fortement anticomuniste. La position plus favorable au Vietnam des travaillistes n'était pas sans causer quelque inquiétude parmi les pays de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est) : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

Le optimisme imbécile »

Fait significatif : les médias, ici, ont fait le silence sur les déclarations successives du chef de la Maison Blanche condamnant « l'invasion » irakienne et exprimant le souhait que Bagdad retire ses troupes d'Iran. La presse, à l'exception de deux journaux, Mizan et Keyhan, dirigés respectivement par des « libéraux », MM. Mehdi Bazargan et Ibrahim Yazdi, ainsi que l'« Inqilab Islami », le quotidien appartenant au président Bani Sadr, a tourné en dérision « l'optimisme imbécile » de la presse américaine quant à la prochaine libération des otages.

Ca combat feutré que se livrent partisans et adversaires d'une normalisation avec les Etats-Unis, entre les « réalistes » et les « anti-impérialistes », s'intensifiera sans doute ces prochains jours. L'évolution de la situation militaire, les manœuvres politiques dans les coulisses, le climat passionnément anti-américain qui prévaut dans la population depuis le début de la guerre et, surtout, la réponse que donnera Washington aux conditions que posera le Parlement pour la restitution des otages constituent autant de facteurs qui détermineront la voie qu'empruntera l'Iran, et peut-être, à terme, le sort du Proche-Orient.

ERIC ROULEAU.

M. Radjaj : le Parlement iranien se prononcera « très bientôt »

De notre correspondante

New-York. — Comme il l'avait annoncé la veille — alors que personne n'y croyait beaucoup, — M. Ali Radjaj, le premier ministre iranien, a donné, samedi matin 18 octobre, une seconde conférence de presse aux Nations unies. Il avait annoncé, vendredi, qu'il répondrait, le lendemain, aux questions concernant les otages américains. De fait, il n'a pas donné les précisions que les rumeurs les plus contradictoires continuent à circuler à New-York et à Washington, mais il a ajouté quelques détails aux informations qu'il avait données la veille à la presse.

M. Radjaj a évoqué à nouveau la présence des avions AWACS américains en Arabie Saoudite, laissant peut-être entendre que leur retrait pourrait être l'une des conditions de la libération des otages. Il a déclaré que le Parlement iranien « déterminera très bientôt les conditions dans lesquelles les otages pourraient être libérés ». Un peu plus tard, il a répondu à une question, M. Radjaj a précisé : « Lorsque le Parlement aura pris sa décision, ce qui, je pense, devrait avoir lieu très rapidement, pour mon gouvernement, la question sera une fois pour toute résolue. »

Comme on lui demandait si la décision du Parlement serait acceptée par les militants islamiques et n'a « l'impression que le Parlement cherchera à les faire libérer », M. Radjaj a, en outre, pour preuve l'opération manquée de Tabas qui, si elle avait réussi, aurait certainement provoqué la mort des otages dans les combats qui auraient suivi.

NICOLE BERNHEIM.

Washington n'est pas parvenu à amorcer un dialogue avec Téhéran

(Suite de la première page.)

Enfin, ils ont clairement laissé entendre qu'une libération des otages permettrait de livrer les armes américaines achetées par Téhéran pour 400 millions de dollars et bloquées aux Etats-Unis.

Cela dit, Washington n'est pas prêt à laisser les Iraniens conduire sa politique étrangère. Un net refus a été opposé à M. Radjaj, qui réclamait un retrait des avions-radar américains d'Arabie Saoudite. Le seul bénéfice que les Etats-Unis ont tiré jusqu'à présent de la guerre Iran-Irakienne est une implantation militaire — modeste, mais peut-être pleine de promesses — dans la région du Golfe. Ils entendent d'autant moins le sacrifier que M. Radjaj n'en a pas fait l'unique condition pour libérer les otages.

La manière courtoise et très modérée avec laquelle le secrétaire d'Etat américain s'est exprimé dimanche au cours d'une interview télévisée est significative. Contrairement à la presse américaine, M. Edmund Muskie n'a pas voulu voir dans la demande de retrait des avions-radar une « condition » supplémentaire pour le relâchement des otages : ce n'est qu'une « inquiétude iranienne ».

Inquietude que le secrétaire d'Etat est empressé de calmer en rappelant le caractère « purement défensif » de ce matériel et en précisant que les informations fournies par les radars ne sauraient en aucun cas être communiquées aux Irakiens. « Nous ne sommes pas en contact avec l'Iran, nous ne sommes pas en train de négocier avec lui », a affirmé le chef de la diplomatie américaine. En fait, n'attendant ni des contacts directs ni même des ententes secrètes, Washington espérait surtout que M. Radjaj serait influencé par le climat ambiant.

Pendant deux jours, la presse américaine a consacré des titres négatifs à ses propos. Mais une autre approche en est donnée ce lundi 20 octobre dans le Washington Post, avec un éditorial intitulé « Un changement majeur de l'Iran ».

Le quotidien souligne trois choses : Téhéran se déclare quasiment satis-

« excuses » éventuelles qu'à plusieurs reprises les dirigeants iraniens avaient déclaré vouloir obtenir de Washington, M. Radjaj a répondu : « Les temps a passé, et ce que nous avons entendu dire par les responsables du gouvernement américain et autres officiels proches du gouvernement nous incite à penser que, dans la pratique, cette condition a déjà été remplie. Tout ce qui manque, maintenant, c'est sans doute une preuve écrite. » Parlant en farsi, M. Radjaj faisait traduire ses propos en anglais par M. Ali Shams Ardakani, qui est arrivé de Téhéran, il y a une quinzaine de jours, envoyé par M. Bani Sadr. Pour être d'une tonalité un peu plus traditionnelle que la veille, la conférence du premier ministre iranien devait malgré tout réserver quelques surprises en expliquant qu'il comprenait parfaitement les angoisses des otages et de leurs familles, car il avait été lui-même arrêté par la police du chah et même torturé. M. Radjaj posa son pied sur la table de conférence pour montrer les traces des services qu'il avait subis.

Le premier ministre iranien reprit enfin, un argument déjà développé à plusieurs reprises par les dirigeants iraniens, selon lequel le président Carter se servait des otages à des fins électorales et n'a « l'impression que le Parlement cherchera à les faire libérer ». M. Radjaj a, en outre, pour preuve l'opération manquée de Tabas qui, si elle avait réussi, aurait certainement provoqué la mort des otages dans les combats qui auraient suivi.

NICOLE BERNHEIM.

Océanie

Australie

CONTRAIREMENT A TOUTES LES PRÉVISIONS

La coalition conservatrice remporte les élections générales

De notre envoyé spécial

Canberra. — Contrairement à l'ensemble des prédictions, y compris celles de membres de la coalition gouvernementale, la coalition conservatrice a remporté les élections nationales, dimanche 17 octobre, à la surprise de tous. Le gouverneur de M. Malcolm Fraser a été reconduit, samedi 18 octobre, avec une confortable majorité. Un seul ministre se trouve en difficulté. En raison de la complexité du scrutin (du type préférentiel), les résultats définitifs ne seront pas connus avant plusieurs jours, mais il semble, d'ores et déjà, que la coalition dispose d'une vingtaine de sièges d'avance, sur un total de cent vingt-cinq. Sa majorité, dans la Chambre des représentants sortante, était de quarante-huit sièges. Les travaillistes ont gagné entre douze et quinze sièges. Le petit parti démocratique n'a aucun élu. Mais, en dépit d'un recul imprévu du nombre de ses voix, il devrait jouer le rôle d'arbitre au Sénat, où le gouvernement a de fortes chances de perdre la majorité. En Australie, la Chambre haute dispose des mêmes pouvoirs que la Chambre des représentants.

Les travaillistes, dirigés par M. Bill Hayden, n'ont pas moins une percée spectaculaire, gagnant 61 points, alors que les libéraux en perdent 0,7 et les agrariens 1,4. Ils obtiennent 44,5% des voix contre 44 % à la coalition. Ils ont aussi fait entrer à la Chambre trois femmes, alors qu'il n'y en avait aucune dans la précédente assemblée. Mais ce score n'a pas permis au Labor d'emporter les quelques sièges-clés qui eussent assuré son succès, et les gains enregistrés varient considérablement d'un Etat à un autre. Le Victoria, l'Etat du premier ministre, est celui qui enregistre la plus forte poussée travailliste, soit près de dix points. En dépit de la popularité nouvelle de M. Hayden, qui a mené une campagne exemplaire et ras-

surante, et de la personnalité pour le moins controversée de M. Fraser, une partie des électeurs flottants au cours d'une interview récente ont fait défaut au dernier moment. Son avance s'est surtout faite aux dépens des démocrates et n'a que peu entamé la coalition. De plus, en raison d'un découpage électoral qui favorise les circonscriptions rurales, traditionnellement plus conservatrices, les travaillistes doivent obtenir sensiblement plus de voix que leurs rivaux pour espérer l'emporter. Depuis 1949, ils n'ont détenu le pouvoir que pendant trois ans, entre 1972 et 1975.

Inflation et chômage

M. Hayden a su montrer que, trois ans après sa déroute de 1977, le parti travailliste, dont la direction est en plein renouvellement, n'est pas du tout désemparé. Cependant, face à lui, M. Fraser, qui jouait la partie la plus importante de sa carrière, est sorti renforcé du scrutin. Une défaite même une courte victoire, à la suite d'une campagne qui aura surtout démontré son impopularité, l'aurait forcé à abandonner la tête du parti libéral à ses rivaux. Ceux-ci, et en premier lieu le ministre sortant des affaires étrangères, M. Andrew Peacock, devront patienter. Fort de son succès et plus sûr de lui que jamais, M. Fraser entend poursuivre la politique qu'il mène depuis cinq ans et lutter avant tout contre l'inflation, qui atteint les deux chiffres, même au prix d'un accroissement du chômage. Il lui faudra malgré tout faire preuve d'un peu plus de sens social pour conforter une population frappée par une des récessions les plus sévères de son histoire.

Le maintien au pouvoir de la coalition conservatrice ne peut que satisfaire les milieux d'affaires, tant australiens qu'étrangers, ainsi que les pays qui comptent sur les ressources naturelles australiennes (et notamment l'uranium) pour leur développement. L'accord franco-australien sur la fourniture d'uranium à des fins pacifiques, qui est en cours d'examen à Canberra et à Bruxelles, aurait pu être remis en cause par un nouveau gouvernement travailliste.

M. Fraser est aussi désireux de développer la prospection et l'exploitation des minéraux que l'on trouve en quantités considérables en Australie (fer, charbon, bauxite, uranium...), ainsi que celle du gaz naturel, en associant des compagnies étrangères, mais aussi européennes. Il ne semble toutefois pas prêt à remettre en cause la règle selon laquelle le capital australien doit toujours représenter au moins la moitié du capital des sociétés d'exploitation (les trois quarts pour l'uranium), et l'on en croit les déclarations faites à la veille du scrutin par le trésorier (ministre des finances), M. John Howard.

Dans le domaine de la politique étrangère, la grande absence du débat électoral, la diplomatie australienne qui pourrait se voir donner un nouveau chef à la suite de divergences publiques sur certains points, comme celui du Cambodge — entre M.M. Fraser et Peacock — conservera son caractère pro-américain et fortement anticomuniste. La position plus favorable au Vietnam des travaillistes n'était pas sans causer quelque inquiétude parmi les pays de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est) : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

PATRICE DE BEER.

Reste à savoir quel est le poids réel de M. Radjaj à Téhéran. On se l'est demandé tout au long de la visite à l'ONU. Quant au fait que le Parlement iranien examinerait « très bientôt » l'affaire des otages, personne à Washington n'en mettrait sa main au feu. « Nous avons appris à considérer les déclarations des Iraniens avec beaucoup de prudence », a déclaré le vice-président Mondale, dimanche, au cours d'une tournée électorale dans le Connecticut.

ROBERT SOLÉ.

Le gouverneur militaire de Cisjordanie, le général Ben Eliezer, a confirmé, lundi 20 octobre, l'arrestation d'un militant du Front populaire libanais, M.M. Fakh Kawasmech (Fakh) et Mohamed Milhem (Khalakhou). L'arrestation des deux hommes, M. Eliezer a déclaré, a été décidée, fera, dans les quarante-huit heures, appel devant la Cour suprême à Jérusalem. — (A.F.P.).

LE MONDE

LES BUREAUX

EXPULSION DE SIMON MALLEY

MENACES CONTRE « AFRIQUE-ASIE »

Répondant aux nombreuses personnes qui se soucient de la parution de la pétition en faveur de Simon Malley et des ruines qu'il anime, le Comité de Défense d'Afrique-Asie informe que cette publication attendue sera insérée dans « Le Monde » de mardi, daté mercredi 22 octobre.

مكتبات الأصل



ASIE

Cambodge

LE LONG DE LA FRONTIÈRE KHMÉRO-THAÏLANDAISE
L'opération d'assistance humanitaire
sombre dans une anarchie meurtrière

Bangkok. — Un an après son lancement, l'opération d'assistance humanitaire au Cambodge est, à Bangkok, l'objet de révélation scandaleuses. Le long de la frontière khméro-thaïlandaise, elle sombre dans une anarchie meurtrière qu'alimentent le marché noir et le gaspillage. L'arrestation récente par le F.B.I., à Washington, d'un fonctionnaire américain de l'Agence internationale pour l'aide et le développement (A.I.A.D.) au moment où il touchait un pot-de-vin met en lumière les manipulations et pratiques de corruption dont l'aide internationale est trop souvent l'objet. M. George Warner est accusé d'avoir extorqué quelque 134 000 dollars à des sociétés locales, et notamment à la compagnie helvétique Sulsindo, qui l'a dénoncé, les menaçant de passer un contrat avec d'autres fournisseurs si des commissions ne lui étaient pas versées secrètement. Sulsindo avait accepté ce marché.

Fonctionnaire de l'aide américaine, M. Warner avait été nommé l'an dernier au bureau du Programme alimentaire mondial (PAM) à Bangkok pour contrôler l'utilisation des fonds alloués par le Congrès américain à cette organisation des Nations unies. Une part substantielle de cette « aide liée » sert à l'achat par le PAM de fournitures qui sont remises à des organisations confessionnelles américaines privées opérant le long de la frontière. Ces agences travaillent en étroite association avec les organisations internationales de l'ONU, avec l'ambassade des États-Unis à Bangkok et avec l'état-major thaïlandais. M. Warner, qui était l'intermédiaire des États-Unis auprès du PAM et celui du PAM auprès des sociétés commerciales privées, aurait acheté pour quelque 5 millions de dollars des semences de riz (environ 20 000 tonnes) destinées à la relance de l'agriculture cambodgienne.

Situation qui montre assez bien l'influence que peuvent exercer sur la politique des organisations internationales les gouvernements qui les financent, ainsi que les groupes et sociétés avec lesquels elles sous-traitent leurs achats. La compagnie Sulsindo, par exemple, sert, depuis un an, d'intermédiaire privilégié entre les organisations des Nations unies et les milieux gouvernementaux et les milieux privés pour l'achat et la fourniture de vivres et de marchandises destinées aux Cambodgiens.

De graves retards

L'affaire Warner prolonge, et risque de relancer, un autre scandale de l'aide dans lequel la F.A.O. (organisation pour l'alimentation et l'agriculture) est impliquée, ou du moins certains de ses fonctionnaires, se trouvent sur la sellette. Dans les deux cas, des enquêtes se poursuivent et pourraient aboutir à de nouvelles révélations, voire à des arrestations de fonctionnaires. Au mois de juin dernier, le gouvernement thaïlandais, tout en proclamant sa volonté d'aider à sauver le peuple cambodgien, décida de prendre la part du lion et la place des sociétés privées dans les ventes de semences de riz aux organisations internationales. Il imposa alors à la F.A.O. des transactions jugées exorbitantes, qui ont coûté à l'organisation plus de 2 millions de dollars, et qui ont occasionné de graves retards dans la livraison au Cambodge de 15 000 tonnes de semences supplémentaires.

Jusqu'ici, le PAM avait acheté au prix de 225 à 240 dollars la tonne

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

23 000 tonnes de semences valant sur le marché local entre 150 et 175 dollars la tonne, soit, pour les divers intermédiaires, un bénéfice à partager de 65 à 75 dollars par tonne ou, pour cette seule affaire, entre 1 million 500 000 et 1 million 700 000 dollars.

Le gouvernement ne touchait sur ces transactions qu'une maigre somme de 3 %. « Il y avait beaucoup d'argent à se partager, pourquoi le gouvernement se serait-il contenté de 3 % quand il pouvait gagner 100 dollars par tonne », expliquait dernièrement le ministre de l'agriculture, M. Banham, dans une interview à la presse locale. Sur avis du gouvernement, il fut donc décidé que la F.A.O. passerait désormais pour ses achats et pour leur manutention par une agence gouvernementale. Hélas ! il devait bientôt s'avérer que cette bureaucratie était dépourvue des moyens dont disposait le secteur privé pour mener à bien toute l'affaire dans les délais nécessaires.

de l'iceberg. Bien d'autres scandales risquent sous peu de monter à la surface », nous a déclaré un haut fonctionnaire de l'ONU. En revanche, l'opération se solde par un désastre pour les Cambodgiens et aussi pour les bailleurs de fonds de l'aide.

Mais, ces derniers, s'ils se montrent, à juste titre, très pointilleux en ce qui concerne le contrôle des aides au régime vietnamien, pour des raisons politiques non moins évidentes, prouvent d'une grande tolérance devant les racketts dont elle est l'objet de ce côté-ci. C'est encourager ceux qui n'ont aucun scrupule à tirer avantage du malheur des uns et de la charité des autres, saper, à terme, les principes et les motivations mêmes de l'assistance internationale. Et encore, ces scandales pâlissent au regard de ce qui se passe sur la frontière, transformée en un gigantesque marché noir. On estime que les milliers de marchands cambodgiens et thaïlandais qui s'y retrouvent, et qui dis-

posent de toutes les protections nécessaires, font un chiffre d'affaires quotidien supérieur à un million de dollars.

Marchandises, or et pots-de-vin coulent à flot. Tout le monde, marchands comme officiers civils et militaires, en profite largement. Tout le monde, excepté les fonctionnaires internationaux de l'UNICEF et du CICR chargés de distribuer l'aide dans un secteur transformé en sous-bois où se multiplient les actes de pillage, l'insécurité et les menaces. Il leur est aujourd'hui impossible de dire quelle est la proportion des gens qui ont encore un besoin vital d'assistance, quelle est la proportion des aides distribuées qui parvient réellement à ses destinataires et quelle est la part, supposée importante, qui revient aussitôt alimenter le marché noir. Limitée, l'opération doit cependant être maintenue, pour des raisons politiques, d'une part, et, de l'autre, dans la crainte d'un retour prochain d'une catastrophe alimentaire au Cambodge.

R.-P. PARINGAUX.


« Un vol pur et simple »

Pour résumer un processus compliqué (où sont intervenus les faux documents, les truccages, les pressions du secteur privé et les errements des bureaucraties des deux parties), il suffit d'indiquer que la F.A.O. accepta finalement de payer des taxes, bonus et royalties qui n'avaient pas été imposés auparavant et qui portèrent le prix de la tonne de semences à 370 dollars. De surcroît, le gouvernement ne donna l'autorisation d'exporter qu'après le paiement d'un rappel de 750 000 dollars sur des achats antérieurs et de 1 million 200 000 dollars pour les taxes et frais de manutention des 15 000 tonnes nouvellement requises. La F.A.O., non sans résistance, dit-on, régla donc une facture qui représentait, par rapport au prix maximal payé en avril par le PAM, une augmentation de quelque 2 millions de dollars. « Un vol pur et simple », commenta un haut fonctionnaire international. A cela sont venus s'ajouter 300 000 dollars, coût de l'immobilisation dans le port de Bangkok de quatre péniches qui ont attendu pendant près de deux mois de marchandises. Finalement, 7 500 tonnes seulement ont été achetées. Elles sont arrivées au Cambodge après la date prévue par la F.A.O.

Le ministre de l'agriculture, tout en se disant, n'a pas démenti les allégations de corruption, bien au contraire. Mais il reste dans le vague. Cela dit, que les Thaïlandais aient cherché à tirer le plus grand profit de leur situation de quasi-monopole dans l'opération d'aide, ce qui n'étonne personne ici, implique-t-il que la F.A.O. se prête à une opération que certains fonctionnaires des Nations unies assimilent à une « extorsion de fonds » ? De source proche de l'organisation, on fait valoir que c'était l'impasse, que les semences manquaient dans la région, que les prix, ailleurs, étaient plus élevés et que le temps pressait. Cependant, le PAM, soumise dernièrement aux mêmes pressions, est allé acheter 26 000 tonnes de riz en Birmanie et en Inde.

Il ne fait plus de doute aujourd'hui que ces deux affaires ont permis de remplir bien des poches : celles des fonctionnaires et intermédiaires thaïlandais et étrangers. L'arrestation de M. Warner en est la preuve. « Ce n'est que le sommet

POLOGNE : LA FIEVRE CHOPIN
SONNY ROLLINS, COLOSSE DU SAX
ENTRETIEN AVEC MILAN KUNDERA
LES CONCERTS, LES DISQUES
ETC...



LE MONDE DE LA MUSIQUE N° 27

TÉLEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS 345.21.62

Salon de la maison individuelle



18-26 OCTOBRE 10-19H
nocturnes: mardi 21 - vendredi 24 - samedi 25

Louez de la neige 4 étoiles.

Chamonix. Ex : 1 appartement 2/3 pièces pour 6 personnes semaine du 6/12 : 1050 F. (toutes charges comprises). Ex : 1 appartement 4 pièces pour 8 personnes semaine du 13/12 : 1275 F. (toutes charges comprises).	Val Thorens. Ex : 1 studio 2 personnes pour la semaine du 6/12 : 695 F. (toutes charges comprises).	Tignes le lac. Ex : 1 studio 2/4 personnes pour la semaine du 22/11 : 1170 F. (toutes charges comprises).
---	--	--

CLUBHOTEL Maeva
Des vacances mi-club mi-hôtel.
Réservations : 745.17.21.

Pour en savoir plus, remoyez ce bon à Clubhotel Maeva, 30, r. d'Orléans, 92200 Neuilly.
Nom : _____
Adresse : _____

Choisissez votre pierre, j'en ferai un bijou



JOAILLER STYLISTE
Suzanne de Berg
66, Champs-Élysées
"Point Show"
Paris - Tél. : 723.50.07
Plus qu'une marque, une gifle



Un collaborateur préoccupé montre les dimensions du sac: 55x35x25 cm. Ça ne vous dit vraiment rien?

Le propriétaire du sac de voyage ne s'est toujours pas manifesté. Où peut-il donc être pour ne pas avoir vu notre dernier appel?

Nous sollicitons la compréhension de nos lecteurs si, une fois encore, nous les ennuyons avec la même affaire. A l'échelle de l'aviation civile mondiale, il s'agit certes d'une bagatelle. Mais pas pour la personne concernée. Donc pas pour Swissair non plus.

Pour des raisons évidentes, nous aimerions éviter une troisième annonce à ce sujet.

Un troisième appel ne sera peut-être pas nécessaire si nous cherchons de façon plus sélective. Nous sommes reconnaissants à notre personnel de transit d'avoir attiré notre attention sur le fait que des sacs de voyage soient souvent oubliés par des hommes d'affaires se rendant à une conférence quelque part et souhaitant rentrer chez eux aussi vite que possible. Et que les hommes d'affaires pensent souvent moins aux bagages en soi, qu'à ce qu'ils contiennent.

Cet argument est d'autant plus valable qu'à Zurich précisément (comme à Genève d'ailleurs) les correspondances immédiates de Swissair sont à ce point excellentes qu'elles invitent littéralement à s'envoler avec Swissair, par exemple via la Suisse de Paris à Vienne, Gênes ou Stuttgart; de Nice à Dublin ou Francfort; de Marseille à Amsterdam ou Copenhague pour en revenir tout aussi confortablement.

Et nous savons aussi par expérience (la modestie devant céder un peu face aux impératifs de l'enquête) qu'il n'y a pas que les correspondances rapides entre les plus de

40 destinations européennes de Swissair qui séduisent les managers. Il y a aussi le confort, l'exactitude et la fiabilité de Swissair. (Qui donc voudrait arriver à la table de conférence épuisé ou en retard?)

Nous sommes donc presque sûrs que la personne recherchée est un homme d'affaires européen (ou une femme d'affaires?) qui, même sur les plus courts des trajets, vole en première classe parce qu'il peut entièrement s'y concentrer sur son travail. Il appréciera du reste particulièrement que les premières classes de nos nouveaux DC-9-81, plus grands et plus silencieux, soient équipées de 12 somptueux fauteuils de cuir et de toilettes particulières. (Avec un tel confort en première classe, nul ne s'étonnera qu'en classe économique il n'y ait plus que 5 fauteuils par rangée au lieu de 6.)



Cela dit, pour le moment nous sommes heureux que le sac recelant peut-être des documents importants soit au moins en sûreté dans notre bureau des objets trouvés à l'aéroport de Zurich. Mais nous ne nous sentirons vraiment à l'aise qu'une fois que son propriétaire légitime sera venu le récupérer.

Après avoir évoqué pour la deuxième fois cette affaire de sac, nous tenons à attirer expressément votre attention sur le fait que Swissair ou l'agence de voyages IATA se feront un plaisir de vous fournir toutes les informations détaillées sur les meilleures correspondances entre les 43 destinations européennes de Swissair.

Signalement du sac trouvé le 24 septembre à l'aéroport de Zurich: 55x35x25 cm, cuir marron, poche extérieure avec étui adresse vide.

swissair

مكزامن الأصيل

POLITIQUE

LA DÉCLARATION DE CANDIDATURE DE Concilier l'utopie autogestionnaire et le réalisme

La déclaration faite par M. Michel Rocard à Confians-Sainte-Honorine résume à grands traits les principaux thèmes que le député des Yvelines a coutume de développer. A la très vive critique du pouvoir en place, responsable de « cas intégrés », il oppose l'utopie autogestionnaire et la désobéissance. « S'agit-il d'une critique plus feutrée de la gauche traditionnelle, coupable de n'avoir pu « réaliser l'espérance », refusant de voir une génération « s'abandonner à la fatalité de l'échec », M. Rocard avance ensuite ses propres propositions, qui visent à la fois à « garantir notre sécurité et assurer le changement ».

Une telle analyse ne saurait surprendre de la part d'un homme qui se trouve au confluent d'un courant « ménédiste » et d'un courant socialiste non marxiste, nourri par un militantisme à la C.F.D.T. et par les traditions mutualistes et coopératives.

M. Michel Rocard, formé à l'école de l'inspection des finances, peut en effet, aujourd'hui, revendiquer l'héritage de M. Pierre Mendès France : nombre d'éléments constitutifs du

« rocardisme » sont déjà contenus dans le « ménédistisme ». Le maire de Confians-Sainte-Honorine représente un courant du socialisme qui est né de la tentative de renouvellement de la gauche non communiste consécutive aux errements puis à l'effacement de la S.F.I.O. Or, dans les années 1960, le « ménédistisme » incarne, de façon quelque peu mythique, cette tentative.

Le projet rocardien, que l'on ne saurait cependant réduire à un néo-ménédistisme, tient en quelques mots : affranchir la gauche du marxisme, sortir le P.S. de la dépendance dans laquelle le tiennent les communistes, insister à l'ère et à l'autre les vertus du pragmatisme et de l'efficacité, fût-ce aux dépens de l'orthodoxie.

La popularité de l'homme, révélée par les sondages d'opinion, atteste que l'on est en présence d'un phénomène qui va au-delà d'un simple « effet Rocard » (1), qui ne devrait son existence qu'à une habile manœuvre de marketing politique, complaisamment relayée par les médias.

Ces derniers ont, il est vrai, cher-

ché à donner de M. Rocard l'image d'un homme neuf, alors que le « rocardisme » est largement constitué à la veille de mai 1968 : le leader du P.S.U. (qu'il dirige de 1968 à 1974) verra, dans cette flambée libertaire, la conséquence des « blocages » de la société. Ce thème de la « société bloquée », présent dans les analyses du club Jean-Moulin dès les années 60, reprenait un temps par M. Jacques Chaban-Delmas dans les années 1968-1972, — le premier ministre d'alors est conseillé par M. Jacques Delors — refleurit aujourd'hui dans les discours du candidat Rocard.

De cette analyse découle un projet d'adaptation de la société à la modernité, de rationalisation et de démocratisation du pouvoir économique et politique par la décentralisation de la décision. Le socialisme, explique-t-il à la tribune du congrès de Nantes (1977), tend à la mise en place d'une société « décentralisée, régionalisée, refusant les dominations arbitraires, celles des patrons et de l'Etat », qu'il oppose à une société « jacobine, centralisée et élitiste ».

Ce modernisme, porteur de l'utopie

technocratique, complète une culture socialiste acquise à la S.F.I.O. (à la tête de l'Association des étudiants socialistes), puis enrichie au P.S.A., et au P.S.U. Car, à la différence du courant formé à l'école des clubs modernistes, M. Rocard n'est pas un technocrate rallié au socialisme par souci d'efficacité ; il est d'abord un socialiste à la recherche d'une gauche authentique, mais indépendante du P.C., et qui se veut moderniste. En ce sens, il reste, profondément, un social-démocrate.

Un réformisme

« révolutionnaire »

Cette « nouvelle gauche » (dont il est le porte-parole) se distingue d'abord de la gauche traditionnelle par une critique de l'assimilation — couramment pratiquée par les formations qui se réclament du mouvement ouvrier — entre révolution et réformisme (2). L'idée que rien ne peut changer avant la rupture (avec le capitalisme) et que tout changera après engendre une exaltation du rôle de l'Etat que résume M. Rocard. A la notion de rupture, il préfère celle de transition,

à l'idée d'un seuil au-delà duquel une société devient socialiste. Il oppose un « timing », un calendrier long et semé d'embûches. Ne pas faire croire à la facilité de la transformation des mécanismes capitalistes, ne pas réduire le capitalisme à un cadre juridique qu'il suffirait de modifier pour lui donner des thèmes dominants qui expliquent, par exemple, sa grande réticence vis-à-vis des nationalisations. « Changer la propriété ne modifie pas le mode de production, proteste-t-il, l'essentiel tient dans le rapport des forces avec le capitalisme ».

En somme, il croit plus à la dynamique du réformisme, aux vertus d'une multitude de transformations, qu'à l'irréversibilité des changements de structures.

De fait, sa démarche est celle d'un réformiste, même si l'objectif reste « révolutionnaire ». La première lui donne la possibilité de se faire entendre dans d'autres élections que celles des partis de gauche : la sensibilité de l'électorat du centre à ce réalisme est attestée par les sondages d'opinion. La seconde —

qui tient en un mot : l'autogestion — est l'héritage de ses origines sinon « gauchistes », du moins à gauche de la gauche traditionnelle. Ainsi le député des Yvelines a-t-il pu expliquer l'échec de celle-ci, en mars 1978 par le fait qu'elle « prenait insuffisamment en charge les mutations de la société et apportait des réponses trop peu crédibles et trop peu satisfaisantes ».

« Il faut parler plus vrai, plus près des faits », a-t-il renchérit au moment de la préparation du congrès de Metz ; mais il ne faudrait pas que cette recherche du réalisme, née de la conscience des contraintes externes et internes qui pèsent sur toute expérience de gauche, réduise l'autogestion à une simple « expérimentation sociale ». Cette notion est au cœur du dispositif rocardien : face au pouvoir d'Etat, chargé de gouverner selon les options ordinales, s'étend le domaine de la « société civile », terre d'élections de multiples contre-pouvoirs d'un apprentissage immédiat et concret d'un socialisme du quotidien.

Toutefois, réduit à cette seule di-



Directeur informatique

250.000 F

Un important établissement financier, disposant d'une implantation nationale et mettant en œuvre de puissants moyens informatiques (IBM 3031, fichier en bases de données, 50 terminaux, recherche son Directeur de l'informatique. Il animera et dirigera l'ensemble des services informatiques (Exploitation, Analyse et Programmation, Systèmes), soit une trentaine de personnes. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, possédant une très solide expérience de la gestion et de la direction d'un service informatique. Une bonne autorité personnelle est nécessaire. La rémunération, de l'ordre de 250.000 francs par an, sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat. Le poste est situé à Paris. Ecrire à J.A. DENNINGER à Paris. Réf. A2971M

Recherche et développement pharmaceutiques

Un puissant groupe pharmaceutique mondial, en forte expansion, renforce ses structures de recherche et développement et offre, au sein de son centre ultra-moderne implanté dans la moitié Sud de la France, de réelles opportunités à des scientifiques de valeur. Pour l'ensemble des postes proposés, des perspectives d'évolution sont prévisibles et les rémunérations offertes permettent d'intéresser des candidats à fort potentiel.

Directeur du développement pharmaceutique

Rattaché à la direction scientifique du groupe et animant une équipe de 15 personnes, il est chargé du développement de nouveaux produits : mise en forme pharmaceutique, fabrication des produits expérimentaux et élaboration des dossiers d'AMM. Ce poste s'adresse à un pharmacien possédant avant tout une bonne expérience des techniques de mise au point des formes galéniques modernes, complétée de préférence par une connaissance des méthodes de contrôle analytique et de la législation sur l'enregistrement de nouveaux produits. Il s'exprime couramment en anglais. Ecrire à R. DAUDIN à Villeurbanne. Réf. A3545M

Anatomo-pathologiste

Rattaché au directeur du département toxicologie, le titulaire de ce poste se verra confier, outre sa responsabilité de pathologiste, des études toxicologiques et des travaux de recherche expérimentale. Vétérinaire ou médecin certifié, le candidat recherché est une expérience professionnelle approfondie en anatomo-pathologie comparée de laboratoire. Il est indispensable de pratiquer couramment l'anglais. Ecrire à R. CAROUANA à Villeurbanne. Réf. A3546M

Pharmacologistes

Sous la responsabilité du directeur du département de pharmacologie, ils assureront chacun la direction d'un laboratoire comprenant 2 à 3 techniciens. Ils devront concevoir et conduire des programmes de recherche sur des substances synthétisées par les équipes de chimie thérapeutique. Ces postes s'adressent à des docteurs en sciences, spécialisés en biochimie ou en pharmacologie, ayant une bonne connaissance des techniques de recherches biologiques les plus avancées et ayant conduit des travaux originaux illustrés par des publications. La connaissance de l'anglais est requise. Ecrire à R. CAROUANA à Villeurbanne. Réf. A3547M

Pharmacien

Il sera chargé de développer de nouvelles formes de dosage pharmaceutique, de procéder à des tests de stabilité et de préparer les fournitures pour des essais cliniques. Le candidat recherché possède une expérience professionnelle d'au moins 3 ans, acquise dans un service de recherche où il a approfondi ses connaissances techniques et pratiques de toutes les formes galéniques modernes. L'anglais lu est nécessaire. Ecrire à R. CAROUANA à Villeurbanne. Réf. A3548M

Ingénieur de vente

120.000 F

Matériel de conditionnement d'air - Paris - La filiale française d'un important groupe industriel américain, recherche un ingénieur de vente pour sa division conditionnement d'air spécialisée dans le matériel thermo-frigorifique standardisé. Basé à Levallois et intégré au sein d'une petite équipe constituant l'agence parisienne de la division, il devra réaliser, en volume et en marge, un objectif de vente sur un secteur donné et dans un esprit de très large autonomie. C'est ainsi qu'il aura à développer une clientèle d'installateurs et de distributeurs afin de promouvoir à côté du matériel traditionnel, toute une gamme très performante de nouveaux produits. En liaison avec les différentes usines du groupe et l'unité principale implantée à Nantes, il assurera le suivi de son action commerciale. Ce poste s'adresse à un ingénieur âgé de 28 ans au moins, pratiquant l'anglais, ayant de bonnes connaissances en génie climatique et une expérience convaincante dans la vente de matériel frigorifique ou thermique. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 120.000 francs, sera fonction des compétences acquises. Ecrire en précisant prétentions à G. MASSON à Nantes. Réf. A1971M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.

8, rue Bellini - 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 505.14.30

3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

78, Boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Futur directeur d'usine

Nord-Est de Paris

Extraction et transformation de produits minéraux - Filiale d'un groupe européen, cette société ayant six usines en France est le premier producteur français de son secteur. Elle recherche un ingénieur capable de succéder à l'actuel directeur de la plus importante usine (60 personnes) alloué à une petite centaine de km au Nord-Est de Paris. Afin de se familiariser avec les problèmes techniques de cette industrie il sera formé (un an environ) au sein de la direction des travaux neufs puis prendra progressivement en position d'adjoint l'ensemble des responsabilités (techniques, humaines, gestion) de l'usine. Ce poste conviendrait à un ingénieur (Mines, A.M., ou équivalent), âgé d'au moins 35 ans, ayant une première expérience de l'encadrement acquis de préférence dans le traitement des minéraux ou l'industrie lourde. La rémunération annuelle tiendra essentiellement compte de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A2970M

Chef de personnel usine

160.000 F

Une puissante société industrielle, filiale d'un grand groupe français, spécialisée dans la production de biens d'équipement, recherche pour l'une de ses plus importantes usines (établissement de 1.000 personnes), un chef de personnel. Dépendant du Directeur de cette unité, et en liaison avec la direction centrale du personnel, il participera à l'élaboration de la politique qu'il devra ensuite faire appliquer (recrutement, formation, relations sociales, sécurité...). Il sera également chargé de la gestion du personnel de la pôle. Il aura autorité sur un service d'une vingtaine de personnes. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 38 ans, disposant d'un bon niveau de formation et possédant une solide expérience de la fonction dans l'industrie. Une forte autorité personnelle et des qualités de négociateur sont indispensables. La rémunération, de l'ordre de 160.000 francs par an, sera essentiellement fonction de l'expérience. Le poste est situé dans la proche banlieue Nord-Ouest. Ecrire à J.A. DENNINGER à Paris. Réf. A2972M

Secrétaire général

140.000 F

Pour faire face à sa très forte expansion, la filiale française d'un important groupe américain, spécialisée dans la vente directe de produits cosmétiques et d'entretien, renforce ses structures par la création d'un poste de Secrétaire Général. Basé dans la banlieue Sud de Paris, ce nouveau membre du Comité de Direction sera : acé sous l'autorité immédiate du Directeur Général de la filiale française et entretiendra, dans un proche avenir, des relations fonctionnelles avec la Direction du groupe. Il aura pour mission de prendre en charge progressivement l'ensemble de la politique du personnel, sera responsable des services généraux, et devra régler tous les problèmes juridiques inhérents à l'activité d'une société française. Il verra enfin l'étendue de ses fonctions évoluer rapidement dans le cadre du développement global de l'entreprise (63 personnes actuellement, doublement prévu à court terme). Ce poste s'adresse à un cadre âgé de 30 ans minimum, doté d'une solide formation supérieure commerciale et/ou juridique, pouvant justifier d'une connaissance générale de la gestion d'une entreprise, et possédant une bonne pratique de la langue anglaise. Une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans la fonction Personnel ou dans un poste similaire est exigée. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 140.000 francs, et d'excellentes perspectives de carrière peuvent être envisagées pour un candidat à fort potentiel. Ecrire à J.P. ROUGIER à Paris. Réf. A2968M

Chef de section administrative et comptable

100.000 F

Gestion des contrats - paiement des remises - La filiale française d'un important groupe américain, spécialisée dans la vente directe de produits cosmétiques et d'entretien, recherche le nouveau Responsable de l'une de ses sections administratives et comptables. Basé dans la banlieue Sud de Paris, ce cadre dirigera une équipe d'une douzaine d'employés, sera placé sous l'autorité immédiate du Directeur Administratif et Financier de la filiale française, et entretiendra des relations directes avec certains services du groupe. Bénéficiant du support informatique existant, il aura essentiellement pour mission d'assurer la gestion quotidienne des contrats liant la société à l'ensemble de ses distributeurs (environ 100.000), et sera chargé d'effectuer le paiement des remises dues à ces derniers. Ce poste s'adresse à un cadre administratif et/ou comptable, âgé de 28 ans minimum, doté d'une très bonne formation de base et/ou ayant acquis une expérience professionnelle particulièrement adaptée à ce type de fonction. Le candidat retenu devra impérativement justifier de solides aptitudes à la direction d'une petite équipe d'employés, faire preuve de connaissances informatiques nécessaires au dialogue avec le service concerné, et posséder d'excellentes qualités personnelles d'organisation et de rigueur. Une pratique correcte de l'anglais lu et écrit est nécessaire. Le salaire annuel, de l'ordre de 100.000 francs, pourra être supérieur pour un candidat déjà spécialisé dans la fonction. Ecrire à J.P. ROUGIER à Paris. Réf. A2969M

POLITIQUE

M. MICHEL ROCARD

économique

La mission du P.S.U. est de faire passer le projet de l'autogestion à la pratique. L'expérience montre, en tout cas, que ce projet est réalisable. Mais, pour que ce projet soit efficace, il faut qu'il soit accepté par les citoyens. C'est pourquoi, M. Rocard, en tant que ministre de l'Économie, doit s'efforcer de convaincre les citoyens de la nécessité de l'autogestion. Il doit leur expliquer que l'autogestion n'est pas une simple mode, mais une véritable révolution sociale. Il doit leur montrer que l'autogestion est la seule solution viable à la crise économique actuelle. Il doit leur faire comprendre que l'autogestion est la seule voie qui mène à la prospérité et à la justice sociale.

Une trajectoire qui part de loin

On ne peut pas simplement dire que le projet de l'autogestion est une utopie. Il faut voir la trajectoire qui part de loin. Il faut voir comment le projet de l'autogestion a évolué au fil du temps. Il faut voir comment il a été accepté par les citoyens. Il faut voir comment il a été mis en œuvre. Il faut voir comment il a permis de résoudre les problèmes économiques et sociaux. Il faut voir comment il a permis de créer une nouvelle société. Il faut voir comment il a permis de réaliser les aspirations des citoyens. Il faut voir comment il a permis de construire un avenir meilleur.

VOIX ET EXPRESSION

SE FAIRE ÉCOUTER
MULTIPLIER L'EFFORT
CONVAINCRE, DÉCIDER

Les participants ont fait un choix : ils resteront en marge de la reconstruction politique et électorale. Ils ont choisi la voie de la participation. Ils ont choisi la voie de la responsabilité. Ils ont choisi la voie de la transparence. Ils ont choisi la voie de la confiance. Ils ont choisi la voie de la coopération. Ils ont choisi la voie de la solidarité. Ils ont choisi la voie de la justice. Ils ont choisi la voie de la paix. Ils ont choisi la voie de l'harmonie. Ils ont choisi la voie de la prospérité. Ils ont choisi la voie de la vie.

A PARIS
Les jeunes R.P.R. demandent la création d'un office municipal de la jeunesse

Les jeunes et les élus de la fédération R.P.R. de Paris ont tenu une réunion le 18 octobre à la mairie de Paris. Ils ont discuté de la création d'un office municipal de la jeunesse. Ils ont décidé de demander au maire de Paris de créer cet office. Ils ont expliqué que cet office serait chargé de promouvoir les activités de la jeunesse. Ils ont expliqué que cet office serait chargé de créer des emplois pour les jeunes. Ils ont expliqué que cet office serait chargé de fournir des services aux jeunes. Ils ont expliqué que cet office serait chargé de représenter les jeunes devant les autorités. Ils ont expliqué que cet office serait chargé de défendre les intérêts des jeunes. Ils ont expliqué que cet office serait chargé de promouvoir la culture de la jeunesse. Ils ont expliqué que cet office serait chargé de créer une véritable communauté de la jeunesse.

L'IMMUNITÉ PERMANENTE DE M. PONIATOWSKI
M. Foyer (R.P.R.) : l'Assemblée européenne a fait de ses membres une caste de privilégiés

M. Jean Foyer, député R.P.R. du Maine-et-Loire, estime que l'Assemblée des Communautés européennes a fait de ses membres une caste de privilégiés. Il a déclaré que les membres de l'Assemblée jouissent d'une immunité permanente. Il a déclaré que les membres de l'Assemblée ne sont pas soumis aux lois de leur pays. Il a déclaré que les membres de l'Assemblée ne sont pas soumis à la justice. Il a déclaré que les membres de l'Assemblée ne sont pas soumis à la responsabilité. Il a déclaré que les membres de l'Assemblée ne sont pas soumis à la critique. Il a déclaré que les membres de l'Assemblée ne sont pas soumis à la sanction. Il a déclaré que les membres de l'Assemblée ne sont pas soumis à la punition. Il a déclaré que les membres de l'Assemblée ne sont pas soumis à la mort. Il a déclaré que les membres de l'Assemblée ne sont pas soumis à la vie.

M. Foyer demande une réforme de l'Assemblée européenne. Il veut que les membres de l'Assemblée soient élus pour une durée limitée. Il veut que les membres de l'Assemblée soient soumis aux lois de leur pays. Il veut que les membres de l'Assemblée soient soumis à la justice. Il veut que les membres de l'Assemblée soient soumis à la responsabilité. Il veut que les membres de l'Assemblée soient soumis à la critique. Il veut que les membres de l'Assemblée soient soumis à la sanction. Il veut que les membres de l'Assemblée soient soumis à la punition. Il veut que les membres de l'Assemblée soient soumis à la mort. Il veut que les membres de l'Assemblée soient soumis à la vie.

Cinq élections cantonales...

CALVADOS (1^{er} tour). Inscr. 4 848; vot. 2 782; suff. expr. 2 707. M. Jean-Pierre Besson (div. mod.), 1 298 voix; M. Robert Jube (div. mod.), 599 voix; M. Jean-Pierre Besson (P.S.), 498 voix; M. Robert Jube (P.C.), 78 voix.

COGNAC (1^{er} tour). Inscr. 3 781; vot. 2 347; suff. expr. 2 277. M. Jean-Noël Couzon (mod.), 1 516 voix; Jacques Tournier (P.C.), 1 284 voix; Guy Fournier (P.C.), 507 voix.

SAINT-ÉTIENNE (1^{er} tour). Inscr. 3 781; vot. 2 347; suff. expr. 2 277. M. Jean-Noël Couzon (mod.), 1 516 voix; Jacques Tournier (P.C.), 1 284 voix; Guy Fournier (P.C.), 507 voix.

SAINT-ÉTIENNE (2^e tour). Inscr. 3 781; vot. 2 347; suff. expr. 2 277. M. Jean-Noël Couzon (mod.), 1 516 voix; Jacques Tournier (P.C.), 1 284 voix; Guy Fournier (P.C.), 507 voix.

SAINT-ÉTIENNE (3^e tour). Inscr. 3 781; vot. 2 347; suff. expr. 2 277. M. Jean-Noël Couzon (mod.), 1 516 voix; Jacques Tournier (P.C.), 1 284 voix; Guy Fournier (P.C.), 507 voix.

SAINT-ÉTIENNE (4^e tour). Inscr. 3 781; vot. 2 347; suff. expr. 2 277. M. Jean-Noël Couzon (mod.), 1 516 voix; Jacques Tournier (P.C.), 1 284 voix; Guy Fournier (P.C.), 507 voix.

SAINT-ÉTIENNE (5^e tour). Inscr. 3 781; vot. 2 347; suff. expr. 2 277. M. Jean-Noël Couzon (mod.), 1 516 voix; Jacques Tournier (P.C.), 1 284 voix; Guy Fournier (P.C.), 507 voix.

SAINT-ÉTIENNE (6^e tour). Inscr. 3 781; vot. 2 347; suff. expr. 2 277. M. Jean-Noël Couzon (mod.), 1 516 voix; Jacques Tournier (P.C.), 1 284 voix; Guy Fournier (P.C.), 507 voix.

SAINT-ÉTIENNE (7^e tour). Inscr. 3 781; vot. 2 347; suff. expr. 2 277. M. Jean-Noël Couzon (mod.), 1 516 voix; Jacques Tournier (P.C.), 1 284 voix; Guy Fournier (P.C.), 507 voix.

SAINT-ÉTIENNE (8^e tour). Inscr. 3 781; vot. 2 347; suff. expr. 2 277. M. Jean-Noël Couzon (mod.), 1 516 voix; Jacques Tournier (P.C.), 1 284 voix; Guy Fournier (P.C.), 507 voix.

SAINT-ÉTIENNE (9^e tour). Inscr. 3 781; vot. 2 347; suff. expr. 2 277. M. Jean-Noël Couzon (mod.), 1 516 voix; Jacques Tournier (P.C.), 1 284 voix; Guy Fournier (P.C.), 507 voix.

SAINT-ÉTIENNE (10^e tour). Inscr. 3 781; vot. 2 347; suff. expr. 2 277. M. Jean-Noël Couzon (mod.), 1 516 voix; Jacques Tournier (P.C.), 1 284 voix; Guy Fournier (P.C.), 507 voix.

...et deux municipales

VAR (Brignoles 1^{er} tour). Inscr. 6 185; vot. 4 012; suff. expr. 3 831. M. Jacques Castor (mod.), 2 012 voix; M. Jacques Castor (P.C.), 1 819 voix; M. Jacques Castor (P.S.), 1 061 voix.

VAUCLUSE (Sarlans 1^{er} tour). Inscr. 2 640; vot. 1 760; suff. expr. 1 633. M. Jacques Castor (mod.), 1 012 voix; M. Jacques Castor (P.C.), 760 voix; M. Jacques Castor (P.S.), 508 voix.

VAUCLUSE (Sarlans 2^e tour). Inscr. 2 640; vot. 1 760; suff. expr. 1 633. M. Jacques Castor (mod.), 1 012 voix; M. Jacques Castor (P.C.), 760 voix; M. Jacques Castor (P.S.), 508 voix.

VAUCLUSE (Sarlans 3^e tour). Inscr. 2 640; vot. 1 760; suff. expr. 1 633. M. Jacques Castor (mod.), 1 012 voix; M. Jacques Castor (P.C.), 760 voix; M. Jacques Castor (P.S.), 508 voix.

NOUS LOUONS DES ENTREPOTS
PIEDS DANS L'EAU
CLÉS EN MAINS

La mission du Port Autonome de Paris est simple : vous faciliter le transport fluvial. Un moyen de transport économique, fiable, ponctuel. Pour cela, nous vous louons des terrains ou des entrepôts. Pieds dans l'eau. Clés en mains. Pieds dans l'eau, cela veut dire que le Port Autonome de Paris met à votre disposition des terrains en bordure immédiate de voie d'eau, desservis "ter" et "route", dans toute la région parisienne. Clés en mains, cela veut dire que le Port Autonome de Paris vous livre ces terrains à votre convenance : nus ou tout équipés. Sur votre demande, les ingénieurs du Port Autonome de Paris peuvent réaliser le projet d'implantation qui correspond à vos besoins. Les problèmes de stockage et de manutention seront ainsi résolus par des professionnels du transport, en collaboration avec vous-même. Appelez le Port Autonome de Paris. Il a des solutions toutes nouvelles et toutes prêtes à vous proposer.

Port Autonome de Paris
Services Commerciaux 2, quai de Grenelle 75015 Paris
578.61.92



JUSTICE

LE PROCÈS DE SAINT-OMER

Jean-Luc Rivière et Mohammed Charas sont les premiers condamnés à mort depuis seize mois

Jean-Luc Rivière, âgé de vingt-quatre ans, et Mohammed Charas, âgé de vingt ans, sont les premiers condamnés à mort, en France, depuis seize mois. La peine capitale a été prononcée contre eux, samedi 18 octobre, par la cour d'assises de la Seine-Maritime, présidée par le juge d'instruction M. Michel Fourchard, âgé de cinquante-six ans, et composée de cinq juges, dont le président, M. Jean-Luc Rivière, et le procureur général, M. Jacques Tabureau.

La peine de mort a été prononcée contre eux, samedi 18 octobre, par la cour d'assises de la Seine-Maritime, présidée par le juge d'instruction M. Michel Fourchard, âgé de cinquante-six ans, et composée de cinq juges, dont le président, M. Jean-Luc Rivière, et le procureur général, M. Jacques Tabureau.

La mécanique de l'évidence

Saint-Omer. — Le doute n'avait pas sa place. Cinq longues heures d'audience, procès de Saint-Omer. Omer n'a pas enragé, retenu un instant le mécanisme implacable de l'évidence. Une logique serrée s'est imposée aux jurés, au cours d'assises de la Seine-Maritime, pour le double meurtre de M. et Mme. Charas, les assassins étaient.

De notre envoyé spécial. Les deux hommes, Mohammed Charas et Jean-Luc Rivière, ont été condamnés à mort. Le mécanisme de l'évidence s'est imposé aux jurés, au cours d'assises de la Seine-Maritime, pour le double meurtre de M. et Mme. Charas, les assassins étaient.

Un débat sans cesse remis

Les deux condamnations à mort prononcées à Saint-Omer font resurgir le débat sans cesse remis. Les jurés ont été confrontés à la question de la peine capitale, et ont finalement opté pour la mort.

Les deux condamnations à mort prononcées à Saint-Omer font resurgir le débat sans cesse remis. Les jurés ont été confrontés à la question de la peine capitale, et ont finalement opté pour la mort.

DEUX POLICIERS C.G.T. SANCTIONNÉS

Accusés d'avoir participé à des manifestations non professionnelles, deux policiers de la C.G.T. ont été sanctionnés. Ils ont été suspendus de leur fonction pendant une période déterminée.

Les deux condamnations à mort prononcées à Saint-Omer font resurgir le débat sans cesse remis. Les jurés ont été confrontés à la question de la peine capitale, et ont finalement opté pour la mort.

Des manifestations sont organisées à Marseille après la mort d'un adolescent tué par un membre des C.R.S.

M. Michel Fourchard, juge d'instruction à Marseille, a inculpé M. Jean-Paul Taillefer, vingt-quatre ans, C.R.S., meurtrier, au titre d'un contrôle d'identité, du jeune Français d'origine marocaine, Mohammed Laouri, d'origine marocaine, tué par un membre des C.R.S. à Marseille.

Cette « bavure » policière a provoqué de vives réactions parmi la population immigrée de la région. Des manifestations ont été organisées pour protester contre la mort de l'adolescent.

Un contrôle de routine et une rafale de mitraillette

Marseille. — La cité phocéenne, située dans le sud-est de la France, a été le théâtre d'un contrôle de routine. Un adolescent, Mohammed Laouri, a été tué par un membre des C.R.S. lors d'une rafale de mitraillette.

De notre correspondant. La patrouille de la C.R.S. avait pris position dans la rue Copernic, à Marseille, pour effectuer un contrôle de routine. Un adolescent, Mohammed Laouri, a été tué par un membre des C.R.S. lors d'une rafale de mitraillette.

LES SUITES DE L'ATTENTAT DE LA RUE COPERNIC L'organisation juive de défense estime que des provocateurs cherchent à « discréditer » la communauté israéliite

L'Organisation juive de défense (O.J.D.) a estimé que des provocateurs cherchent à « discréditer » la communauté israéliite. Elle a organisé une manifestation pour protester contre l'attentat de la rue Copernic.

De notre correspondant. L'Organisation juive de défense (O.J.D.) a estimé que des provocateurs cherchent à « discréditer » la communauté israéliite. Elle a organisé une manifestation pour protester contre l'attentat de la rue Copernic.

LE PRÉFET DE RÉGION A RENDU VISITE A LA FAMILLE DE LA VICTIME

Le préfet de région, M. Lucien Vochel, a rendu visite à la famille de la victime, Mohammed Laouri, à Marseille. Il a exprimé ses condoléances et a promis de faire tout son possible pour identifier le meurtrier.

Le préfet de région, M. Lucien Vochel, a rendu visite à la famille de la victime, Mohammed Laouri, à Marseille. Il a exprimé ses condoléances et a promis de faire tout son possible pour identifier le meurtrier.

LE MRAP : COMBATTRE LE RACISME SOUS TOUTES SES FORMES

Le MRAP a déclaré qu'il continuera de lutter contre le racisme sous toutes ses formes. Il a organisé une manifestation pour protester contre les actes racistes.

Le MRAP a déclaré qu'il continuera de lutter contre le racisme sous toutes ses formes. Il a organisé une manifestation pour protester contre les actes racistes.

Les cuisines Miele se regardent de près... Conception rationnelle, finitions soignées, modèles très diversifiés. Miele applique à ses cuisines, comme à ses autres productions, la passion du travail bien fait, le souci de la fiabilité et de la robustesse.

MDS 5, boulevard Raspail - 75006 Paris - Tél. 222.21.25 Métro : rue du Bac - Ouvert du lundi au samedi, de 9 h à 19 h

Miele La passion de l'exigence.

**Parce qu'elles jettent
sur l'actualité un regard différent
Parce qu'elles prennent
résolument parti,
mais récusent tous les dogmatismes**

**en un an, sans tapage
ni promotion spectaculaire,
sans pages couleurs,
ni papier glacé, ont
multiplié leur vente par 5,
et leurs
abonnements par 4**

A partir de cette semaine,
les nouvelles
littéraires
ont décidé d'aller
PLUS LOIN...

**Ne soyez pas les derniers
à découvrir avec**

les nouvelles
littéraires

**qu'aujourd'hui la culture
est la clef qui
ouvre la porte de l'événement**

chaque jeudi, 7F

ABONNEMENT SPECIAL D'ESSAI
14 numéros pour 60F

NOM
ADRESSE
A découper et retourner aux Nouvelles littéraires, 10, rue Saint-Antoine, 75004 Paris.
 Règlement par chèque bancaire CCP 10010101 à l'ordre : SESC, des Nouvelles littéraires.
CANADA : et abonnements :
 LMP1 4435, 10010101, Grandes-Prairies, St-Léonard, Montréal. Périodica, 7045, du Parc, Montréal,
 Henri Chelotin. 1665; Delaunay, 10010101

A LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT

Au service de quatre cours de réclusion à la Cour de sûreté de l'Etat, ont comparu depuis le lundi 13 octobre des autonomistes bretons accusés d'avoir plastiqué par deux fois, les 10 et 28 mai 1979, l'immeuble de la Préfecture de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) les services de renseignements généraux.

Le recense, du 13 octobre, des peines infligées (cf. *le Monde* - dans notre octobre).

Pour M. Jean-Charles Grall, âgé de vingt-cinq ans, condamné à dix ans de réclusion criminelle pour sa participation à l'attentat de la rue de la Harpe, la Cour de sûreté de l'Etat a infligé une nouvelle peine d'un minimum de dix ans de réclusion criminelle; pour M. Hervé Le Bevilion, trente-trois ans, un minimum de six ans, et pour M. Claude Briant, vingt-cinq ans, cinq ans de réclusion criminelle.

Pour MM. Jacques Surzur, âgé de trente-trois ans, et André Le Canff, âgé de vingt-neuf ans, une peine supérieure à quatre ans de prison pour le premier et à quatre ans de prison pour le second; pour Mlle Marie-Noëlle Tréguier, enfin, la seule inculpée actuellement en liberté, une peine d'emprisonnement sans écart de peine, de six ans, à compter du 13 octobre.

« Nous avons fait du bruit »

L'affaire de Broglio

UNE LETTRE DU GÉRANT DE BRINDAM

[illegible]

La Cour de cassation sur la sellette

Les philippiques de M. Michel Aurillac contre la supranationalité et tout ce qui guisaient les européens ont été la base à produire leur 1er Trols européen. A peine après le colloque organisé sur le thème par l'ancien premier ministre (« le Miroir » du 23 septembre), un de ses amis politiques, M. Michel Aurillac, député (R.P.R.) de l'Indre, a fall adopter par ses collègues, le 9 octobre, au cours d'une discussion à routine, un amendement qui constitue un brûlot contre l'Europe « supra-

[illegible]

ment participé à la réalisation de la S.A.R.L. BRINCOM pour 50 % de son capital, par l'apport de 100 millions de francs à Paris (19^e), 5, rue Weber, mais il s'est retiré de la société dès l'entrée de la société dans la liquidation.

Il y avait donc plus de 200 ans que le droit de gage n'était pas exercé sur les biens de la France, et il n'y avait pas de loi contraire.

Il y avait donc plus de 200 ans que le droit de gage n'était pas exercé sur les biens de la France, et il n'y avait pas de loi contraire.

[illegible][illegible]

B. L. G.

Vitamine C1000 Midy

Villes et campagnes, même combat

COMMISSION DES COMMUNES

L'ÉNERGIE EN MUT.

Par Marcel GODET et
Programme

Quelles sont les perspectives
emploi, du prix de l'énergie
revenue du travail ?
est l'objet de ce rapport
promesses et les menaces
posées en cours : micro-
énergies...

QUESTIONS D'ÉNERGIE

En vente à : LA DOCUMENTAIRE
29-31, quai Voltaire

ITS

Le Monde

ECONOMIE

L'État n'a guère de raisons de se vanter d'emprunter à 13,80 %

L'État vient de procéder au troisième grand emprunt de l'année. Il assure que, en procédant à la sorte, le financement du déficit budgétaire s'opère sans créer de monnaie, c'est-à-dire sans inflation. Que vaut cet argument ?

En France, l'État a une longue tradition de grands emprunts. Mais, plutôt que de se vanter de sa confiance, le gouvernement cherche à se faire plébisciter par les souscripteurs. C'est, en quelque sorte, la version la plus moderne du lancement, en 1918, de l'emprunt qui porte le nom du président de la République. L'exemple le plus récent est le lancement, en 1979, de l'emprunt de 100 milliards de francs, qui a été émis à un taux de 13,80 %.

Cette inflation n'est pas, en soi, une raison pour condamner une politique, comme celle qui a été

M. Barre, l'ancien ministre de l'Économie, le conseil de financement, le conseil de l'économie (peut s'en faire), du déficit budgétaire. Mais elle ne lui confère pas une plus grande légitimité. C'est un fait que, historiquement, la gauche s'est en général montrée plus ignorante, ou très maladroite, dans sa gestion des affaires financières. Par l'effet d'une plus grande symétrie, on a tendance à croire que la droite a une plus grande capacité en la matière. Cette réputation a été largement usurpée (à quelques brillantes exceptions près).

En particulier, la plupart des opérations d'emprunt se sont révélées, après coup, désastreuses pour les caisses publiques, auxquelles elles ont imposé des charges considérables. Le test de la confiance n'est qu'un leurre lorsque la réponse favorable des épargnants peut s'expliquer par les avantages exorbitants qu'on leur offre (comme c'était le cas pour le Pinay de 1960 et le 1979, ainsi que pour le 1973).

en R.F.A. la dette inflationniste habituelle ? La vérité est probablement assez différente. Le gouvernement allemand a soutenu l'appel aux épargnants en leur montrant la création monétaire et les vivants dans le monde et le système d'aliénation du marché monétaire par l'Institut d'émission, le seul véritable verrouillage. Mais, cela dit, on ne peut pas dire qu'il n'y ait pas eu de succès.

Quand un particulier tire sur son compte en banque pour acheter des actions, il ne peut pas le faire à moins de 13,80 % en 1980, il réduit à zéro son endettement. Quand un particulier tire sur son compte en banque pour acheter des actions, il ne peut pas le faire à moins de 13,80 % en 1980, il réduit à zéro son endettement.

Pour l'État, la situation est différente. La souscription d'un grand emprunt est une opération qui a des effets sur le marché, il faudrait s'assurer que les liquidités ne sont pas créées. Mais, cela dit, on ne peut pas dire qu'il n'y ait pas eu de succès.

Un système monétaire parfaitement orthodoxe, une banque à la recherche de liquidités s'adressant à un marché monétaire où les prêteurs seraient uniquement d'autres banques ou sociétés jouissant momentanément d'excédents de trésorerie en quête de placement. Dans le système monétaire tel qu'il fonctionne actuellement, la Banque centrale intervient régulièrement, et pratiquement toujours dans le même sens, c'est-à-dire à l'achat (la Banque de France, en achetant les créances offertes sur le marché par les banques commerciales, fournit à celles-ci des liquidités appelées « occurrence créée »).

Une assurance illusoire

La Banque de France, elle-même, ne peut pas le faire à moins de 13,80 % en 1980, il réduit à zéro son endettement. Quand un particulier tire sur son compte en banque pour acheter des actions, il ne peut pas le faire à moins de 13,80 % en 1980, il réduit à zéro son endettement.

PAUL FANJA

(Lire la suite page 24)

Un taux d'intérêt « positif »

Rien de tel aujourd'hui. Le dernier emprunt porté à 10,5 milliards, que le Trésor vient d'émettre, a été souscrit à un taux de 13,80 %, ce qui est un record. Mais, cela dit, on ne peut pas dire qu'il n'y ait pas eu de succès.

Le taux d'intérêt est un fait. Mais, cela dit, on ne peut pas dire qu'il n'y ait pas eu de succès.

En définitive, ce sont quelques 31 milliards de francs que le Trésor aura, par trois emprunts (à échéance, respectivement de six, dix et sept ans), recueillis cette année. Ce chiffre n'est pas très éloigné du déficit attendu du budget, qu'on estime devoir se situer entre 30 et 35 milliards de francs. Pour l'instant, la politique d'appel au public, menée par l'État, la commission des Finances de l'Assemblée nationale, après avoir entendu, le 9 octobre, M. René Monory, a publié un communiqué dont le passage le plus important est le suivant : « L'État a une obligation de financer le déficit budgétaire, et il ne peut pas le faire à moins de 13,80 % en 1980, il réduit à zéro son endettement. »

Il y aura bientôt près d'un an, l'Algérie entreprendra de remettre en cause son statut de fournisseur de pétrole. Ce fait, qui a été annoncé par le régime algérien, a été accueilli avec une certaine surprise. Mais, cela dit, on ne peut pas dire qu'il n'y ait pas eu de succès.

Le pétrole est une énergie. Mais, cela dit, on ne peut pas dire qu'il n'y ait pas eu de succès.

Le gaz naturel a cessé d'être une énergie à bon marché

Il y aura bientôt près d'un an, l'Algérie entreprendra de remettre en cause son statut de fournisseur de pétrole. Ce fait, qui a été annoncé par le régime algérien, a été accueilli avec une certaine surprise. Mais, cela dit, on ne peut pas dire qu'il n'y ait pas eu de succès.

Le pétrole est une énergie. Mais, cela dit, on ne peut pas dire qu'il n'y ait pas eu de succès.

Le gaz naturel a cessé d'être une énergie à bon marché.

Le gaz naturel a cessé d'être une énergie à bon marché.

Le gaz naturel a cessé d'être une énergie à bon marché.

Le gaz naturel a cessé d'être une énergie à bon marché.

Le gaz naturel a cessé d'être une énergie à bon marché.

Le gaz naturel a cessé d'être une énergie à bon marché.

Le gaz naturel a cessé d'être une énergie à bon marché.

Le gaz naturel a cessé d'être une énergie à bon marché.

Le gaz naturel a cessé d'être une énergie à bon marché.

Le gaz naturel a cessé d'être une énergie à bon marché.

Le gaz naturel a cessé d'être une énergie à bon marché.

Le gaz naturel a cessé d'être une énergie à bon marché.

Le gaz naturel a cessé d'être une énergie à bon marché.

Le gaz naturel a cessé d'être une énergie à bon marché.

Le gaz naturel a cessé d'être une énergie à bon marché.

Le gaz naturel a cessé d'être une énergie à bon marché.

Le gaz naturel a cessé d'être une énergie à bon marché.

Le gaz naturel a cessé d'être une énergie à bon marché.

Le gaz naturel a cessé d'être une énergie à bon marché.

Le gaz naturel a cessé d'être une énergie à bon marché.

Le gaz naturel a cessé d'être une énergie à bon marché.

Le gaz naturel a cessé d'être une énergie à bon marché.

Le gaz naturel a cessé d'être une énergie à bon marché.

Le gaz naturel a cessé d'être une énergie à bon marché.

Le gaz naturel a cessé d'être une énergie à bon marché.

Le gaz naturel a cessé d'être une énergie à bon marché.

Le gaz naturel a cessé d'être une énergie à bon marché.

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

L'EUROPE EN MUTATION

Par Michel GODET et Olivier RUYSSSEN
Programme FAST

Quelles sont les perspectives de la croissance, de l'emploi, du prix de l'énergie, de la division internationale du travail ?

Tel est l'objet de ce rapport qui montre aussi les promesses et les menaces des révolutions technologiques en cours : micro-électronique, bio-technologie...

Le volume, collection « PERSPECTIVES EUROPÉENNES », 150 p., 160 p.

En vente à : LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

29-31, quai Voltaire - PARIS 7

L'U.R.S.S. aussi

L'effet de cette renégociation n'est pas négligeable : alors qu'en 1974 le prix du pétrole était de 11 dollars par baril, il est aujourd'hui de 20 dollars.

Le Nigeria, pour sa part, a signé un contrat de pétrole avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Nigeria, pour sa part, a signé un contrat de pétrole avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Nigeria, pour sa part, a signé un contrat de pétrole avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Nigeria, pour sa part, a signé un contrat de pétrole avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Nigeria, pour sa part, a signé un contrat de pétrole avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Nigeria, pour sa part, a signé un contrat de pétrole avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Nigeria, pour sa part, a signé un contrat de pétrole avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Nigeria, pour sa part, a signé un contrat de pétrole avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Nigeria, pour sa part, a signé un contrat de pétrole avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Nigeria, pour sa part, a signé un contrat de pétrole avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Nigeria, pour sa part, a signé un contrat de pétrole avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Nigeria, pour sa part, a signé un contrat de pétrole avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Nigeria, pour sa part, a signé un contrat de pétrole avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Nigeria, pour sa part, a signé un contrat de pétrole avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Nigeria, pour sa part, a signé un contrat de pétrole avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Nigeria, pour sa part, a signé un contrat de pétrole avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

C'est le cas du gaz vendu au Japon par Abou-Dhabi National Oil Company.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

Le Mexique, quant à lui, a signé un contrat de gaz avec la France, qui prévoit la livraison de 100 millions de barils par an.

L'AMÉNAGEMENT DU TEMPS

Un point délicat du projet de loi : le cas des salariés à temps réduit

Le projet de loi sur le travail à temps partiel marque un effort louable de clarification et de simplification tout en instituant, pour les intéressés, diverses garanties. Il suscite néanmoins une double perplexité. D'abord, suffira-t-il à rendre l'emploi à temps partiel réellement attirant aux yeux des chefs d'entreprise? Si tel

Plus le projet, sans doute aurait-il fallu prévoir une véritable prime, notamment pour la réduction du taux des **retraites sociales** : mieux vaut un salarié cotisant peu qu'un chômeur ne cotisant **pas du tout**... Ensuite, le projet n'a pu éluder le problème de la prise en compte **des salariés** à temps réduit dans le calcul des

■ **Il** de l'entreprise : doivent-ils, ■ **et** égard,
■ **assimilés** à des ■ **part** entière ?

tion après un débat parlementaire qui promet, sur ce point, d'être pour ■ moins animé ■

Dès lors qu'il s'agit de la représentation du personnel ou des institutions syndicales, la réponse, fidèle aux acquis jurisprudentiels, est positive. Mais restera-t-il de cette résolu-

Le ministre du travail, M. Mattéoli, ne prend-il pas le risque d'être, une fois de plus, débordé et de se retrouver avec un texte définitif différent de son projet ?

Les entreprises utilisent de plus en plus fréquemment les termes de *multitasking* à temps réduit, *time réduit*, voire même *multitasking réduit*. Une femme ménageant son mari, son ménage chaque jour avant d'aller verser des bureaux, des professeurs donnant quelques heures de cours par semaine ou par mois. Que le cadre des programmes d'un établissement d'enseignement ; les employés remplaçant un malade ou un absent ; un salarié ; dans une école pour donner des billets en autres activités uniquement dominicales, spectacles sportifs, P.M.U., entre les formules contractuelles qui peuvent être elles-mêmes variées : contrairement au *multitasking* commun, le *multitasking* des salariés à temps réduit au regard du *multitasking* de l'entreprise ?

Le problème se pose d'abord à propos du calcul de l'indemnité. On sait que le tiers applicable à l'entreprise dépend directement du nombre des salariés « effectivement occupés ». Les salariés et voilà une petite pile d'obligations qui s'étale sur l'employeur, pile qui grossit si l'on passe à onze et plus encore et si l'on passe à vingt. Cinquante ? C'est l'averse torrentielle ; et ainsi de suite : une vingtaine de salariés, caractérisée le droit du travail français, les salariés à temps réduit doivent-ils être comptés comme des salariés à plein temps ? On ne le sait pas, notamment lorsqu'il s'agit d'un contrat à durée déterminée dont est liée l'apparition de certains avantages de représentation du personnel : onze salariés peuvent être des délégués ; cinquante ont droit à un comité d'entreprise, des sections syndicales, des délégués syndicaux et, éventuellement, un comité d'hygiène et de sécurité.

premier problème : si les travailleurs à temps réduit sont payés à l'heure effective, ne doivent-ils pas être payés (1) ? On ne peut pas mélanger dans la même affaire les bulletins de ceux qui travaillent à temps plein et les bulletins de ceux qui n'y travaillent que quelques heures par semaine. Mais comment faire ? On a pu proposer de faire passer les représentants du personnel à l'élection le dimanche élu. On a pu désigner comme représentants syndicaux ceux qui tiennent fait, à l'heure, le service au niveau de l'asblabilité. L'affaire finit par se gâter, notamment en ce qui concerne le jeu des « crédits d'heures » attribués à chaque type de travail. Un délégué syndical, par exemple, a des crédits d'heures pour quinze heures de travail imputables à son emploi. Il ne peut pas payer comme tel : si on le fait travailler le dimanche, le dimanche doit-il bénéficier d'un bon crédit ? Un travailleur à temps plein qui exerce simultanément plusieurs fonctions de représentation doit-il bénéficier de cumulés de crédits d'heures ? Les représentants jusqu'à hauteur du temps de travail de l'entreprise, voire davantage ? Concevable, mais tout de même un peu insolite...

Pour surmonter ces difficultés, une circulaire du 14 juin 1945, traitait le cas des salariés collaborant à plusieurs entreprises, précisait qu'ils devaient être « considérés comme appartenant à l'entreprise à laquelle ils consacraient l'intégralité de leur activité ». Mais ils recevaient la part la plus importante de leur rémunération. Mais la notion de

l'activité principale a été catégoriquement rejeté le 8 février 1971 par la Cour de cassation : le tableau de bord exigeait supplémentaire de la loi, les professeurs donnant quelques heures de cours par semaine doivent être comptés dans les effectifs de l'établissement auquel ils prêtent leur concours ; ce qui

par JEAN-JACQUES DUPEYROUX

Prudente réserve

Reste à savoir jusqu'où les
ils parait difficile d'entraîner
un travailleur à part entière
personne occupée deux heures
mois, serait-ce la façon habi-
tuelle... Mais on pourrait davan-
tage très prochainement : la
Cour de cassation, qui statue au
coup par coup, doit, en effet, au
prochain 15 mai, se prononcer sur
les droits des salariés réem-
ployés chaque semaine pour la
même journée et même.

Mais, surtout, reste à savoir quelle sera l'attitude de la législation lui-même ! Le projet Matignon n'a-t-il pas une distinction. On veut pour déterminer les conditions dans lesquelles les salariés ne sont pas traités en compte à rebours, l'efficacité de l'entreprise ou de l'établissement, en vue de l'application des règles subordonnées par la législation du travail — ou la législation — à des conditions d'application des dispositions imposant un règlement intérieur aux salariés occupant au moins vingt salariés, un salarié et mi-temps, un salarié compté comme un demi-salarié. En revanche, les dispositions que les adaptations de l'ordonnance de 1958 ont imposées à l'application des dispositions imposant un règlement intérieur aux salariés occupant au moins vingt salariés, un salarié et mi-temps, un salarié compté comme un demi-salarié.

regard des leaders concernant la représentation du personnel de l'exercice des droits syndicaux. Prudente réserve car, pour les organisations syndicales, BAS est qui tremble à son institution sous la poudre. Mais comment éviter un malin offensif de la tempête que soulève périodiquement le problème des « semis » ?

Pour les nombre de parlementaires, l'existence de ces centres ou une réforme dans le nombre de députés, nous avons formulé une hypothèse, mais nous ne l'avons pas vérifiée. Nous avons seulement constaté que les députés de la gauche ont tendance à voter plus souvent pour la proposition de multiplier les propositions de loi que les députés de la droite. Cela suggère que les députés de la gauche ont une attitude plus favorable à l'égard du système électoral actuel, ou, au contraire, qu'ils ont une attitude plus favorable à l'égard d'une réforme du système électoral, soit de façon plus subtile — proposition de multiplier les députés —, soit de façon plus directe — proposition de modifier le mode de scrutin —, soit de façon plus radicale — proposition de modifier le mode de scrutin et de multiplier les députés —.

Il faut ~~assurer~~ de ~~mettre~~ en balance la détérioration de la protection assurée aux travailleurs.

[illegible]

Cette **question** resurgira
t-elle à l'occasion du débat par-
lementaire sur le travail à temps
partiel ? Ce n'est pas **ce** que
je pense. La relation entre le
projet de loi et l'indivisi-
bilité du travail est inévitable-
ment contestée par ceux qui
sont, à tort ou à raison, dramati-
sés par les problèmes des saouls. A
l'occasion de la sécurité sociale
dira-t-on au **ministère** du tra-
vail, vous vous référez expressé-
ment au principe de l'indivisi-
bilité : le chef d'entreprise qui
emploie doit **payer** à mi-
temps le **travailleur** qui ne peut
pas travailler à temps plein et
à temps partiel. C'est **ce** que
la loi dit **aujourd'hui** et ce
travailleur à plein temps. Mais
ce problème ne se pose que
s'il n'agit d'emplois **à** rému-
nération à plein temps **et** exco-
lé du **plafond** de la **loi**.
Or, il est **évident** que le tra-
vail à temps partiel concerne
des emplois **à** rémunérés.
En revanche, s'agissant de la repré-
sentation de personnel et des
institutions syndicales, l'em-
ployeur n'est pas tenu de formu-

façon d'encadrer les intérêts occupant de tels emplois non comptés comme salariés à part entière dans la définition de l'entreprise... ».

Trois, les uns plaident l'équité : onze salariés à mi-temps ont autant travaillé que dix salariés à plein temps. Les uns se veulent plus raisonnables ; ils ont travaillé moins heures, ils doivent être comptés comme tels. Les autres plaident l'équité sociale : les salariés à mi-temps ont travaillé moins heures, ils ont moins de revenus, ils ont moins de possibilités de consommation. Ils ont donc travaillé plus heures que les salariés à plein temps. Ainsi, dans le second tiers, estimation maximale du champ d'application des relations aux conventions de représentation proprement dites et aux traitements syndicaux, la Cosec de composites s'efforcera de faire passer les salariés à mi-temps qui ont le statut plus dans l'entreprise au tiers plus et non qu'un, on moins salariés à mi-temps. Il est de la seule jurisprudence après le *SAFAT* parlementaire ? M. le ministre estime bien qu'une convention collective n'est point, comme n'est-il pas en voie de jouer les passés sordides ?

(1) Rappelons que l'électorat impose une condition de nationalité et l'éligibilité une condition d'âge, mais ces exigences n'impliquent nullement un statut à plein temps.

(2) Voir Journal de Droit
numéro spécial sur les
détournés de justice, et ré-

« Au-delà bien sûr de la loi du 11 juillet 1979, partie pour l'emploi » s'en est suivi à un « plan » de certaines obligations para-fiscales — formation professionnelle, logement, transport — qui frappaient les entreprises de dix salariés d'une façon d'autant plus brutale que ces entreprises assis sur les profits de dix salariés, mais, de ce fait, atteints, pesaient sur tous les sa-

**"LES CHAMPS DE PETROLE
NE SONT PAS NOS SEULS CHAMPS D'ACTION."**

TECHNIP



En dehors des grands complexes pétrochimiques, **il y a** des usines de taille plus modeste et dans des **endroits** variés. Dans de nombreux pays, y compris le nôtre, la France.

Dans les domaines de la chimie fine, l'agro-alimentaire, le verre, la pharmacie et les cosmétiques, les phytosanitaires, l'industrie du papier, Technip est présente. Avec la même philosophie, le même engagement.

Quand nous abordons un nouveau secteur d'activité, nous créons une structure adaptée : ■ hommes, en procédures, en organisation. Nous livrons des usines prêtes à produire. Nous le garantissons.

知

Technip, l'ingénierie à géométrie variable

Technip - Tour Technip - Cedex 23 - 92090 Paris La Defense - Tel. 778.21.21 - Telex 110000 A 612 839 F - Etablissements à Lyon et Saint-Nazaire. En France, Technip participe à : Agrotechnip - Technip Coproduction - Société Générale pour les Techniques Nouvelles (SGTN) - ESA - Sidem - Iporex - Guignès S.A.
Dans le monde, Technip est présent à : Abidjan, Alger, Barcelone, Bogota, Calcutta, Caracas, Delhi, Kuala Lumpur, Lagos, Le Caire, Londres, Moscou, New York, Pékin, Rio de Janeiro, Rome, Sarajevo, Sofia, Tokyo.

هكذا من الأصل

DE TRAVAIL

Les Danoises s'opposent au projet syndical d'interdiction du travail à temps partiel

LORSQUE a été exposé le projet de loi sur le travail à temps partiel, M. Mat-teoli présentera bientôt à l'Assemblée nationale le projet de loi. Mais il est fort possible que, cette fois-ci, les souscripteurs de l'emprunt à la semaine dernière aient fait une « bonne affaire ».

On peut penser qu'ils auront tendance à diminuer au cours des prochains mois (les facteurs d'incertitude sont encore trop nombreux pour qu'on puisse avancer une pronostic assuré en la matière). En conséquence, le prix des valeurs à revenu fixe baisse. Ceux qui avaient répondu aux appels précédents du Trésor n'ont pas eu cette chance. Ils ont essuyé des pertes sévères. Pour parier que les emprunts émis l'an prochain pour ceux des années antérieures, les résultats sont

appliqués, nombre d'hommes dont la femme ou la compagne travailleraient à plein temps seraient contraints d'assumer chez eux la moitié des tâches ménagères. Mais il semble que les membres du syndicat Loejbert, dont le quart (25 % cent mille) travaillent à temps partiel, en soient très convaincus. La preuve en est que l'idée de leur présidence soulevée dans leurs rangs une vague de surprise, d'indignation, voire de fureur, qui a conduit à traduire dans les lettres des tribunes libres que publient régulièrement les journaux de

A la base

La déléguée du personnel d'une fabrique de province, qui emploie une main-d'œuvre majoritairement féminine, assaillie littéralement par ses camarades autres quand celles-ci ont appris l'incroyable nouvelle s'est écriée : « Ruth n'a réellement pas le moindre sentiment de ce qui peut se passer à la base... Que de femmes n'ont ni le force ni le goût de travailler plus de quatre heures par jour, surtout si elles ont des enfants... » Ses collègues d'ajouter : « Si l'on

interdit le travail à temps partiel, les enfants qui, les premiers, passeront la nuit... »

Au Danemark, les femmes qui travaillent à plein temps ne sont guère gâtées. Seulement les magasins ferment à 17 h. Le soir, le plupart d'entre elles n'ont pas le samedi matin pour faire leurs emplettes (fermeture obligatoire des boutiques). Les supermarchés, qui fonctionnent jusqu'à 24 heures, mais, en outre, les magasins maternels n'existent pas. Il n'y a pas toujours facile de trouver à faire garder leurs enfants. Le moins de sept ans ou de six placer dans des écoles primaires. Il y a pas de garderie ensuite. Les mères qui travaillent l'après-midi sont donc obligées de laisser leur progéniture trainer sans surveillance, ou de leur déléguer la garde payante.

C'est dans une telle situation, le travail à temps partiel n'est pas seulement accepté et accepté avec satisfaction dans beaucoup de familles.

L'emprunt d'Etat à 13,80 %

(Suite de la page 33.)

Restant encore les importantes questions du taux de la dette. Il est fort possible que, cette fois-ci, les souscripteurs de l'emprunt à la semaine dernière aient fait une « bonne affaire ».

On peut penser qu'ils auront tendance à diminuer au cours des prochains mois (les facteurs d'incertitude sont encore trop nombreux pour qu'on puisse avancer une pronostic assuré en la matière). En conséquence, le prix des valeurs à revenu fixe baisse. Ceux qui avaient répondu aux appels précédents du Trésor n'ont pas eu cette chance. Ils ont essuyé des pertes sévères. Pour parier que les emprunts émis l'an prochain pour ceux des années antérieures, les résultats sont

plus mauvais, il faut savoir que le « 12 % » de janvier ne vaut plus que 83,40 (pour une valeur d'émission de 100). Le 13,25 % de juin, 97,40. Tel est l'effet automatique de l'alignement des taux opéré par le jeu du marché.

On se trouve ainsi devant une situation qui présente plusieurs inconvénients pour les différents opérateurs de ces opérations successives. Au moins dans le premier temps, on ne connaît pas encore la suite). Les prêteurs de l'Etat ont vu leur capital placé à l'Etat, il leur a été accepté de s'endetter à des conditions très onéreuses. Ils ne peuvent pas se soustraire de compenser les pertes de la perpétuation de l'inflation qu'il a le devoir de combattre, pour alléger les charges financières s'étalant sur une longue période de temps.

Un procédé plus discret

Il n'est guère douteux qu'on aurait pu attendre des avantages procédant d'une façon plus conforme, du reste, aux principes bien entendus d'une saine gestion. Au lieu d'offrir au public des obligations, l'Etat pourrait lui demander de souscrire des bons du Trésor, qu'on appelle « formules » pour les distinguer de ceux qui sont émis auprès des banques. Ces « formules » sont des réescomptables auprès de la Banque de France, et ne donnent, par conséquent, pas plus lieu à création monétaire directe qu'un emprunt à long terme. Ils comportent des échéances diver-

sois et cinq ans, ce qui leur confère une grande souplesse. Pour les échéances les plus courtes, les taux sont moins élevés. Il n'est pas d'exemple qu'une émission de bons du Trésor ait été couverte, une bonne partie de la dette publique pourrait-elle pas être financée par une telle régularité ? Les bons ? Faut-il penser que, la discrétion de tel procédé, le gouvernement préfère la publicité qui accompagne toujours le lancement d'un « grand emprunt » ? Il n'a pourtant aucune raison d'être fier de devoir offrir un taux voisin de 14 % pour prêter l'argent.

PAUL LUDWIG

CORRESPONDANCE

La France et l'industrie des turbo-machines

Vingt pour cent des stations de Gaz de France sont équipées de turbocompresseurs de fabrication française. Les pouvoirs publics, M. Jean Gay, ingénieur G.D.F. responsable à l'U.G.I.C.T.-C.G.T. ont, d'un cœur léger poursuivi depuis une quinzaine d'années une politique d'importation. Il existerait pourtant en France une base industrielle suffisante pour produire un plus grand nombre des « turbo-machines » (1) dont on a besoin plusieurs branches d'activité.

L'ABSENCE d'une politique industrielle française en matière de fabrication de construction de turbo-machines à usage industriel a été illustrée par la participation à l'exposition du matériel français « Pétrole Gaz », à Moscou en novembre 1979. En effet, les capacités de l'industrie française, il fut présenté au Cnusat-Loire à une manifestation « turbo-machine » constituée dans sa partie « moteur » par un magnifique réacteur Allison importé des Etats-Unis (machine déclassée des usages aéronautiques et adaptée à un usage industriel).

Comment est-on arrivé là ? La responsabilité des pouvoirs publics est évidente. A partir de 1961, l'industrie gazière s'est redéployée de façon considérable grâce à l'industrialisation du gaz naturel à la place du charbon par le moyen de long terme (la production de charbon ou les produits pétroliers). Ainsi, de 1961 à 1979, les investissements en France ont dépassé les 350 milliards de kilowatts-heures, les estimations pour 1980 s'élevaient à 400 milliards de kilowatts-heures. Le transport de pression de ce gaz par canalisations d'acier nécessite aujourd'hui plus de 100 kilomètres de conduite en pression de 2 à 3 mégawatts en puissance de compresseurs, véritables « pompes » installées sur le réseau pour monter la pression et assurer l'écoulement du gaz, chaque machine développant une puissance unitaire de 2 à 3 mégawatts.

Il est paradoxal qu'aucun programme d'envergure et global ne fut arrêté par les pouvoirs publics pour définir le moyen à long terme (la production de charbon ou les produits pétroliers). Ainsi, de 1961 à 1979, les investissements en France ont dépassé les 350 milliards de kilowatts-heures, les estimations pour 1980 s'élevaient à 400 milliards de kilowatts-heures. Le transport de pression de ce gaz par canalisations d'acier nécessite aujourd'hui plus de 100 kilomètres de conduite en pression de 2 à 3 mégawatts en puissance de compresseurs, véritables « pompes » installées sur le réseau pour monter la pression et assurer l'écoulement du gaz, chaque machine développant une puissance unitaire de 2 à 3 mégawatts.

(1) On appelle « turbo-machine » une machine réciprocante (alternateur, compresseur) entraînée par un turbo-générateur de chauds sous pression (comparable à un réacteur aéronautique).

industriel, avec la bénédiction des pouvoirs publics, a façonné une structure d'installations de transport adaptées aux seules caractéristiques du matériel américain.

Face à ce « déferlement », l'histoire témoignera qu'il fut à l'honneur des ingénieurs de des cadres de G.D.F. d'avoir relevé la tête et d'être parvenus, « dans des conditions précaires », que soit constituée la société Hispano-Suiza pour l'installation des turbo-compresseurs « T.E.M. » de 1 à 3 mégawatts. Aujourd'hui, bien que le matériel « made in U.S.A. » Ingersoll et Solar représente près de 80 % du parc « compresseur », la construction française Hispano-Suiza équipe 20 % des stations.

pour faire face aux besoins actuels.

Ce problème est, certes, intéressant, mais même, mais aussi parce qu'il est typique d'une certaine démarche, particulièrement fréquente en France, selon laquelle il suffirait que les pouvoirs publics « veillent à faciliter ou développer une activité » pour que celle-ci prenne son essor. Le gouvernement peut — et doit — donner des orientations, mais l'expérience a malheureusement prouvé que le « volontarisme » trouve ses limites quand une activité, malgré les aides qu'elle reçoit, ne parvient pas à se maintenir elle-même par une rentabilité adéquate. Cela dit, il faudrait, à partir d'une étude économique (et technique) examiner si vraiment il n'y a pas place en France pour une certaine « importance » de « machines »... P.P.]

Un marché prometteur

A partir de cet acquis et pour que la puissance publique le veuille, on peut développer une industrie française des « turbo-machines » couvrant la gamme des puissances industrielles unitaires demandées (de 1 à 10 mégawatts) et permettant de faire face non seulement aux besoins de l'industrie gazière, mais aussi à ceux de l'industrie chimique d'activité : pétrole, chimie, transport, aéronautique, électricité, etc.

Une telle démarche est nécessaire et crédible. Malheureusement, les hommes globaux en machines de compression ne sont pas les mêmes. Les G.D.F. de façon unitaire à 100 mégawatts d'ici à 1985, de façon probable à 120 mégawatts de 1985 à 1990, dans le domaine de 1 à 5 mégawatts, ce parce que les besoins à l'exportation des entreprises françaises (dans le secteur des usines « clés en main ») sont considérables dans le domaine des machines tournantes de 2 à 3 mégawatts.

Crédible dans la mesure où il existe des matériels français qui peuvent être développés et adaptés à ces besoins. Ainsi, les machines de 2 à 3 mégawatts est-il possible de lancer sans attendre les études de la conception d'un moteur « turbo-générateur » à partir du turbo-réacteur Larzac de 3,3 mégawatts actuellement fabriqué par Turbo-Meca-SNECMA. De la même façon, la gamme de 1 à 1 mégawatt existe-t-elle ? Hispano-Suiza a une bonne qualité — acceptable d'être développée — il conviendrait d'adapter le rythme de fabrication des séries Rafin, pour qui l'usine de 100 mégawatts on peut envisager l'adaptation du réacteur CFM fabriqué par Hispano-Suiza Electric.

Il faut surtout pour la mise en place d'un puissant potentiel de fabrication de la construction française dans le domaine des turbo-machines serait une grande responsabilité pour le gouvernement.

Les ingénieurs de la culture de l'ensemble des activités des industries mécaniques sont concernés par la fabrication de notre industrie.

Mutex: la tradition mutualiste est vivante.

Hyppolite Maze (1839-1891) Auteur de la charte de la Mutualité Française. La Fédération Nationale de la Mutualité Française, organisme à but non lucratif, reconnue d'utilité publique, a créé Mutex. Mutex couvre les vrais risques. C'est la protection au juste prix.

MUTEX La prévoyance à prix coûtant.

Fédération Nationale de la Mutualité Française
56-60 rue Nationale 75649 Paris Cédex 13

Annonces: économisez quelques millions par an.

Robert Leduc **DUNOD**

La publicité
une force
au service
de l'entreprise

OU L'ART DE DECOUVRIR
QUELLE MOTTE DU BUDGET
NE SERT A RIEN.

Dunod Entreprise:
enrichissez-vous.

LES AGENTS DE CHANGE. QUESTION PLACEMENT, ILS ONT REPOSE A TOUT.

LES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT : REVOLUTIONNAIRES ?

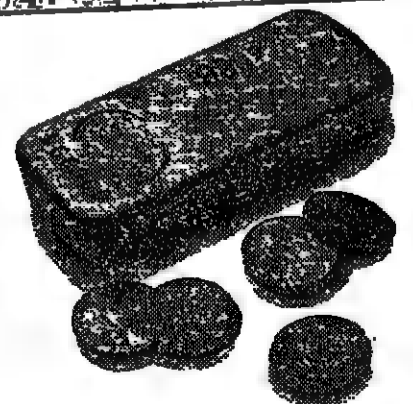
Avec 5 000 F, vous pensez qu'il est impossible de bien répartir les risques d'un placement. Avec 5 000 F, vous pensez que jamais un Agent de Change ne s'occupera personnellement de votre argent. Avec 5 000 F, vous pensez qu'il est impossible d'obtenir un bon rendement et en plus des avantages fiscaux. Rencontrez un Agent de Change et parlez-lui Fonds Communs de Placement. Vous risquez de changer d'avis.

COMMENT GAGNER PLUS EN RISQUANT MOINS ?



Posons la question autrement : pourquoi votre capital ne vous rapporte-t-il pas plus ? Parce que vous ne vous en occupez pas. Ou pas assez. Or, un capital cela vit, cela se soigne et se gère avec compétence. Sachez donc que le secret d'une bonne rentabilité, c'est non seulement une bonne diversification des placements, c'est aussi d'en bien connaître les risques, d'être capable de les mesurer et de les arbitrer. Ce secret-là, il appartient aux Agents de Change. Venez les voir. Ils en ont bien d'autres à vous dévoiler.

REFUGE OU PIEGE ?



L'or ! S'il vous fascine vraiment, apprenez qu'il existe des titres indexés sur lui. C'est de l'or qui rapporte. S'il ne vous impressionne pas, sachez cependant qu'à certains moments, il peut être opportun d'en détenir dans le cadre d'une diversification bien comprise de vos placements. Parlez-en à un Agent de Change.

RENSEIGNEZ-VOUS.

Pour obtenir réponse à toutes vos questions et rencontrer un Agent de Change, venez dès aujourd'hui 4 Place de la Bourse, Paris 2^e, Bureau d'Accueil des Agents de Change, ouvert du lundi au vendredi, de 10 h à 19 h. Vous pouvez aussi écrire ou téléphoner : Paris 297.55.55 Bordeaux (56) 44.70.91 / Lille (20) 55.68.20/21 / Lyon (7) 842.54.71 / Marseille (91) 39.70.32 Nancy (55) 336.56.97 / Nantes (41) 48.41.96.



LES AGENTS DE CHANGE
ILS REVOLUTIONNENT VOS PLACEMENTS.

LES ORIGINES ÉCONOMIQUES DE LA CRISE DU VEAU

Un bouleversement du système de production

Quelles sont les origines de la crise du « veau aux hormones » ? Comment en est-on arrivé à une situation perçue par l'opinion publique comme scandaleuse ? Telles sont les questions que se pose l'auteur de l'article, tout en faisant quelques hypothèses sur la manière dont elle peut évoluer au-delà de la période de tension actuelle.

par
CLAUDE SERVOLIN (*)

stagne, car elle fournit une viande de luxe, dont le débouché n'est plus guère extensible. Que reste-t-il aujourd'hui pour approvisionner le marché ?

Paradoxalement, c'est la viande provenant du troupeau laitier qui en fournit toujours la plus grande part, et, en premier lieu, les veaux de lait.

Mais il faut noter que leur nombre n'augmente plus et qu'il est même probablement appelé à décroître au fur et à mesure des progrès de la sélection qui permettent d'obtenir une même production de lait avec de moins en moins de vaches. Du même coup, le nombre de veaux issus de ces vaches laitières stagne lui aussi. Il faut donc les élever tous (y compris ceux qui seraient éliminés autrefois) et il faut leur faire produire au plus vite la plus grande quantité possible.

Ainsi les meilleurs veaux laitiers partent-ils dans la production de veaux à viande à dix-huit mois avec l'encouragement et les subventions de l'Etat. C'est donc véritablement le résidu de ces jeunes animaux qui est acheminé vers la production de veaux de boucherie. C'est cette viande qui détermine de manière rigoureuse le type de viande qui aujourd'hui objet de scandale.

Des bêtes fragiles

En effet, il est exact que, comme le souhaitent les consommateurs, un veau doit être élevé dans de bonnes conditions, un veau aux soins de sa mère. L'éleveur laitier doit donc à un élevage évident à se débarrasser aussi vite que possible de ses jeunes veaux, qui, dans les demandes, lui assurent une valeur financière importante sans travail supplémentaire. On les retrouve donc regroupés en lots chez des paysans pauvres, qui vendent les veaux à trois mois moyennant une marge de rémunération modeste. L'opinion a été très frappée par le fait que l'aliment qui est distribué aux veaux est constitué par du lait stérilisé provenant de vaches laitières subventionnées. Les organismes agricoles proposent d'ailleurs de remplacer directement ce lait artificiel par du lait naturel. A ce point, qu'une telle solution soit pratiquement réalisable, il nous semble qu'elle ne présente rien d'essentiel à la nature inquiétante de ces élevages. En effet, le seul moyen de tirer parti de ces bêtes fragiles et souvent mal venues est de les élever aussi vite que possible en veaux blancs, c'est le plus sûr possible. Et l'on a pu dire que cet élevage est une véritable course contre la mort. Les risques sanitaires sont tels que les antibiotiques et les adjuvants divers, loin d'être des pratiques marginales, sont une véritable nécessité de la poursuite de la production. D'ailleurs, ce type d'élevage n'a pu se généraliser que du jour où ces techniques de prophylaxie intensive sont devenues accessibles. Quant aux hormones, elles sont utilisées pour augmenter la vitesse de croissance de l'animal, il est

Le gaz naturel a cessé d'être une énergie à bon marché

Les effets de la spéculation

Tandis que disparaissent les bovins de trait, la politique agricole s'efforce d'intensifier la production de viande. La voie alors délibérément choisie fut celle de la spécialisation en ces deux productions : la production de viande et la production de lait. Cette spécialisation, qui a été la spécialisation de l'élevage aujourd'hui, n'a rien de nouveau. Elle est le résultat de la spécialisation de la production de viande et de la production de lait. Les raisons techniques (par exemple, la possibilité d'élever par sélection des animaux à des rendements laitiers) ; 2° des raisons économiques (politique d'implantation d'une industrie laitière moderne capable de produire une gamme de produits « nouveaux » et de susciter un énorme développement de la consommation de « produits laitiers frais » du type yaourts, desserts ; 3° du marché, qui en contrepartie, on a vu à l'apparition du problème bien connu des rendements laitiers.

À l'inverse, les efforts entrepris pour intensifier la production de viande ont été nombreux obstacles : faible fécondité, croissance lente, etc. Cette production faiblement intensifiable se révèle incapable de remplir la tâche que lui assignait la demande d'abondance : assurer au plus grand nombre les consommations qui étaient le privilège des riches (viande à griller, viande braisée) et garantir au producteur le revenu et le genre de vie de tout le monde. Les régions qui étaient « spécialisées » dans ces productions de lait de leur côté ne pouvaient entièrement répondre à leur population agricole, et les éleveurs de viande plus prospères par département entiers. La grande production de bœuf charolais ou limousin

entre l'entreprise française et la Sonatrach, une chose restera certaine : l'Europe va avoir un besoin de gaz naturel de plus en plus pressant. La C.E.E. laisse en outre, en l'absence de décontingent, une situation de décontingent, en 1980, de la production de gaz, sur laquelle a été fondé le développement de la consommation, — après d'un déclin rapide après 1970. D'ici vingt ans, les pays de la Communauté devront importer pour leur consommation de gaz (dont 100 milliards de mètres cubes) à l'étranger. Dans ces conditions, une entente sur les prix avec les pays exportateurs, au premier rang desquels se trouve l'Algérie, est indispensable.

BRUNO DETHOMAS.

(3) F.O.B. pour Free on Board (non compris les frais de transport et d'assurance).

Votre BAIGNOIRE

REMISE à neuf!

SAMOTEC vous permet de remettre à neuf, sur place en un jour, en blanc ou en couleur, vos baignoires, douches, lavabos, bidets, v.c., etc. Application par spécialistes.

— Réfection de la robinetterie.

— Polissage de baignoires rugueuses ou éraillées.

NOS AVANTAGES : travail effectué dans la journée, pas de démontage ni de gravats.

GARANTIE 3 ANS

SUR SIMPLE APPEL : DEVIS GRATUIT (sans engagement) DOCUMENTATION GRATUITE SUR DEMANDE

SAMOTEC, 31, rue Faidherbe, 75014 PARIS - 322.71.45

		La ligne	La ligne T.E.			Le m/m. col.	T.E.
OFFRES D'EMPLOI		57,00	67,03	ANNONCES ENCADRÉES		33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI		14,00	16,46	OFFRES D'EMPLOI		8,00	9,40
IMMOBILIER		39,00	45,86	DEMANDES D'EMPLOI		25,00	29,40
AUTOMOBILES		39,00	45,86	IMMOBILIER		25,00	29,40
AGENDA		39,00	45,86	AUTOMOBILES		25,00	29,40
PROP. C.V.		105,00	123,48	AGENDA		25,00	29,40
CAPITAUX							

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

emplois internationaux

SCREG ROUTES

cherche à renforcer sa structure ■ accueillant un Ingénieur HAUT MANAGER de grands chantiers routiers ■ l'étranger.

Dans un premier temps, il pourra être amené à ■ voir confier ■ la direction de travaux ■ A.F.N. ou en LIBYE.

Directeur de chantier routier

Il ■■■■ responsable de la réalisation de chantiers routiers très importants, portant ■■■■ plusieurs centaines de kilomètres. Il devra pouvoir animer 500 à 600 personnes pilotées par des directeurs de travaux terrassement, béton, concassage, chaussée.

Ce manager devra avoir une expérience confirmée de direction de ■■■■ travaux routiers, depuis les terrassements jusqu'aux chaussées, de préférence au Moyen-Orient ou en AFN. Anglais indispensable.

Afin d'étudier les intérêts communs qui peuvent exister entre vous-même ■■■■ l'importance que le Groupe accorde ■■■■ cette haute responsabilité, prenez un premier contact ■■■■ Guy LAUTIER - Directeur du Personnel - SCREG ROUTES, Tour Malte, B.P. 65, 91035 EVRY Cedex. Téléphone 077.90.60.

Nous ■■■■ une importante société d'ingénierie internationale. Pour superviser ■■■■ plates-formes ■■■■ production ■■■■ pétrole :

- fabrication ■■■■ Europe ■■■■ Moyen-Orient,
- montage off-shore ■■■■ Moyen-Orient,

nous recherchons :

- resident engineers (Réf. 02)
- site engineers
 - mech./piping (Réf. 11)
 - structural (Réf. 10)
 - electrical (Réf. 13)
 - planning (Réf. 15)
- cost controllers (Réf. 03)
- quantity surveyors (Réf. 04)
- material supervisors (Réf. 32)
- inspectors
 - welding (Réf. 20)
 - piping (Réf. 23)
 - electrical (Réf. 25)
 - structural (Réf. 07)
 - instruments (Réf. 08)

Une bonne connaissance ■■■■ la langue anglaise ■■■■ indispensable. Adresser C.V., lettre de motivation en anglais, photo et prétentions ■■■■ précisant ■■■■ référence ■■■■ :

Q7 organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

The Foundation of the International School of Geneva

Headmaster/Headmistress

The Foundation is looking for a highly qualified person as Head of its School (former title "Director General"). Applicants should have demonstrated leadership in education, have experience of administration of a large educational institution, have teaching experience and a multicultural background with bilingual ability in English and French. The School has English and French primary and secondary education programmes serving ■■■■ 2500 students in three locations around Geneva.

Applications (including curriculum vitae and stressing qualifications under the criteria above) should reach the following address ■■■■ later than 23 November 1980:

Search Committee
Foundation of the International School of Geneva
62, route de Chêne, 1203 Geneva, Switzerland

WOOD PRESERVATION SPECIALIST

A senior french fine chemical ■■■■ (subsidiary of a major pharmaceutical group) ■■■■ a technical expert for ■■■■ development of ■■■■ activity : "wood preservation".

■■■■ will cooperate in working ■■■■ an international new ■■■■ of wood preservatives. With the help of a french and american ■■■■ he ■■■■ have the full responsibility of expanding the technical uses and will advise the management on ■■■■ marketing issues.

Situation based in Paris - occasional travelling in Europe and USA.

■■■■ write with details to ■■■■ (offre N° 5001 LPR) ■■■■ rue du Delta - ■■■■ 75009 - FRANCE ■■■■ who ■■■■ transmit.

BATTELLE CENTRES DE RECHERCHE DE GENEVE

désire ■■■■ pour ses ■■■■ DES BREVETS

UN INGENIEUR MECANICIEN, PHYSICIEN OU ELECTRONICIEN

Ayant quelques ■■■■ de pratique dans le domaine de la propriété industrielle.

Le ■■■■ devrait être de langue ■■■■ française et disposer d'excellentes connaissances ■■■■ l'anglais (de bonnes notions ■■■■ l'allemand ■■■■ sont supplémentaires).

Ce ■■■■ collaborateur aura la charge d'assurer la protection ■■■■ nouvelles inventions ■■■■ haute technicité issues des travaux ■■■■ recherche effectués ■■■■ nos laboratoires ■■■■ rapportant ■■■■ domaines techniques nombreux ■■■■ variés.

Les personnes intéressées ■■■■ priées de ■■■■ leurs ■■■■ avec bref curriculum vitae, photographie et prétentions ■■■■ adresser au ■■■■ du Personnel, BATTELLE - 7, route de Drize, CH - 1227 CAROUGE - GENEVE

Importante Entreprise OFFSHORE

recherche pour ■■■■ de construction ■■■■ plate formes marines en

Afrique francophone Ingénieur soudeur

Formation ECOLE D'INGENIEUR + ESSA

■■■■ Anglais indispensable. ■■■■ 5 ■■■■ 10 ans d'expérience ■■■■ ■■■■ : il aura la responsabilité ■■■■ problèmes techniques de soudage ■■■■ l'encadrement sur site du personnel ■■■■ soudage et ■■■■ contrôle. ■■■■ Expérimenté possible ■■■■ ■■■■. Logement en ■■■■. Environnement agréable. Lycée français.

Envoyer ■■■■ photo ■■■■ prétentions sous référence ■■■■ :

Q7 organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

Jeune Ingénieur Diplômé

Il ■■■■ en charge de l'entretien de notre futur ■■■■ de Computation à DOUALA, CAMEROUN.

Il ■■■■ être :

- Ingénieur en électronique/informatique
- Diplômé d'une grande ■■■■
- Avoir de ■■■■ expériences en ANGLAIS
- Préférence ■■■■ CAMEROUNAISE.

Mais ■■■■ une ■■■■ expérience ■■■■ nous ■■■■ fournisseur d'entretien.

Adresser votre candidature avec C.V. ■■■■ : Schlumberger - ■■■■ ■■■■ 50, rue de ■■■■ - 75008 PARIS

JEUNE M.B.A.

(Harvard, Insead, etc.)

pour assurer à terme responsabilité de programmes de formation permanente et de missions ■■■■ conseil en gestion.

■■■■ sous ■■■■ T 863.442 M Régio-Pressa, ■■■■ bis, rue ■■■■ Réaumur, 75002 Paris.

DIRECTION ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE AU CAMEROUN

■■■■ candidat de formation supérieure (Ecole supér. de commerce, D.E.C.S. ou équival.)

Age minimum 30 ans.

■■■■ sur la base d'exploitation.

Adresser C.V. et photo sous référence T0228 69 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

EU-SELEC TRAVAIL TEMPORAIRE

Engineering pétrole américain recherche pour ■■■■ ALGERIE

TECHNICIENS PETROCHIMIE

process operator, expérience compresseurs et cracking

AGENTS DE MAITRISE

techniciens, expérience tableaux de commandes, anglais courant, expériences exigées.

Adresser C.V. 18, av Victoria, ■■■■ Paris, tél. ■■■■

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

recherche pour son Centre de ROUEN (Normandie)

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE

PROMECAM

Französischer Hersteller von Werkzeugmaschinen für die Blechbearbeitung, führend ■■■■ deutschen Markt, sucht für seine Niederlassung in Stuttgart :

TECHNISCHEN KOORDINATOR

■■■■ Mutterfirma und Tochtergesellschaft.

Dieser INGENIEUR, mit Erfahrung in CNC-Werkzeugmaschinen, soll folgende Hauptaufgaben erfüllen :

- Analyse ■■■■ Koordination mit ■■■■ Abteilungen Technik und Marketing.
- Analysieren ■■■■ Problemen und ■■■■ von Lösungs-vorschlägen zusammen mit ■■■■ Mutterfirma
- Unterstützung ■■■■ Vertriebs- und Kundendienstes
- Erstellung ■■■■ Unterlagen.

Der ■■■■ - vorzugsweise Deutscher - ■■■■ französische Sprache ■■■■ gut beherrschen und ■■■■ Wohnsitz in Stuttgart haben. Er muss ■■■■ sein, ■■■■ nach Frankreich zu reisen.

Bitte schicken ■■■■ Ihre vollständigen Bewerbungsunterlagen mit Foto an PROMECAM ■■■■ LEHMANN 83, ■■■■ Strasbourg - 93206 SAINT-DENIS ■■■■

IMPORTANTE ENTREPRISE ALIMENTAIRE DE CASABLANCA (Maroc)

INGENIEURS ARTS ET METIERS

40 à 50 ans
ayant expérience dans ■■■■ Maintenance

EN VUE DE DIRIGER SON DEPARTEMENT ENTRETIEN (400 personnes)

■■■■ curriculum ■■■■ :

AGENCE HAVAS MAROCAINE
61, ■■■■ de l'Armée-Royale, CASABLANCA ■■■■ 29/10/80.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE

recherche pour PARTICIPER TRAVAUX D'INSTALLATIONS PÉTROLIÈRES et GAZIÈRES en ALGÉRIE

UN INGENIEUR GENE CIVIL

UN INGENIEUR MECANICIEN ELECTRIQUE - possédant sérieux expérience de ces chantiers.

Envoyer curic. vitae et photo et prétentions sous le n° 33.661, à I.P.F., 12, rue de l'Isly, 75005 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE

recherche pour PARTICIPER TRAVAUX D'INSTALLATIONS PÉTROLIÈRES et GAZIÈRES en ALGÉRIE

UN CONTROLEUR DE TRAVAUX GENE CIVIL

2 CONTROLEURS MECANICIENS TUYAUTERIES - possédant sérieux expérience de ces chantiers.

Envoyer curic. vitae et photo et prétentions sous le n° 33.662, à I.P.F., 12, rue de l'Isly, 75005 Paris, qui transmettra.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ■■■■ internationales ■■■■ faire publier pour leur siège ou leurs établissements ■■■■ situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

IMPORTANT CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE

recherche pour son siège ■■■■ CASABLANCA

UN CHEF DE MISSION

CONTRÔLEUR de nationalité française ou ■■■■

Adresser lettre et C.V. au Service du Personnel, 129, rue de l'Université, 75007 PARIS.

مكازم الأصيل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,03
IMMOBILIER	14,00	16,46
AUTOMOBILES	14,00	16,46
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ENCADRÉES	La m/m cal.	T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	33,00	38,00
IMMOBILIER	8,00	9,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

GFC

Groupement Français de Conseils 358, rue de Vaugirard - 75015 Paris

études électrotechniques

jeune responsable de service
105/130.000 F an

Constructeur machines-outils, polaire, filiale d'un grand groupe français extrêmement dynamique et performant, nous recherchons un ingénieur technicien ayant déjà quelques années d'expérience professionnelle. Chargé de définir les équipements électriques des machines, il supervisera une équipe de techniciens et des équipes de métallurgistes expérimentés. Une maîtrise des équipements électriques, une connaissance approfondie électromécanique et électrique et une expérience de supervision seraient des atouts pour ce poste. Environ 10 % de déplacements rendent nécessaire la connaissance de l'anglais.

Envoyez votre CV sous référence M 154 AK aux responsables de GFC chargés de cette recherche. Réponse assurée.

chef de production

180/200.000 F an

Constructeur Péri-Informatique de pointe, nous recherchons pour l'une de nos implantations industrielles situées en Province, l'homme chargé de nous représenter. Ingénieur d'au moins 35 ans, il possède une bonne expérience dans la gestion informatique ou électronique, et aura la responsabilité d'une équipe de 200 personnes tant sur le plan de la production que sur celui de la gestion.

A la fois bon technicien et homme de contacts, sa principale mission consistera à coordonner avec les services administratifs parisiens le rôle en place de l'usine.

Quelques déplacements sont à prévoir.

Envoyez votre CV sous référence M 859 RS aux responsables de GFC chargés de cette recherche. Réponse assurée.

Telemecanique

10.800 personnes - 1,8 Milliard de F.

DIRECTION DES PRODUITS
APPAREILLAGE DE DISTRIBUTION A DIJON (21)

CHEF DE PRODUITS

MISSION FONCTION : pour 70% CHEF D'UNE GAMME DE PRODUITS existants et en gestion (tous pays) et pour 30% ASSISTANT COMMERCIAL Produits auprès du réseau de distribution de 4 Pays (D - AUS - CH et NL).

- JEUNE FORMATION supérieure
- du TECHNIQUE
- acquise.
- ALLEMAND COURANT (indispensable)
- EXPERIENCE minimum 3 ans MARKETING DE PRODUITS INDUSTRIELS ou COMMERCIAUX

DISCRETION ABSOLUE.
Envoyez votre CV, photo et références à : M. L. 4505 à

Une entreprise agro-alimentaire, 200 kms de Paris recherche

ADJOINT AU CHEF DU SERVICE CREDIT A LA CLIENTELE

Il aura l'autorité de son supérieur, le titulaire du poste et participera :

- à l'analyse financière de la clientèle,
- à la détermination des lignes de crédit et encours,
- à la politique et à la suivi des conditions de paiement,
- à la gestion des relations avec la clientèle commerciale,
- à l'actions pré-contentieuses.

Il est demandé :

- une formation supérieure en gestion,
- une expérience de 3 à 5 ans dans un service crédit à la clientèle,
- des capacités d'analyse et de jugement,
- un goût prononcé pour les contacts.

Envoyez CV, photo et références à : M. L. 75.812 à CONTEXTE PUBLICITE 11 av. Opéra 75004 Paris 01, qui transmettra la candidature XXII/80.

CONTRÔLES NON DESTRUCTIFS

Très importante entreprise de chaudronnerie lourde implantée dans une ville moyenne du Centre-Est (liaisons faciles avec Paris et Lyon), notre centre de recherche appliquée en contrôles non destructifs dispose de moyens importants qu'il met à la disposition de l'entreprise pour résoudre les problèmes technologiques.

RESPONSABLE DE GROUPES DE RECHERCHE

Cette fonction appelée à évoluer ultérieurement vers de plus larges responsabilités hiérarchiques, aura pour mission :

- animer plusieurs groupes de recherche appliquée (ultra-sons - radiographie - ressuage - magnétoscopie, courants de Foucault) ;
- participer, au sein de l'équipe, aux responsabilités de groupes, au développement des activités du centre auprès des services utilisateurs de l'entreprise et des sociétés extérieures, à la conception de méthodes très avancées de contrôles non destructifs sur produits sophistiqués, dans des domaines tels que traitement du signal, automation, etc.

Outre une solide formation d'ingénieur, elles nécessitent par contre une expérience de 5 ans au moins en contrôles non destructifs, avec de préférence quelques responsabilités d'encadrement, compte tenu de l'évolution prévisible de ce poste.

Les dossiers de candidature, accompagnés d'un C.V., doivent être adressés, sous référence M. L. 156, à HAWAS CONTACT - 156, boulevard de la République - 75001 PARIS, qui transmettra.

- Discretivité totale garantie -

SC sélection conseil

10, rue de la République - 75017 Paris

DIRECTEUR REGIONAL

sur les régions : EST/NORD-EST et SUD-OUEST

Responsable de la région, il aura pour mission de développer la vente des produits de la gamme commerciale, le Directeur Régional est responsable du budget de sa région et doit animer et former une équipe de 15 V.P. exclusifs.

C'est un homme de terrain et un gestionnaire qui sait communiquer à son équipe son expérience commerciale et son enthousiasme pour la vente. Nous remercions les candidats intéressés d'adresser une lettre manuscrite de candidature mentionnant leurs prétentions et un C.V. résumant de leur expérience commerciale à : M. L. 60200 COMPIEGNE à qui nous avons confié la responsabilité des premiers entretiens.

Ingenieur Electronicien
Chef du Service Etudes

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

recherche, pour son service de recherche et développement situé dans la région nicoise, un chef du service Etude de Nouveaux Produits.

Ses missions :

- la conception de circuits électroniques innovateurs, le choix de la technologie la mieux adaptée, la mise au point des programmes de test ;
- la vérification des performances conformément aux spécifications.

Il dirigera une équipe d'ingénieurs et de techniciens.

Pour réussir, le candidat doit posséder un diplôme d'ingénieur électronique (SUP, ELEC ou équivalent) et une expérience de 10 à 15 ans dans l'étude et la conception des circuits intégrés.

Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle à la référence 01004 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le meilleur absolu des candidatures sera garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Dumas - 92000 Nanterre

Société française Hoechst

le poste de

cadre technico-commercial

Chargé de la vente en clientèle industrielle de produits de base et de DISPERSIONS ainsi que de PIGMENTS.

Vous bénéficiez d'une large autonomie dans la réalisation de vos objectifs commerciaux.

Pour réussir dans cette mission, il faut connaître un développement industriel et avoir :

- une formation chimiste
- de bonnes connaissances de la langue allemande
- une 1ère expérience de la vente en clientèle industrielle (de préférence dans l'industrie des peintures ou des plastiques).

Les candidats ayant effectué des stages dans ces industries seront également très appréciés.

Si vous êtes intéressés, envoyez votre CV et vos prétentions sous réf. 428 au Département des Ressources Humaines Tour Roussel Nobel 92080 PARIS LA DEFENSE

Hoechst

SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE

PRODUCTION

recherche pour son département « Etudes Marines »

1 INGENIEUR DE CALCUL DE COQUE

Formation grande école

Il aura la responsabilité de la résistance mécanique, à la fatigue et au flambement des plaques et coques des structures marines pétrolières, il sera chargé :

- de maintenir au plus haut niveau la connaissance des règles de conception et des moyens de calcul,
- de l'assistance technique aux départements utilisateurs.

Pour ce poste, une expérience de 3 à 5 ans R.D.M. et mécanique des plaques acquise en construction navale est souhaitée.

Ecrire C.V., photo et prétentions sous référence No 7 à SNEAP - D.C. Recrutement - 35, rue Lilius (Tour 12.04) 64018 PAU CEDEX

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE DE FABRICATION DE BIENS D'ÉQUIPEMENT

cherche

CONTROLEUR DE GESTION

pour prendre en charge le contrôle de gestion de son unité de STRASBOURG

Il aura l'autorité du contrôleur Europe en relation avec la direction de l'usine et les chefs de département. Il centralise les budgets, définit les tableaux de bord et propose les actions à entreprendre.

De formation supérieure (H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P. ...), maîtrisant la langue anglaise, c'est un homme de résultats et de communication.

Une expérience analogue dans une entreprise industrielle sera appréciée.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à :

RÉGIE-PRESSE
sous le n° T 022935 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

SECIM

MAUBEUGE - Groupe Creusot-Loire

Constructeur de laminés et de presses hydrauliques

réducteurs - allonges à cardans-accouplements

recherche pour ses bureaux d'études

2 INGÉNIEURS

Les candidats retenus auront : une formation Arts & Métiers ou équivalente, une bonne maîtrise de l'anglais, de bonnes connaissances en allemand seront également appréciées.

Une expérience en Bureau d'Etudes de 2 à 5 ans est exigée, soit en mécanique générale et soit soudés, soit en engrenage.

Après une période d'adaptation, ils devront être aptes à animer un groupe de plusieurs techniciens chargés de la réalisation de projets pour lesquels les impératifs de délai et de coût sont importants.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à :

SECIM - avenue Clemenceau, 59680 FERRIERE-LA-GRANDE.

CLEMESSY

EQUIPEMENTS/INSTALLATIONS

ELECTROTECHNIQUE - ELECTRONIQUE - AUTOMATIQUE

3.000 personnes - 35 agences - 7 filiales

Fort expansion générale par auto-financement

Son but est d'affirmer sa position sur le marché National et International et recherche pour ses départements Régulation - Equipements et Systèmes

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Expérimentés dans les branches industrielles : chimie, pétrochimie, nucléaire, sidérurgie, alimentaire

Affectation : Mulhouse, Metz, Strasbourg, Paris

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Justifiant de bonnes introductions au niveau des DECIDEURS dans le milieu industriel.

Prendre pour : convenirait à un Ingénieur Electronicien ayant une excellente expérience dans la vente d'équipements et d'installations.

Affectation : Mulhouse. REF. C.1

Deuxième poste : Ingénieur Mulhouse chimie. Anglais souhaité. REF. C.2

Affectation : Paris.

INGÉNIEURS ET TECHNICIENS D'ÉTUDES

Expérience de plusieurs années en conduite centralisée de procédés dans le domaine des équipements et installations. Anglais souhaité.

Affectation : Paris - Mulhouse REF. E.1

Ad. C.V., lettre man. photo et rémun. en indiquant le réf. au Service Emploi CLEMESSY S.A. - B.P. 2499 - 68057 MULHOUSE Cedex.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER	14,00	16,40
AUTOMOBILES	30,00	34,00
AGENDA	30,00	34,00
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
C.A. + 1 milliard de francs
leader de sa profession
recherche pour ses agences de
AMIENS - LIMOGES - NANTES - PARIS - REIMS - RENNES - ROUEN - STRASBOURG

INGENIEURS DE VENTE

Ingénieurs ou Ecoles Supérieures de Commerce ayant une expérience ou une formation dans le domaine de la vente, pour une activité commerciale sur le terrain, dans une entreprise industrielle ou commerciale, avec possibilité d'intégration à l'équipe commerciale.

Adresser la candidature, C.V. et photo, à : **SODERHU - Département Recrutement**, 11, rue de la Boétie - 75008 PARIS.

La Société garantit que chaque dossier est traité confidentiellement et sera révisé.

Soderhu

GCA

Filière d'un groupe de B.T.P. d'importance nationale recherche pour son siège à **BORDEAUX**

JEUNE RESPONSABLE PERSONNEL

Directement rattaché à la Direction Générale, il a la responsabilité de l'ensemble de la Fonction Personnel, notamment : recrutement, gestion, formation, relations avec les partenaires sociaux.

Homme de contact, il a le souci permanent de participer à l'atteinte des objectifs économiques d'une société en plein développement.

Il a une formation : Droit, Psycho, HEC/ESSEC.

Le candidat peut justifier d'une expérience de 3 à 5 ans dans la fonction Personnel.

Il est de préférence originaire de la région bordelaise.

Merci d'adresser la candidature avec CV, photo et salaire à : **GCA - Direction Générale**, 4, avenue du Port du Roy - 33200 BLANQUEFORT.

SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE
FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
recherche
DIRECTEUR RÉGIONAL
pour la région OUEST
avec résidence à NANTES

Envoyer curriculum vitae et photo à : **M. BONNEMAISON**, 108, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

CENTRE DE RECHERCHES CLIN-MIDY
recrute pour MONTPELLIER

DOCTEUR VÉTÉINAIRE

diplômé des Ecoles vétérinaires ou expérience en toxicologie.

Envoyer C.V. et photo à : **CUY MAZUE, Service toxicologie**, C.R. CLIN-MIDY, rue du Professeur J.-Blayac, 34000 MONTPELLIER CEDEX.

juriste confirmé

DROIT + I.E.P.
NICE

Société d'importance nationale, secteur immobilier, recherche pour la région de NICE, un juriste confirmé, diplômé d'études supérieures (Droit + I.E.P.). Il sera rattaché à la Direction Juridique au sein d'une opération importante. Dans le rôle de Conseiller, il aura en charge les régularisations foncières, les litiges de marchés, le contentieux, l'application des règlements de copropriété ainsi que les aspects juridiques de la vente de biens immobiliers au sein d'un groupe important. Une expérience professionnelle de plusieurs années est indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à la référence à : **OF organisation et publicité**, 2 rue Marengo 75001 PARIS/QUI TRAVAILLE.

ORGANISME
situé dans le SUD-EST
recrute

DOCTEUR D'ETAT

(Docteur Ingénieur et titulaire cycle s'abstenir)

- Ayant des connaissances en biologie et capable d'animer recherche dans le domaine de la physiologie végétale.
- Rapidement disponible.

Adresser C.V., photo et prét. à : **CONTESSÉ Publicité**, 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

MONTEUR D'AFFAIRES
SUD-EST - 13000 F

TOURISME
CENTRE

Une société ayant pour objet la mise en valeur des régions du Centre de la France recherche un **MONTEUR D'AFFAIRES** pour sa division aménagement et développement. En liaison avec le directeur de cette division, il sera chargé de promouvoir, monter et conduire des opérations d'équipement concernant le tourisme, les loisirs, l'hôtellerie, les logements... (définition du programme, étude de faisabilité, montage juridique et financier, liaisons avec les architectes, gestion des plans, relations avec les collectivités et administrations...). Il procédera à des études générales d'aménagement régional (contrats de pays...). Il devra en tant que conseil auprès de syndicats mixtes ou intercommunaux, assurer des missions de tourisme. Le candidat retenu, âgé d'au moins trente-cinq ans, de formation supérieure et possédant des connaissances pratiques en matière de droit, fiscalité, administratif, code des marchés publics..., possèdera une expérience professionnelle de plusieurs années liée à l'aménagement du territoire (espace rural de préférence) ou la conduite d'opérations en relation avec les collectivités locales et organismes consulaires (chambres de commerce...). Ecrire sous référence 559 M à :

G.E.H. Conseil
3, avenue de Ségur, 75007 Paris.
Toutes les candidatures seront traitées.

FRAIKIN S.A.
Laboratoire de location de matériel de recherche

UN DIRECTEUR REGIONAL

pour diriger, animer, développer l'ensemble des activités d'exploitation dans la région de CHAMPAGNE, LORRAINE et ALSACE. La rémunération est en rapport avec les responsabilités.

Adresser C.V., manuscrit, photo et prétentions à : **FRAIKIN S.A.**, 191, Av. Charles de Gaulle 92200 Neuilly.

CIT
Alcatel

LA COMPAGNIE INDUSTRIELLE DES TELECOMMUNICATIONS
recrute pour son CENTRE TECHNIQUE DE LANNION (Région Bretagne) :

INGENIEUR LOGICIEL

Coordination de la matière d'outils de développement et de la gestion de logiciels : programmation, maintenance, mise à jour, outils, suivi de l'évolution des techniques.

Formation supérieure de préférence : Supérieur ou Universitaire. Connaissance : conception et réalisation de logiciels. Connaissance dans le domaine des télécommunications. Bonne maîtrise de l'anglais, 4 à 5 ans d'expérience en logiciel de base ou d'application.

INGENIEUR SYSTEMES TELECOM.

Ecole ou équivalent - Supérieur et/ou 4 à 5 ans d'expérience. Connaissance : conception et réalisation de matériel de télécommunication intégrant des services techniques et liaisons étroites avec les fabricants de circuits intégrés pour les télécommunications.

Envoyer CV à CIT ALCATEL - Service du Recrutement - Perrot Guirec - 22304 LANNION.

SOCIÉTÉ DE TRAITEMENT INFORMATIQUE
spécialisée dans le conseil et le traitement de l'information pour les P.M.E.

recherche pour la LORRAINE

INGÉNIEUR INFORMATICIEN DE HAUT NIVEAU

Pour succéder le Directeur Général dans :

- les études des besoins en informatique,
- le conseil et la vente de services informatiques,
- la direction du personnel et la gestion de l'entreprise.

Ce poste d'avenir conviendrait à un ingénieur ayant une pratique d'au moins 5 ans dans l'informatique de gestion et d'installations complexes commerciales.

Ecrire avec curriculum vitae détaillé, photo et prétentions, sous le n° 75.622, à CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE ENTREPRISE DE MÉCANIQUE GÉNÉRALE
pour son département

- RECONSTRUCTION DE MOTEURS
- VENTE DE PIÈCES

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Directement rattaché à la direction générale et en liaison avec les responsables des différents ateliers implantés en BRETAGNE.

IL SERA CHARGÉ :

- 1) Sur le plan commercial d'animer et de gérer :
 - L'activité reconstruction de moteurs ;
 - La vente de matériel ;
 - La vente de pièces de rechange.
- 2) De traiter au plus haut niveau avec les fournisseurs.

Expérience indispensable.

LIEU DE RÉSIDENCE : BREST.

Adresser curriculum vitae et photo sous référence 3.731 à **P. LICHOU S.A.**, 220, 75068 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Importante Société d'Études Techniques et Travaux Spécialisés R.T.P.
recherche pour ses multiples agences

RECHERCHE pour sa direction générale située dans le SUD-EST

CADRE DE DIRECTION ADMINISTRATIVE

en liaison directe avec la Direction Générale.

- Il collaborera à la direction de l'ensemble de la fonction administrative de l'entreprise.
- Age souhaité : 30 ans minimum.
- Poste conviendrait à :
 - à un diplômé de grande école de commerce, ouvert aux techniques de pointes et spécialisé en gestion ;
 - ou à un ingénieur R.T.P. ayant acquis une formation juridique, financière et comptable.

Adresser C.V. et photo sous référence 7.237 à **Le Monde Pub.**, 5, rue des Italiens, 75001 PARIS qui transmettra.

Banque Populaire de Lorraine
recherche

RESPONSABLE SECURITE INFORMATIQUE

- Système d'exploitation IBM - MVS
- CICS/DL 1
- Langages Assembleur/Cobol/APL

Expérience : Analyse - Programmation - Système

Exploitation des programmes IBM

Envoyer lettre et C.V. à : **CONTESSÉ Publicité**, 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE

Chef de Centre

grande ville universitaire.
Chiffre : 40 Millions T.T.C.

Ecrire à C. Tranter - Entreprise Jean Lefebvre 11, Bd Marmoz - BP 130 92202 NEUILLY SUR SEINE CEDEX

Discretion garantie.

Il sera répondu à toutes les candidatures.

SOCIÉTÉ DE FORAGES HYDRAULIQUES ET MINIERS
(constructions de puits)
Filière étrangère

JEUNES INGENIEURS

Spécialisés en mécanique et hydraulique (E.C.P., Mines, A.M., Grenoble). Formation complémentaire en administration des entreprises appréciée.

Expérience 3 ans environ dans fabrication ou forage souterrain.

Adresser curriculum vitae et photo à : **ROGER BLEY**, 101, rue Raoult, 75001 PARIS.

TRÈS IMPORTANTE ENTREPRISE SECOND ŒUVRE BATIMENT
pour diriger des établissements en province

DES HOMMES DE CARACTÈRE

- Formation ingénieur ou équivalent ;
- Trente-cinq ans environ ;
- Expérimentés ;
- Capables de mener les hommes et d'assurer la gestion.

Adresser d'urgence à : **CONTESSÉ Publicité**, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

TÉLÉSYSTEMES
SOCIÉTÉ DE SERVICES EN INFORMATIQUE
recherche pour son AGENCE DE NANCY

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Formation supérieure

Pour conseils et assistance technique aux clients

Convient à personne ayant quelques années d'expérience ou à débutant motivé

Formation assurée sous le nom de **FORTRAN** - **ETIMUL** et **QUESTIM** FINANCIÈRE appréciées.

Ecrire à : **3.960** ou téléphoner (8) 335-42-63 à **CONSEIL EN RECRUTEMENT**, 10, avenue de Strasbourg, 54000 NANCY.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche

- AGENTS DE MÉTHODES CONFIRMÉS
- CHRONO-ANALYSEURS CONFIRMÉS
- PRÉPARATEURS CONFIRMÉS

Formation : E.N.I. ou D.U.T. électromécanique ou équivalent

- Hommes de contact et dynamiques.
- Bonne pratique M.T.M. et/ou du chronométrage.
- Expérience de plusieurs années dans l'industrie de moyennes ou grandes séries.

Pour prendre en charge :

- Amélioration des postes de travail.
- Réduction des coûts de production.
- Élaboration des standards de temps.
- Établissement de gammes opératoires.

Allemand souhaitable

Lieu de travail : Saint-Avold (Moselle)

Adresser curriculum vitae et photo et prétentions à : **PERCEVAL** (référence M 29), 16, rue d'Alsace, 75009 Paris, qui transmettra.

مكتبة الأصيل

	La ligne	La ligne T.C.		La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	14,00	67,03	ANNONCES ENCADRÉES	33,00	11,71
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46	OFFRES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	14,00	16,46	DEMANDES D'EMPLOI	26,00	28,40
AUTOMOBILES	14,00	16,46	IMMOBILIER	26,00	28,40
AGENDA	14,00	16,46	AUTOMOBILES	26,00	28,40
PROP. COMM. CAPITAUX	14,00	16,46	AGENDA	26,00	28,40

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SYSTEMES DE COMMUNICATION

Notre société, spécialisée dans les plus importants domaines de développement, dans le domaine des énergies nouvelles. Nous démarrons aujourd'hui un très important projet de développement technologique, nous recherchons des techniciens de pointe, et souhaitons intégrer :

INGENIEUR LOGICIEL TEMPS REEL

maîtrisant un langage de programmation et un langage de description matérielle, capable de concevoir et de réaliser des programmes de temps réel.

INGENIEUR HARDWARE

connaissant le matériel en téléphonie ou en informatique, capable de concevoir et de réaliser des circuits électroniques.

Justifiant chacun d'une expérience de 3/5 ans, qui les a familiarisés avec les microprocesseurs, les systèmes de temps réel, les systèmes de gestion de données, les systèmes de gestion de fichiers, les systèmes de gestion de bases de données, les systèmes de gestion de réseaux, les systèmes de gestion de communications, les systèmes de gestion de sécurité, les systèmes de gestion de qualité, les systèmes de gestion de maintenance, les systèmes de gestion de production, les systèmes de gestion de distribution, les systèmes de gestion de service, les systèmes de gestion de support, les systèmes de gestion de formation, les systèmes de gestion de documentation, les systèmes de gestion de communication, les systèmes de gestion de gestion.

Envoyez votre CV sous réf. M 10415 A à : **egor**, rue de Berri 75008 Paris - 359.13.82

GFC

Groupement Français de Conseils 350, rue de Valenciennes 75015 Paris

directeur industriel

300/400.000 F/an

Grande Entreprise Industrielle Française (3.000 personnes), filiale d'un des plus importants groupes financiers d'Europe, nous recherchons pour notre filiale de Direction Générale (Paris), un Directeur Industriel de haute volée.

La formation requise (X, Mines, A.M., ECP, ou équivalent), est d'environ 40 ans (± 5 ans), avec une expérience des problèmes industriels et logistiques.

Il sera chargé de la gestion, il sera responsable d'abord, principalement la coordination des activités de production sur le plan de l'exploitation, de la logistique, et des relations avec les autres et les différentes structures opérationnelles de l'entreprise.

Envoyez votre CV sous réf. M 861 ACT aux consultants de GFC chargés de cette recherche.

RHONE-ALPES

CHEF DU SERVICE INFORMATIQUE

France d'un important groupe européen, nous concevons, fabriquons et commercialisons des produits informatiques de haute technologie.

Directement rattaché au Directeur Général et financier, le titulaire de ce poste a une mission :

D'une part, il assure la pleine responsabilité de la bonne marche du service informatique (10 pers. IBM 370/155) et il supervise l'exploitation.

D'autre part, il prend en charge le développement de nouvelles applications, à partir d'analyses des besoins des utilisateurs (production, fonctionnels...).

Nous recherchons un professionnel d'environ 35 ans, titulaire d'une M.A.I. ou équivalent et justifiant d'une expérience d'environ 5 ans acquise obligatoirement en milieu industriel.

Pour renseignements complémentaires, écrire sous référence M 10415 A à : **egor**, 8 rue de Berri 75008 Paris - 359.13.82

Un important groupe de Travaux Publics (C.A. 2 Milliards de Francs) recherche

ingénieur matériel

référence 031 - Formation M.A.I. ET METIERS ou équivalent ayant 3 à 4 ans d'expérience dans la matière de T.P. et d'assurer la responsabilité d'un très important parc matériel (matériel de travaux de forage et de forages).

ingénieur génie civil

référence 032 - Formation M.A.I. ou équivalent ayant 3 à 4 ans d'expérience dans les Travaux Publics pour assurer la responsabilité des études, de l'organisation, du suivi et de la gestion d'importants chantiers.

Ces postes basés à Paris impliquent déplacements.

Ces fonctions sont susceptibles d'évoluer au sein d'un groupe important.

Nous vous invitons à envoyer un dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. photo et rémunération souhaitée) sous réf. M 10415 A à : **egor**, 8 rue de Berri 75008 Paris - 359.13.82

CIRCUITS IMPRIMES

responsable des bureaux d'études

Notre développement nous amène à rechercher celui qui pourra diriger les Bureaux d'Etudes des CIRCUITS IMPRIMES des différents établissements de la Société.

Il devra notamment homogénéiser les méthodes de travail et mettre au point de nouveaux systèmes de C.A.O.

Les responsabilités à prendre sur le plan technique et sur le plan de l'organisation (une dizaine de personnes) exigent pour le poste un ingénieur confirmé.

Lieu de travail : Paris Ouest.

Envoyer lettre et C.V. sous référence 27062 à : **egor**, 12 rue des Pyramides 75001 PARIS qui transmettra.

Diplômé de grandes écoles (scientifique ou informatique)

Une expérience de 1 à 3 ans dans une entreprise, ou dans un cabinet de conseil, vous a permis d'acquérir une première expérience en organisation ou informatique.

Un **CABINET INTERNATIONAL DE CONSEIL** de réputation mondiale vous propose plusieurs postes d'

Ingénieurs conseil en organisation

qui vous permettront de bénéficier :

- d'une initiation progressive (et personnalisée) à nos techniques et méthodes en travaillant dans un premier temps, en étroite collaboration avec un de nos managers au sein d'un milieu jeune et stimulant;
- d'une formation permanente sérieuse, en France et en USA;
- d'une évolution rapide des responsabilités et de la rémunération (nous recrutons que des candidats à fort potentiel).

Ces fonctions impliquent la capacité d'intervenir auprès d'interlocuteurs de haut niveau, le goût du contact et le goût du travail en équipe.

Nous vous invitons à prendre contact avec nous en écrivant, sous réf. M 10415 A à : **egor**, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

- Discretion assurée -

SOCIÉTÉ DES CEMENTS FRANÇAIS PARIS LA DÉFENSE

NOTRE DÉPARTEMENT FINANCE recherche pour son SERVICE TRÉSORERIE-CAISSE

UNE COLLABORATRICE

ayant quelques années d'expérience dans un service financier.

Cette collaboratrice assurera :

- la prise en charge du suivi des dossiers des crédits,
- la tenue à jour des tableaux de bord,
- le secrétariat du service ainsi que l'administration des documents de saisie relatifs aux différentes opérations bancaires de la journée.

Elle devra d'autre part être au courant de la gestion de la trésorerie de la Société pour pouvoir à tout moment pallier l'absence imprévue d'une autre collaboratrice du service.

Nous vous invitons à adresser votre candidature, curriculum-vitae, photo et prétentions à : **SOCIÉTÉ DES CEMENTS FRANÇAIS**, Direction des Affaires Sociales, Tour Générale - Cédex 22 92088 PARIS-LA DÉFENSE

Important Groupe International chimique et pharmaceutique pour son usine (800 personnes).

BANLIEUE EST PROCHE PARIS

recherche

CHEF DE PERSONNEL

Le titulaire de ce poste sera en charge de la Direction du Personnel du siège social, sa mission consistera à :

- assister les responsables opérationnels,
- superviser l'administration du personnel (paie, prévoyance...),
- étudier, mettre en œuvre, suivre les embauches, promotions, mutations,
- préparer les réunions avec les partenaires sociaux.

Ce poste s'exerce dans un cadre de formation supérieure et une expérience affirmée de la fonction est requise.

Il devra être au courant de la législation sociale et posséder des qualités d'organisation et de contact.

Envoyer lettre manuscrite, CV, et prétentions sous référence 9687 à :

QIP organisation et publicité 2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

TITN Société d'engineering informatique Filiale du Groupe THOMSON CSF INFORMATIQUE

Expansion rapide dans les domaines de la téléinformatique, de la gestion interactive temps réel, des microprocesseurs, nous recherchons de nos équipes techniques à rechercher :

Ingénieurs Chef de Projet

GRANDE ECOLE, pour la conception et la réalisation de systèmes (téléinformatique, de gestion) (réf. 1 M)

Ingénieurs Système

GRANDE ECOLE pour logiciel de base sur mini et micro-ordinateurs. (réf. 2 M)

Ingénieurs d'Application

GRANDE ECOLE, MIA, DEA, débutants, pour logiciel système de gestion sur mini-ordinateur. (réf. 3 M)

Analystes Programmeurs

IUT informatique, débutants. (réf. 4 M)

Support Produits Logiciel

postes pour jeunes ingénieurs possédant une première expérience en systèmes de gestion temps réel et de données. (réf. 5 M)

Envoyez C.V., photo et prétentions en précisant les références à : **T.I.T.N.** - 1 à 5 rue Eiffel - 91420 MORANGIS.

REVUE MÉDICALE

audience recherche

RÉDACTEUR MÉDECIN

culture médicale, orientation interne - poste plein temps ou mi-temps vrai, A.J.H. souhaité pour service relations médicales.

Ecrire avec détail, titres, photo sous le n° **REVUE MÉDICALE** CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

Discretion assurée, dossier retourné.

Ingénieurs d'Etudes Grandes Ecoles

Cimsa

de THOMSON-CSF INFORMATIQUE, CIMEA - Compagnie d'Informatique Militaire, Spéciale et Aéronautique - est spécialisée dans l'informatique exploitée en environnement « sévère ».

Dans le cadre de notre département ETUDES, nous recherchons des **INGENIEURS** débutants ou confirmés pour :

- développer : des procédures de diagnostic de pannes de SYSTÈMES INFORMATIQUES, des programmes et systèmes à grande échelle de fonctionnement.
- participer : à des travaux sur la fiabilité du logiciel.

Ces activités permettront d'acquérir une expérience sur la structure, le fonctionnement du matériel et du logiciel. (MITRA, microprocesseurs 8080 et 68 000).

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) en indiquant la référence IEP/M Edwige DACQUAY - Emploi Formation - CIMS - 10/12, de l'Europe B.P. 44 - 78140 VELIZY.

THOMSON-CSF INFORMATIQUE

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,00
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	18,46
IMMOBILIER	11,00	45,86
AUTOMOBILES	11,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
ENCADRE	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Banque Populaire

LE GROUPE DES BANQUES POPULAIRES offre à des

Jeunes diplômés(ées) HEC-ESSEC-IEP

équivalent
déjà des obligations militaires
la possibilité de débuter leur carrière dans une

inspection

Après une première période de formation, les candidats sont amenés à porter un diagnostic sur divers aspects de la gestion d'un établissement du Groupe : sécurité, rentabilité, développement, perspectives.

Au cours de la première année de carrière, les effectifs sont en province avec déplacements d'environ trois/quatre mois chacun (deux fois par an) alternant avec des périodes plus longues à Paris.

Les fonctions, qui nécessitent une forte personnalité caractérisée par de bonnes facultés de synthèse, de sens de la rigueur, l'aptitude à la négociation et à l'expression, peuvent conduire à l'acquisition d'importantes responsabilités au sein du Groupe.

Les candidatures manuscrites, accompagnées du curriculum vitae, d'une photo et d'un numéro de téléphone, sont à adresser sous référence M1 à M. CASTETS

SYNDICAT DES BANQUES POPULAIRES
131, avenue du Wagram 75847 PARIS CEDEX 17

JEUNES DIPLÔMÉ(E)S

Formation d'au moins 4 années d'études Supérieures scientifiques, commerciales ou de gestion.

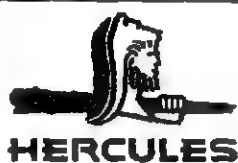
LA DIVISION DES SYSTÈMES DE GRANDE DIFFUSION COMPAGNIE IBM FRANCE

Vous proposez d'exercer la fonction d'INGÉNIEUR COMMERCIAL à Paris ou en Province. Vous aurez à développer et gérer un territoire en apportant des PME/PMI conseils et assistance à partir des moyens techniques et des services d'IBM.

Le terme d'une formation de 10 mois environ, votre rôle consistera à établir des contacts, à traiter avec des Chefs d'Entreprise, à proposer et mettre en œuvre des solutions informatiques efficaces.

CANDIDATURES et DEMANDES D'INFORMATION à adresser à :

IBM France
Service 8/326 - Réf. J.B.M.
Tour Générale
Cedex 22
92088 PARIS-LA DÉFENSE



SECRETAIRE STENODACTYLO

Parfaitement bilingue Français-Anglais
Elle aura :
3 à 5 ans d'expérience de préférence dans une multinationale
Elle assurera :
(sous la responsabilité d'un secrétaire de direction) la secrétariat de l'ensemble de la direction générale et direction financière.

COMPTABLE 2ème DEGRE

Niveau BTS
Il aura :
Une très bonne pratique de l'anglais
Au minimum 2 ans d'expérience de comptabilité générale.
Il assurera :
La comptabilité complète des entreprises et clients interassociés du groupe.
Il participera :
Au montage du bilan et des comptes d'exploitation.

Envoyer C.V., photo et références à :
Service du Personnel
HERCULES FRANCE
Tour J.B.M. 1er 2507 Rue Malmaison Cedex

Gérer une gamme de produits dans un laboratoire performant !

HEC, ESSEC, Sup de Co, MBA...

Votre expérience de 5 ans en tant que CHEF DE PRODUIT allié à votre formation dans une Ecole de Commerce font de vous un homme de marketing confirmé.

Vous êtes décidé à aller plus loin et à contrôler qu'on vous en donne les moyens.

La filiale française d'un des plus importants groupes pharmaceutiques mondiaux est prête à vous confier la gestion intégrale d'une gamme de produits (Marketing et la stratégie, des objectifs de vente, lancement d'une nouvelle gamme de produits).

Votre rémunération sera à la hauteur de vos responsabilités et de votre expérience et votre évolution de carrière garantie par le développement continu de la société.

Si vous maîtrisez l'anglais et êtes intéressé par notre challenge, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 2474 à MERCK SHARP & DOHME-CHIBRET, J-Y BLAISE, Service du Personnel, 3, rue Hoche - 75008 PARIS.

MERCK SHARP & DOHME-CHIBRET

STE COMPRESSEURS SURPRESSEURS
recherche

INGENIEUR technico-commercial

Responsable Bureau de Vente Régional
3 Secteurs à Pourvoir :
● Sud-Ouest (Toulouse)
● Bretagne (Nantes)
● Nord-Normandie (Roubaix)

Postes à pourvoir impérativement :
● Expérience dans la vente de ces produits
● Maîtrise des contacts clientèle industrielle
● Etablissement des devis

Il devra développer chiffre d'affaires existant par suivi systématique des clients et rechercher de nouveaux débouchés. Compétence et dynamisme indispensables.

INGENIEUR technico-commercial

Poste à pourvoir dans équipe technique
● Expérience dans la vente de ces produits
● Maîtrise des contacts clientèle industrielle
● Etablissement des devis

Compétence et dynamisme indispensables.

Ecrire avec C.V. détaillé et en précisant bien le secteur recherché sous réf. 1512/0 à M. J. 40, rue de la République - 75015 PARIS (qui transmettra)

DRESSER

DIVISION : EQUIPEMENTS MINIERES SOUS-SOL ET SURFACE.
(Appareils de Coupe - Perforation - Trieurs - Nettoyeurs - Forets)

un DIRECTEUR des OPERATIONS

(FORMATION MINES)

Responsable des Ventes et Opérations
France - Europe - Afrique du Nord - Moyen-Orient

recherchons un Professionnel pouvant bénéficier d'une expérience de 15 ans au sein des Industries Minières.

Anglais indispensable - Allemand souhaité.

Veuillez nous adresser votre C.V. et vos prétentions sous pli recommandé à :
DRESSER EUROPE S.A. - Service du Personnel
5, rue d'Antony - 92110 CLAMART CEDEX

DIRECTEUR COMMERCIAL

PARIS
200.000 +

Filiale d'un important Groupe français, cette société industrielle connaît un fort développement (C.A. 1980 : 100 MF, dont 1/3 à l'exportation). Elle confie la Direction Commerciale à un HEC ou SUP de CO. de plus de 35 ans, actuellement responsable de la distribution France et export d'une société de biens d'équipement. L'allemand est nécessaire, l'anglais est souhaitable.

Adressez votre dossier sous N° 22 à LM.

GABRIEL MARCU
154, rue Malesherbes, 75017 Paris.

FILIALE FRANÇAISE D'UNE ENTREPRISE DE RENOMMÉE MONDIALE

DÉPARTEMENT D'ÉTUDES INFORMATIQUES
(100 Personnes)

2 CHEFS DE PROJET

qui auront chacun à mener d'importants projets dans des environnements techniques variés :

1) - DB/DC, réseau TP - DEC (RSX11M, CTS500...)

2) - DB/DC, réseau TP - DEC (RSX11M, CTS500...)

Une formation supérieure option informatique, la possibilité de posséder une expérience de projets ayant impliqué une réelle pratique informatique.

Ecrire C.V. et photo retournées sous référence 50 à :
Madame A. COLBERT
78, Avenue Albert Bartholomé - 75015 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
livrant des osiers au monde entier et appartenant à l'un des plus grands groupes industriels français
situé pour son Département Commercial à PARIS LA DÉFENSE

un(e) traducteur(trice) français-allemand et vice-versa

pour une durée de 12 à 18 mois éventuellement renouvelable.

Il s'agit d'un poste de responsabilité, nécessitant une expérience de premier ordre dans une entreprise industrielle.

Le poste peut impliquer des déplacements de longue durée. La rémunération est très attractive.

Merci d'adresser votre CV, photo et prétentions sous référence 75.510 à COMPTON FRANCE, 20, rue Opéra 75001 Paris Cedex 01 qui transmettra, s'il y a lieu, à l'entreprise intéressée.

CMC SYSTEMES
D'INFORMATIQUE
REPARTIE

La croissance régulière de notre Société nécessite le développement de nos activités de Communication interne et externe au sein de la Direction du Marketing.

Pour renforcer nos équipes, nous recherchons

ASSISTANT MARKETING ET COMMUNICATIONS

(débutant ou confirmé)

Ce jeune cadre aura la responsabilité de :

« La recherche de l'information, la rédaction et sa diffusion,
« La réalisation d'enquêtes marketing (marché, produits concurrents, etc...),
« La gestion de fichiers (clients, fournisseurs, etc...).

Il participera en outre, activement à la mise en œuvre des outils de publicité et promotion des ventes de la Société.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :
CMC FRANCE - Service Marketing
12, rue d'Angivier 78000 VERSAILLES

IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche pour l'un de ses centres, équipé d'un ordinateur CII HB66,

Un ingénieur système

débutant ou ayant un an d'expérience dans la fonction. Formation universitaire. Lieu de travail : Proche banlieue sud.

Adressez CV, photo et prétentions sous référence 7505 M à :
CMC, 14, rue La Boétie 75001 PARIS, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOI
DEMANDES D'EMPLOI
IMMOBILIER
AUTOMOBILES
AGENDA
PROP. COMM. CAPITAUX

La ligne
57,00
38,00
38,00
38,00
105,00

La ligne T.C.
16,46
16,46
16,46
16,46
123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES

OFFRES D'EMPLOI
DEMANDES D'EMPLOI
IMMOBILIER
AUTOMOBILES
AGENDA

Le m/m. col.

33,00
8,00
25,00
25,00
25,00

T.C.

38,80
9,40
28,40
28,40
28,40

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

sema conseil
recherche

**un expert de niveau directeur général
et
un expert administratif et financier
de haut niveau**

Leur première mission sera de situer l'Afrique noire auprès d'importantes entreprises et établissements publics.

Age minimum souhaité : 35 ans.

Les candidats devront justifier d'une expérience similaire réussie dans un poste de développement. Sans être indispensables, des compétences agronomiques complémentaires seront appréciées.

Adresser C.V. et photo en précisant la réf. 10274/M à A. Coffin - Sélection - 10274/M - MONTROUGE - 93100 - 15-16, rue Barthes.

sema selection

Paris - Lille - Lyon
Marseille - Toulouse

PARIS
Organisation professionnelle
de syndicates patronaux
recherche

COLLABORATEUR (RICE)

à temps partiel (2 h/semaine).
Travail essentiel : exécution
des tâches administratives et de l'entretien
du service.

Ser. n° 1022781 M. R. - Press. 95 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.
Administration implantée
à VERSAILLES

Personnel de bureau
avec bac ou équivalent

Téléphone : 383-03-88.
P.M.E. PARIS-EST

**INGÉNIEURS
ÉLECTRONICIENS**

Responsable de projet.
Connaissances approfondies en
logique et microprocesseur
Intel et/ou Motorola.
Adresser C.V. et photographie
n° 65-293 sur enveloppe à
39, rue de l'Arcade,
75008 PARIS,
qui transmettra.

ANNONCES CLASSEES
TÉLÉPHONÉES
296-15-01

SESA

Une des premières sociétés françaises
d'ingénierie informatique recherche

**spécialistes systèmes
gestion**

Diplômés de l'enseignement supérieur, ayant une expérience de mise en place soit en tant qu'utilisateur, soit en tant que concepteur de systèmes informatiques de gestion de la production ou de systèmes comptables.

Ils participeront à l'analyse de la faisabilité et à la conception et à l'installation de systèmes de gestion.

Envoyer C.V. sous référence 20.10 LM à
SESA, Direction du Personnel
30, quai de Dion Bouton, 92800 PUTEAUX

Une importante entreprise aérospatiale
située en région parisienne recrute un

**INGÉNIEUR
ou
CADRE TECHNIQUE**

Formation ARTS et MÉTIERS ou équivalent (ou Cadre Technique) pouvant justifier d'une bonne connaissance des problèmes de fabrication de type aéronautique en petites séries ainsi que d'une expérience en encadrement hiérarchique et technique.

Ce poste de **CHEF D'ATELIER D'USINAGE SÉRIE** implique :
- d'usinage par les moyens conventionnels et commande numérique ;
- chaudronnerie/soudure ;
- traitement des surfaces ;
- métallisation ;
- entretien de machines-outils.

Les candidatures sont à adresser sous référence 272/49181 à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75001 Paris, qui transmettra.

afnor
Association Française de Normalisation

**CADRE
DE FORMATION
SCIENTIFIQUE**

(école d'ingénieurs à l'université à dominante Mathématique),
ayant acquis au moins une première expérience des langages de programmation.

Mission :
- participer à la coordination de travaux de recherche dans le domaine de
L'INFORMATIQUE

Il faut savoir rédiger, être à l'aise dans les langues à haut niveau, aimer le travail d'équipe, cultiver l'esprit de synthèse et de l'organisation.

La pratique de l'Anglais est indispensable.

Adresser C.V. et photo s/réf. à la Direction du Personnel - Tour Europe
Cedex 7 - 91120 PALAISEAU La Défense.

**JEUNES DIPLOMÉS
DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR COMMERCIAL
PHILIPS**

MATERIEL GRAND PUBLIC

proposant de nouveaux postes de vente et des équipes de vente à
PARIS et en PROVINCE
(Grandes Métropoles Régionales)

Une expérience pratique de représentant responsable de secteur confirmerait votre personnalité, valant vos connaissances et vous préparant à une carrière aux dimensions de notre entreprise.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à Madame HENRI
50, Avenue Montaigne - 75008 PARIS

Tout candidat sera convoqué à un entretien individuel pour lui permettre d'être largement informé des diverses possibilités de carrière.

DRESSER

Division : EQUIPEMENTS MINIERES SOUS-SOL ET SURFACE.
recherche :

**2 directeurs régionaux
de ventes**

(Formation INGENIEURS DES MINES)
pour Europe - Afrique du Nord - Moyen-Orient.

Professionnels pouvant se prévaloir d'une expérience de 10 ans
(Ventes - Marketing - Opérations) au service de l'Industrie Minière.

Rémunération attractive - Voiture.

Anglais indispensable - Allemand souhaité.

Veuillez nous adresser C.V. et vos prétentions sous pli confidentiel
à : DRESSER EUROPE S.A. - Service du Personnel 5, rue d'Antony
91120 PALAISEAU CEDEX.

**DIPLOMÉS de L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR
un emploi, une carrière**

La Direction Générale des Impôts offre aux jeunes diplômés une carrière aux possibilités multiples, en prise directe sur les problèmes économiques et humains.

La Direction Générale des Impôts recrute par voie de concours, avec

**LICENCE, DEUG, DUT, BTS
600 inspecteurs des impôts**

environ.

Admission du 23 au 31 janvier 1981. Clôture des inscriptions le 7 novembre 1980.

Formations et affectations possibles en Ile de France.

Préparations et inscriptions,
Paris et les départements de la région Ile de France :
Centre d'Etudes de Paris,
18 rue de la Harpe - 75005 Paris
tel. 47.81.11 ou 47.81.00 en permanence.

Pour les autres départements :
Direction Générale des Impôts

dgi
LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

**DEBUTANTS
intéressés par les études de
transports et de circulation**

Importante administration pour

INGÉNIEUR CADRE
Diplômé d'un cycle d'ingénieurs avec une option
statistiques, la personne recherchée sera
chargée d'études de circulation, de simulation et de régulation.

INGÉNIEUR CADRE
Diplômé d'un cycle d'ingénieurs avec une option
statistiques, la personne recherchée sera
chargée d'études de circulation, de simulation et de régulation.

**CHARGÉ D'ÉTUDES -
ASSISTANT TECHNIQUE**
Ayant une expérience supérieure de 3 à 5 ans en
Economie avec une option Économie des
Transports, la personne recherchée sera
chargée d'études dans le domaine des Transports et de la circulation sous la supervision d'un ingénieur.

Ces postes impliquent de nombreux déplacements sociaux et des possibilités d'évolution.

Envoyer C.V. et photo en précisant la référence du poste choisi à AXIAL Publicité, 27, rue Talbot 75009 Paris, qui transmettra.

**Jeune Comptable
DECS ou équivalent**

L'UFB-LOCABAIL, filiale du groupe de la Compagnie Bancaire est une banque spécialisée dans le financement des investissements des petites et moyennes entreprises.

L'UFB-LOCABAIL propose à un jeune diplômé de l'École Supérieure de formation comptable, financière et fiscale.

Après un stage de 3 mois, vous serez affecté à la direction financière et comptable, il y aura de plus larges responsabilités.

Notre offre est un véritable défi, une rémunération et une carrière motivantes.

**UFB
LOCABAIL**

Ecrire sous pli confidentiel à Philippe FOUQUES
Compagnie Bancaire
Service Orientation - Recrutement
avenue Kléber - 75116 PARIS

**jeune senior consultant
(X, Centrale, Arts et Métiers...)**

Nous sommes une Société de Conseil en production, FILIALE FRANÇAISE :

- d'un groupe international leader dans ce domaine.
- d'un des principaux groupes français d'ingénierie informatique.

Nous intervenons auprès d'importants groupes industriels répartis dans la France. Nos interventions ont pour but d'améliorer leur productivité s'appuyant sur les techniques modernes et les produits originaux développés par MAYNARD.

Nous recherchons un homme ambitieux, capable :

- d'assimiler rapidement nos techniques ;
- d'assumer des responsabilités commerciales, de jouer un rôle actif dans le développement.

Anglais indispensable. Expérience de consultant obligatoire.

Envoyer C.V. à MAYNARD CONSEIL,
30, quai De Dion Bouton, 92800 PUTEAUX.

Maynard Conseil

**ORGANISME PUBLIC
offre à**

**PHARMACIEN ou
BIOCHIMISTE**

● Ayant connaissances confirmées en chimie organique et dans le domaine commercial

● Poste impliquant responsabilités études marchés, unité de production et commercialisation substances organiques pour laboratoire

● Pratique anglaise indispensable.

C.V. détaillé, photo et prêt à no 75599 CONTEXTE Publicité 20, Opéra 75040 PARIS 01, qui transmettra.

**ingénieur grande école
pour des projets de télématique
à Rennes**

Agé de 28 ans minimum, vous possédez une première expérience en télématique (soft, réseaux, terminaux...) acquise, par exemple, chez un constructeur en ECR.

Au sein de notre département - **PRODUITS ET SERVICES TÉLÉMATIQUES** - vous menez une partie des études nécessaires au développement de cette technologie : définition fonctionnelle, cohérence entre les terminaux et les réseaux... et participez au choix des solutions à développer.

Vous êtes un homme de prospective, vous vendez vos idées et animez le travail en équipe. Bien sûr, vous parlez anglais et êtes disponible pour voyager.

Notre consultant, A. LEROUX, vous remercie de lui écrire (réf. 3775 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON LILLE NANTES BRUXELLES LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

مكتبات العمل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

PHILIPS

Data Systems

Pour faire face à un plan de développement de compilateurs de langages temps réel, applications industrielles et scientifiques (FORTRAN 77, R.T.L./II, ADA, A.P.L. pour mini/midi ordinateurs ; le centre d'études de FONTENAY-AUX-ROSES recherche :

INGÉNIEURS CONFIRMÉS

(Réf. M.1)

Ayant 2 à 5 ans d'expérience réelle en développement de compilateurs.

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

(Réf. M.2)

Détenteurs de diplômes techniques ou universitaires en compilateurs.

Les travaux seront effectués en utilisant les méthodes habituelles de production de logiciels et en collaboration avec nos Centres d'Etudes en Europe.

Les candidats auront une formation Grande Ecole, option informatique ou un doctorat troisième cycle.

Une bonne maîtrise de l'anglais est requise.

Envoyer C.V. manuscrit avec photo et références au Service du Personnel C.T.I. 4 16, avenue du Général-Leclerc - 92260 Fontenay-aux-Roses.

Vous êtes demandeur d'emploi, ayant au moins trois ans d'expérience dans une fonction d'encadrement

ou Vous bénéficiez en tant que salarié d'un congé-formation de 1 200 heures.

L'Institut de Gestion Sociale vous propose huit mois de préparation professionnelle et d'entraînement aux fonctions :

DIRECTION DE PERSONNEL

ou

CONTRÔLE DE GESTION

deux cycles, conçus en liaison étroite avec des entreprises, alternent travaux d'étude et d'application. Certains enseignements communs.

Ils débuteront le 27 octobre 1980.

Les dossiers de candidature sont à retirer sur place :

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

Centre d'enseignement :

15, rue Trubert-Bellier, 75013 Paris.

A un jeune diplômé :

Nos 4 agences emploient 250 millions de francs quelque 15 établissements et 400 personnes. Notre vocation principale est la gestion de la distribution. Nous appartenons à l'un des plus grands groupes industriels français et nous-mêmes trois filiales. Par suite de promotion interne, notre Secrétaire Général recherche pour le seconder un jeune diplômé.

Chargé de missions de confiance

Ce sera pour celui-ci l'occasion de mettre sa pratique juridique et son bon sens, appliqués au droit du travail, à la gestion du personnel, à celle du patrimoine et des affaires Générales.

Il mettra en œuvre son esprit d'analyse et de synthèse et ses qualités rédactionnelles dans les comptes-rendus d'activité et d'assemblées. Par sa personnalité ouverte, empreinte de sérieux et de courtoisie, il saura rapidement faire apprécier par nos dirigeants opérationnels et administrateurs. Dans quelques années, un poste opérationnel de gestion de haut niveau pourrait lui être proposé à l'Ouest de la France.

Jean Bousser vous remercie de lui écrire sous référence 2123 M, rue de Berr - 75001 Paris (indiquer numéro de rémunération souhaitée).

Bernard Julhiet
Psycom

Membre du Syndicat

TRES IMPORTANT GROUPE
INDUSTRIEL AGRO-ALIMENTAIRE

recherche

FUTUR DIRECTEUR D'USINE

ou pour succéder localement un

INGENIEUR DIPLOME GRANDE ECOLE

ayant une expérience d'environ 8 ans dans un poste opérationnel.

Il sera chargé de tenir successivement :

- un poste de Responsable en R&D, puis de Directeur d'Usine ou de Directeur de Gestion.

La qualité de ses performances dans ces deux fonctions le désignera pour un poste de Directeur d'Usine.

Envoyer C.V. manuscrit à M. J. CONTESSÉ Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

LA RADIOTECHNIQUE

C.A. 3.500 MF - 8 usines - 13.000 personnes

Appareils et Composants Electroniques

recherche pour la

DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE

CADRE COMPTABLE

H.E.C. - E.S.S.E.C. - E.S.C.

PROFIL : Diplômé ou titulaire d'une expérience. Profil administratif apprécié (H.E.C.).

RECHERCHE : Après l'entretien avec le Groupe, le candidat exercera sa fonction au sein de l'un des services :

- de comptabilité des bilans et comptes des Sociétés ou unités industrielles ;

- d'établissement des déclarations aux administrations fiscales (Sociétés, Impôts) ;

- de conseil et d'assistance aux autres services dans l'application de la réglementation.

Les possibilités d'évolution dans le Groupe, notamment dans les services administratifs et financiers, sont nombreuses.

Adresser lettre manuscrite et curriculum vitae à LA RADIOTECHNIQUE à l'attention de M. J. CONTESSÉ, Chef du Personnel, BP 301, 92130 SURESNES CEDEX.

BANQUE PRIVÉE

FILIALE D'UNE GRANDE BANQUE ÉTRANGÈRE

RESPONSABLE DU SERVICE ÉTUDES ET PLANIFICATION

- Age : 25-30 ans.
- ETUDES : Doctorat de mathématiques ; scientifiques, formation d'ingénieur Central ou mines.
- EXPERIENCE PROFESSIONNELLE : 2 à 5 ans de recherches opérationnelles dans un service études et planification d'une banque, de l'IN.S.E.E. ou de la Direction de la prévision.

MISSION :

Elaboration et mise en œuvre de modèles d'aide à la décision dans la banque.

Pour ce faire, il devra rechercher les meilleurs indicateurs, les créer, exploiter leurs réalisations et les gérer.

Il devra en outre, établir un modèle de simulation à moyen et long terme, en particulier dans les domaines de la trésorerie et de prévisions d'accours des crédits à moyen et long terme.

Son assistance sera également sollicitée au niveau de la méthodologie, de l'élaboration de documents de politique générale.

Le candidat devra avoir un sens du concret, en exploitant lui-même la réalisation de ses modèles.

SALAIRE : 150.000 F à 200.000 F.

Adresser C.V. photo et références sous n° 9.393

PUBLIFOR, 20, rue Etienne, 75003 Paris, qui transmettra.

Société française Hoechst

Nous offrons une excellente opportunité de formation et de développement de carrière au sein de notre Département

COLORANTS TEXTILES

un cadre technico-commercial

Il vous possède :

- une solide formation d'ingénieur (chimie ou physique) et la possibilité d'opter (chimie ou impression) ;

- une expérience professionnelle technique commerciale de quelques années acquise dans le domaine de la teinturerie ou l'impression ou la teinturerie ;

- une expérience marquée pour les aspects commerciaux en milieu industriel ;

- une connaissance suffisante de la langue allemande.

Notre proposition :

- après une période d'essai à notre siège, nous vous donnerons la possibilité d'effectuer un séjour approfondi au sein des services techniques de notre usine à Fribourg où vous recevrez une formation complète sur nos produits ;

- vous vous intéressez à notre organisation française où vous participerez à la mise en œuvre de la politique de commercialisation des produits du département auprès de la clientèle textile.

Si une perspective d'évolution très ouverte vous intéresse, adressez nous votre candidature sous la n° 423 en indiquant la référence souhaitée au Département des Ressources Humaines

Tour Roussel Nobel

Codex 03

92080 PARIS LA DEFENSE

Hoechst



TRÈS PUISSANT GROUPE DE DISTRIBUTION

recherche

JEUNE DIRECTEUR DE MAGASIN

Nous voulons des hommes pour des produits nouveaux. Une formation de grande école (H.E.C., X, ...) ou business school, est souhaitable pour mener à bien l'animation d'une équipe, dans des situations commerciales en rapide évolution et maîtriser des problèmes de gestion assez pointus.

Le candidat idéal aura 28 ans environ, avec une première expérience dans la distribution ou les produits grand public.

Il se verra confier, dans un premier temps, la responsabilité complète d'une entreprise, avec la gestion du matériel d'exploitation.

Tempérament sportif et esprit d'équipe sont nécessaires. Rémunération très motivante.

Envoyer C.V. avec photo sous référence M, Régie-Presses, 85 bis, rue de la Harpe - 75002 Paris.

UNE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
LEADER SUR LE MARCHÉ DES ÉQUIPEMENTS
ÉLECTRONIQUES ET INFORMATIQUES

RECHERCHE

DEUX INGÉNIEURS COMMERCIAUX

PARIS

100.000/150.000

Pour assurer, en France et à l'étranger, le développement de leurs divisions respectives, le responsable de la division « Système » et celui de la division « Terminals » recherchent leurs adjoints directs.

Les candidats retenus se verront confier des responsabilités techniques et administratives auprès des grandes entreprises et des administrations.

Ils assureront la prospection de nouveaux clients et, en étroite collaboration avec les services techniques, la mise en œuvre et la réalisation des affaires.

De formation Grande Ecole (X, Mines, E.S.E., Télécom...), les candidats auront une expérience technique d'un mois à deux ans, et devront avoir le désir d'évoluer vers des fonctions commerciales. Ils parleront obligatoirement l'anglais et, si possible, l'espagnol.

Pour le service Système (M. 196), de très bonnes connaissances en électronique ainsi qu'en informatique (architecture des systèmes) et en micro-informatique sont nécessaires.

Pour le service Terminals (M. 187), de très bonnes connaissances en électronique sont requises.

Ecrire en précisant la référence à :

A.L. CONSEIL - 25, rue Murillo, 75008 PARIS, qui garantira discrétion et réponse.

AL conseil

Pour nos activités études systèmes

recherchons pour PARIS

INGÉNIEURS

IN.S.A. - E.S.M.E.

TECHNICIENS SUPÉRIEURS

connaissant électronique, informatique, packaging et ingénierie

POUR :

• Acquisition et conception de périphériques terminaux de visualisation évoluée.

• Étude et conception d'automatismes industriels à base de commandes numériques, automates programmables, microprocesseurs.

Ces postes réclament esprit d'initiative, imagination et dynamisme.

Ecr. avec C.V., réf. et présentations à n° 75.764 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

hb conseil

Rapaille International

recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Ayant au moins 5 ans d'expérience dans une très grande entreprise française ou étrangère et parlant l'anglais, l'allemand ou le japonais.

SECRÉTAIRES DE DIRECTION

bi ou trilingues (anglais, allemand ou japonais)

Ecrire H.B. CONSEIL - 70, rue de Ponthieu - 75008 PARIS.

ingénieur système H866

POUR TRES IMPORTANT ORGANISME PARA-PUBLIC DE PARIS

RESPONSABLE DE L'EQUIPE CHARGÉE DE

l'implantation et l'évolution du système d'exploitation, la mise en œuvre du réseau T.P. (120 terminaux) et de la base de données, la détermination des besoins pour le choix des matériels et logiciels, l'assistance auprès des équipes d'exploitation et d'études.

Le candidat devra posséder un diplôme de l'Enseignement supérieur, une bonne pratique du GECOS 3, un D.E.M. et des T.D.S., connaissances approfondies en matière de données.

Envoyer C.V. et prétentions à notre Conseil en recrutement

réf. 20M200

G.K.S. Conseil

69, rue de Monceau - 75008 PARIS

Partenaire pour la France

Consul-Eur



OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

HOLDING FINANCIER
Participations en pleine recherche

CHEF DES SERVICES COMPTABLES
Les responsabilités comprendront :
- arrêtés des comptes trimestriels et des mensuelles du groupe et des filiales en gestion centralisée ;
- contrôle de gestion des filiales ;
- consolidation trimestrielle du groupe ;
- déclaration fiscale, sociale et statistique ;
- mise en place d'un outil informatique ;
H.P. 250 ou H.B. misé 6.

Profil :
Agé de 35 ans minimum, formation supérieure, D.E.C.S. complet ou équivalent, facilité d'adaptation, expérience en poste similaire.
Rémunération proposée : 110.000 F +.
Disponible immédiatement.

ASSISTANTE DE DIRECTION
Rattachée au Directeur Administratif et Financier du groupe, elle assurera les relations extérieures.

Responsabilités :
- secrétariat général ;
- secrétariat général et contrôle de gestion des services administratifs ;
- gestion des relations avec les sociétés ;

Qualités requises :
Formation supérieure, connaissance de l'anglais, bonne maîtrise d'un secrétariat de direction générale, méthode et sens de l'organisation, contact humain.
Âge : 32 ans minimum.
Expérience : 5 à 10 ans. Préférences demandées.
Poste disponible immédiatement.

Lieu de travail : proche banlieue Ouest.
Envoyer C.V., photo, référence N° T M, REGIE PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Un des premiers Groupes Français d'ASSURANCES
recherche pour PARIS

UN JURISTE

Titulaire d'une maîtrise de droit privé et ayant acquis trois années d'expérience dans un service contentieux I.A.R.D.
L'instruction d'affaires comportant le déroulement d'une instance judiciaire, la gestion complète des procédures devant toutes juridictions, des consultations juridiques données sur des sujets variés sont les principales fonctions dans ce poste à caractère évolutif.
Le groupe peut assurer de réelles possibilités d'évolution à tout candidat de valeur.
Nous vous remercions d'envoyer votre lettre de candidature, C.V., photo et rémunération actuelle sous le n° 75.720 à CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra et garantira la discrétion absolue.

2 Analystes Programmeurs
100 000 +

NOTRE SOCIÉTÉ est la filiale d'un grand groupe français du secteur international. Nous recherchons, grâce à la qualité de nos interventions et à la rapidité de notre expansion, des personnes capables de développer les grands systèmes télématiques, nous recherchons 2 ANALYSTES-PROGRAMMEURS ayant, si possible, 1 an d'expérience en temps réel et en assembleur IBM.
Ingénieurs Grandes Ecoles avec option informatique (ou équivalent), les candidats doivent être capables de travailler en équipe et de gérer des éléments de valeur. La lettre du candidat doit être accompagnée de sa candidature sous la référence M 2475 à CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra et garantira la discrétion absolue.

ORECI 13, rue de Castellane, 75006 PARIS

LABORATOIRE CENTRAL DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

INFORMATIENS DÉBUTANTS OU CONFIRMÉS

- Pour la gestion de systèmes d'exploitation (Connaissances assembleur I.B.M. 370 et système I.B.M. VM-CMS souhaitées) ;
- Pour le développement de compilateurs ;
- Et pour le développement d'aides graphiques sur calculateurs.

Nationalité française exigée
Adresser curriculum vitae et prétentions sous n° 75.720 à L.C.T., B.P. 40, 78141 Velizy-Villecoublay Cedex.

THOMSON-CSF

INGÉNIEURS ELECTRONICIENS GRANDES ÉCOLES
Débutants ou avec une première expérience

Ils seront intégrés à des équipes en expansion pour mener des études sur des secteurs de pointe en :

TÉLÉCOMMUNICATIONS
- LIAISONS EN VUE DIRECTE
- LIAISONS TROPOSPHÉRIQUES
- LIAISONS SPATIALES

Anglais nécessaire en raison des relations techniques internationales à développer.

Adresser curriculum vitae, photo, prétentions à THOMSON-CSF, Division Télécoms, 53, rue Giffault, 92300 LEVALLOIS.

SOCIÉTÉ DYNAMIQUE
Importation matériel PHOTO-CINÉMA barbaud SUD

recherche pour son S.A.V. PHOTO et AUDIO-VISUEL

UN DIRECTEUR

PROFIL :
Ingénieur ou équivalent.
Expérience microéconomique.
Anglais lu et parlé.

FONCTION :
Dirige le S.A.V. (une vingtaine de personnes, techniciens et personnel administratif).
Qualité d'organisateur et de leader indispensable.

En contact avec clientèle professionnelle

Peut rattaché directement au P.-D.G.
- Age minimum : 30 ans.
- Rémunération départ : 10.000 x 13.5.
Position cadre.

Envoyer sous le n° 863.767 M, à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE PARIS structurée

CHEF DE GROUPE COLLABORATEUR N4
dont expérience cabinet 11 ans

Adresser C.V. manuscrit et prétentions à REGIE PRESSE, 85, avenue Mozart, 75016 Paris.

FILIALE D'UNE MAISON INTERNATIONALE D'ÉDITION EN HAUT DÉVELOPPEMENT
Nous cherchons :

RESPONSABLE DE NOTRE PUBLICITÉ DIRECTE

Il devra connaître toutes les nuances du métier et être capable d'élaborer des campagnes et de les faire exécuter. Ce poste suppose de la part de notre collaborateur un esprit créatif et l'aptitude à un travail d'équipe. Bien entendu, la rémunération sera en conséquence des compétences.

SI VOUS PENSEZ ÊTRE CE PUBLICITAIRE ÉCRIVEZ-NOUS
avec lettre manuscrite, curriculum vitae et photo à :

ÉDITION WEKA, 56, rue de Javel, 75015 PARIS.

AGENCE DE PUBLICITÉ SOLIDE EN EXPANSION RAPIDE

LE RESPONSABLE DES SERVICES COMPTABLES ET FINANCIERS

Demandons :
- expérience minimum 3 ans,
- niveau D.E.C.S. ou équivalent,
- dynamique, motivé.

Offres :
- initiative,
- responsabilité,
- perspectives d'avenir,
- 70.000 F à 80.000 F par an.

Envoyer curriculum vitae avec lettre manuscrite à :
CONSEIL et FORMATION, 53, rue de Châteaufort, Paris (10) qui assure la sélection.

Importante Société de négoce de produits chimiques
RECH. POUR SON DÉPARTEMENT PHARMACIE

UN JEUNE PHARMACIEN

De préférence L.P.I., chargé du plan technique des installations avec des connaissances en chimie.

CONDITIONS À REMPLIR :
- Bon commerçant.
- Anglais écrit et parlé indispensable.
- Déplacements 20 % de son temps.
- Bonnes connaissances en pharmacologie.

Adresser C.V., photo et prétentions à n° 74.987 CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

BANQUE DE DÉPÔTS
PLA (2)

GUICHETIERS OU GUICHETIÈRES

Très bonne présentation et connaissance des produits bancaires

et ayant 1 ou 2 ans d'expérience de la clientèle particulière pour (après formation complémentaire) tenir des guichets d'entreprises sur Paris ou la proche banlieue.

Adresser C.V., photo et prétentions s/n° 75.759 à REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE
recherche d'urgence

INFORMATIEN DE GESTION

pour participer à l'étude, la réalisation technique et la maintenance d'applications de gestion sur mini-ordinateurs HEWLETT PACKARD 3000.

De formation supérieure, le candidat aura, si possible, l'expérience de 2 ans d'informatique de gestion, une bonne connaissance de l'entreprise et des problèmes de gestion.

Lieu de travail : banlieue sud-ouest
TRAPPES (11)

Adresser C.V. et photo sous n° 75.980 à CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris, qui transmettra.

TIME-LIFE Libraries, Inc.
recherche

ASSISTANT (S) FINANCIER (S) NIVEAU D.E.C.S.

5 ans expérience comptable internationale, maîtrise parfaite de l'anglais en contact journalier avec étrangers, assure comptabilité française et américaine, activités de contrôle de gestion, contrôle paye et fiscalité.

- Statut cadre ;
- Salaire x 13 + avantages ;
- Libre au 1-12-80.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite et photo à M^{me} POITOU, 21-23, rue d'Assolvi, Paris (8^e).
A compter du 1-12-80, nos bureaux seront transférés à RUEIL-MALMAISON.

Importante société industrielle de tuyauterie recherche

INGÉNIEUR A.M. ou ASSIMILÉS
pour poste

D'ADJOINT AU DIRECTEUR
de son service de VITRY-SUR-SEINE

Quelques années d'expérience en tuyauterie et chaudronnerie industrielles appréciées.

Adresser C.V. détaillé, photo, prét., au n° 863.775 M, à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

les entreprises cherchent de nouveaux vendeurs. Ils sont dans le Monde du Vendredi (daté samedi)

Les « **NOUVEAUX VENDEURS** » sont arrivés. Ils n'ont ni le même profil ni les mêmes exigences que les représentants traditionnels, ils ne travaillent pas dans les mêmes entreprises, n'ont pas la même conception de leur activité. Pourtant, ils sont réduits à déchiffrer les mêmes listes interminables d'annonces, conçues de manière identique pour l'un ou l'autre type commercial, souvent dans les mêmes journaux.

Le Monde compte parmi ses lecteurs de nombreux « **NOUVEAUX VENDEURS** ». C'est normal, ils sont ouverts, curieux, exigeants, ont le « **niveau Monde** ». Ils en ont fait leur quotidien habituel, souvent depuis longtemps. Pour beaucoup d'entre eux, depuis le temps où ils faisaient leurs études supérieures (plus de 20 % des étudiants de toutes disciplines et de tous niveaux lisent Le Monde régulièrement).

Ces nouveaux vendeurs, lecteurs du Monde, disposent de leur rubrique d'offres d'emploi, dans leur journal.

Son nom ? FONCTIONS COMMERCIALES
Ses annonceurs ? Les nombreuses entreprises qui ont un besoin impératif de recruter un nouveau type de commerciaux, qui rencontrent souvent de grandes difficultés pour disposer de candidatures satisfaisantes.

Ses résultats ? Certainement des curriculum vitae et des recrutements d'une qualité rarement obtenue ailleurs.

TOUS LES VENDREDIS, DANS Le Monde (daté samedi)
DES OFFRES D'EMPLOI POUR LES NOUVEAUX VENDEURS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE BATIMENT
à VOCATION INTERNATIONALE

recherche pour le siège en région parisienne BANLIEUE SUD avec déplacements en province

UN CADRE RÉVISEUR COMPTABLE

Un niveau DECS est exigé ainsi qu'une expérience d'au moins 3 ans dans la profession bâtiment ou travaux publics.

Envoyer C.V. et prétentions : n° 75.571 à CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex, qui transmettra.

INGÉNIEUR ÉLECTROTECHNICIEN

- 30 ANS MINIMUM ;
- E.S.E. OU ÉQUIVALENT ;
- ANGLAIS LU ET ÉCRIT.

Est demandé par P.M.E. parisienne spécialisée dans matériels électromagnétiques.

Env. C.V. man., photo et prétentions n° 55.296 M sur enveloppe à JEAN RÉGNIER PUBLICITÉ, 39, rue de l'Arcade, 75008 Paris qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE LA RÉGION PARISIENNE
EST,

INGÉNIEUR
Formation SUPÉRIEURE INFORMATIQUE

pour suivre un réseau de mini-ordinateurs en usage sur le plan gestion du personnel, paye, comptabilité et gestion de production. Débutant(e) ou avec un ou deux ans d'expérience.

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° 75.350, CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (11^e), qui transmettra.

مكاتبنا في القاهرة

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

CITI 205.24.63
Centre International de Traitement Informatique
118, rue de Châteaillon, (19)
au 1^{er} étage (CRÉDIT 12 mois)
Société d'expertise comptable
Paris - Courbevoie - Nanterre
CHIEF DE GROUPE
RESPONSABLE GESTION
PORTFOLIO
COLLABORATEURS
N° 4 dom. exp. cabinet 2 ans.
Escri. BICOM, 85, av. Mozart,
75016 PARIS.

ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE
Intermédiaire
pour SERVICES JURIDIQUES
du personnel à Paris
MAÎTRISE DROIT PRIVÉ
débutant, délégué C.M.

Envoyer lettre manuscrite,
références, photo, à
Département Recrutement
33, rue Lafayette, 75010 Paris.

SOCIÉTÉS FRANÇAISES
proposent
POSTES D'AVENIR
INGÉNIEUR RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT
région RHÔNE-ALPES
- domaine électronique ;
- formation ingénieur mécanique
et électronique ;
- expérience dans usine de
production mécanique comme
ingénieur de fabrication,
140.000 F. net.

INGÉNIEUR MÉTHODES
- domaine électronique ;
- form. ingénieur type A et B ;
- expérience production en
mécanique et électronique ;
- maîtrise des méthodes de
production et de gestion ;
- salaire à débattre.

Sur, en précisant la référence
scolaire à SVERSTIS, B.P. 288,
75424 PARIS Cedex 08, qui transmettra.

Faiblissement de composants passifs,
batterie usée, C.A. 80 MF, en
forte expertise recherche.

JEUNE INGÉNIEUR
TECHNO-COMMERCIAL
Ayant 3 à 5 ans d'expérience
de préférence dans la même
branche pour assister son
supérieur, le candidat sera
déplacé à l'étranger et devra
parler couramment l'anglais ;
il sera le plus apprécié.

Adresser C.V. et références
sous réf. 8.023 à : P. LICHOU
S.A., B.P. 220, 75083 Paris
Cedex 02, qui transmettra.

REDACTEUR ECO
HAUT NIVEAU
pour analyse plane du
développement économique
des pays d'Afrique noire.
Adresser C.V. et photo à
M. LICHOU, 85, av. Mozart,
75016 Paris, qui transmettra.

INGÉNIEUR
Responsable d'études
Une expérience dans le domaine
transport, circulation,
signalisation est souhaitable.
Env. cur. vit. et photo à
M. LICHOU, 85, av. Mozart,
75016 Paris, qui transmettra.

INGÉNIEUR
diplômé E.S.P.M.
ayant quelques années
d'expérience en ingénierie pour
la conception et la réalisation
technique dans le domaine
du raffinage des produits pétroliers
et du traitement des hydrocarbures
non conventionnels.

Envoyer C.V. et photo à
M. LICHOU, 85, av. Mozart,
75016 Paris Cedex 01.

INGÉNIEUR
diplômé E.S.P.M.
ayant quelques années
d'expérience en ingénierie pour
la conception et la réalisation
technique dans le domaine
du raffinage des produits pétroliers
et du traitement des hydrocarbures
non conventionnels.

Envoyer C.V. et photo à
M. LICHOU, 85, av. Mozart,
75016 Paris Cedex 01.

1 TECHNICIEN -
PHYSICO-CHIMISTE
niveau L.V.T.
Connaissant les techniques
modernes d'analyse (D.S.C.,
composés organiques et inorganiques,
spectre infrarouge).

La connaissance des fabrications
de résines ou des
composés organiques est appréciée.
Prévoir des déplacements de
courte durée en province.

Env. C.V., photo et lettre, à
M. LICHOU, 85, av. Mozart,
75016 Paris Cedex 01.

A.T.2-A.T.3
ÉLECTRONICIENS
S.T.S. ou D.U.T.
débutants acceptés
pour études
1) Hyperfréquences G.O.
2) Radio fréquence VHF-UF.
EUREOPTRONIC
29, rue Bergotte, PARIS-9.
MONTMARTRE, 248-88-08.

POUR POSTES STABLES
1^{er} ASSEMBLAGE
TECHNIQUES D'ÉTUDES
niveau BTS ou DUT sur micro-
ordinateurs pour études
schématisées pour études
techniques 3^e échelon A
ou B. EXPÉRIENCES
obligatoires : mini-calculateur
TECHNIQUES DE PLATE-
FORME niveau BTS ou DUT
si possible ayant expérience
sur mini-calculateur.

2^e MONTEUSE
AGENTS TECHNIQUES
ÉTUDES niveau BTS ou
DUT délégué C.M. ou technicien
ayant expérience en
mini-calculateur.

Se prés. Général Services E.T.T.,
8, boulevard de Temple,
PARIS-11^e. Tél. 355-08-40.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE
d'un groupe multinational
PARIS-10^e recherche
ASSISTANT (E)
DE GESTION
Position cadre niveau L.V.T., pré-
paration, planification, détermination
et suivi des approvisionnements.
Etudes statistiques, contrôle des
stocks et des stocks, tableaux de
bord. Expérience quelques années
d'anglais écrit et parlé.

Adresser C.V. et photo à :
A.M.P. sous réf. n° 1.518/0
40, rue Olivier-de-Serres,
75016 PARIS qui transmettra.

ÉLECTRONICIEN
S.A.V. bilingue anglais
Déplacements
Tél. (1) 111 ou 112 ou 113 ;
22100 Moulins, qui transmettra.

PARIS-9
Holding renommée possédant
important patrimoine immobilier-
d'habitat.

1 CADRE
DE GESTION
LOCALITVE
Il doit posséder une formation
supérieure (I.C.H. ou équivalent)
et une solide expérience
professionnelle dans la gestion
d'appareils et de biens commerciaux.

Env. avec C.V., photo et table
résumé sous réf. 14.042 à
MARIE GILBERT
CONSEIL EN RECRUTEMENT,
47, rue de la Pompe,
75017 PARIS

Recherché pour expertise de prix
de revient de biens
d'équipement

EXP.-COMPTABLE
DIPLOMÉ
Diplôme études supérieures.
Expérience professionnelle,
compétence analytique et
capacité de gestion.

Lieu de travail : Paris-8^e
S.M. - Bâtiment H 18
Particulier - Recrutement
d'entreprises.

Env. C.V. et détail manuscrit
photo et réf. 6.083 à
A. LICHOU, 27, rue Taitbout,
75009 Paris, qui transmettra.

CABINET CONSEIL
PARIS-9 recherche
COLLABORATEUR
pour département juridique
monnaie et monnaie, litiges
et contrats en matière
de propriété industrielle.

Adresser C.V. et photo à
M. LICHOU, 85, av. Mozart,
75016 Paris, qui transmettra.

UN JEUNE AGENT
TECHNO-COMMERCIAL
Pour poste cadre dans le
domaine GAC ou G.T.E.
Études, présentation, goût
des contacts extérieurs et des
résultats concrets.

Connaissance des méthodes
graphiques apprises.
Compétence de formation
niveau BTS ou DUT.
Situation d'avenir pour débiter
le valeur.

Env. C.V. et photo à M. LICHOU,
85, av. Mozart, 75016 Paris,
qui transmettra.

COLLÈGE CENVAL
recherche d'urgence :
- UN RESPONSABLE d'inter-
prétation des textes ;
- UNE INFERMIÈRE diplômée
d'état résidente.
49400 Le Chambon-Val d'Agen
Tél. (71) 59-72-82.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
en ÉLECTRONIQUE
recherche
pour POSTES STABLES
INGÉNIEURS
GRANDS ÉCOLES
DÉBUTANTS ou CONFIRMÉS
pour applications logicielles
concernant T.P. et Réseau.

INGÉNIEURS EXPORT
Formés E.S.T. X. TELECOM.
10 ANS D'EXPÉRIENCE
Société leader export de T.P.
ALLEMANN INDISPENSABLE
RÉSIDENT au sud de Paris
RECRUTEMENT selon EXP.

1 COLLABORATEUR
AU CHIEF DU SERVICE
CENTRA. DU PERSONNEL
A pourvoir rapidement
un cadre d'étude en vue
d'une licence obligatoirement.
Débutant accepté.

Adresser C.V. au chef du personnel
Centre d'études en vue
91220 - BRETONVILLE-CLERC.

P.M.L. S.A. siège social, leader
national dans un créneau original
de production et de distribution
d'équipements électriques, 40 %
de son C.A. à l'exportation,
recherche pour postes de :

TECHNO-COMMERCIAL
JEUNE INGÉNIEUR
(Bac Elec.
Centrale, Arts et Métiers)
27/28 ans, expérience profes-
sionnelle 2 ans. Anglais bilingue.
Rapide promotion à la tête
d'une section de direction, en plus
d'une licence obligatoire.

Adresser lettre et C.V. à M. LICHOU,
118, rue de Châteaillon, 75016 PARIS.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
AMÉRICAINNE
pour un poste français
1 CHIEF COMPTABLE
Formation D.E.S.C. reconnue ou
équivalente. Bonne maîtrise de
l'anglais. Minimum 5 ans d'expérience
en tant que chef comptable. Connaissances
comptables anglaises
obligatoires. Expérience de
minimum 30 ans et rémunération
110.000 à 120.000 F.

Envoyer C.V. et photo à
M. LICHOU, 85, av. Mozart,
75016 PARIS Cedex 08.

VILLE BANLIERE NORD
recherche
DIRECTEUR ADJOINT
des ventes (postes vacants)
niveau supérieur et
diplôme socio-économique
et expérience professionnelle.
Salaire net mensuel 3.800 F.
Adresser candidature et C.V.
à M. LICHOU, 85, av. Mozart,
75016 PARIS, qui transmettra.

Organisme de Formation
recherche
PROFESSEURS
ANGLAIS-AMÉRICAIN
obligatoirement de langue
maternelle, possédant expérience
formation adultes.
Bonne maîtrise de l'anglais.
Bonne maîtrise de l'anglais.
28, rue Clémence, 92300 LIVRY-LE-NOUVEAU.

INGÉNIEURS POS. 2
Bacheliers, 733-20-46.

PUPITREUR I.B.M. 34
Adresser C.V. détaillé à
EDRÉGE
3, cité d'Alsace, PARIS-19^e.
(Métro : Gare St. Nord,
Poissonnière).

INGÉNIEURS
POSITIONS 1 ET 2
Mécanique générale, 750-40-30.

GROUPE CORSEN
en PLEINE EXPANSION
recherche
C.V. et photo à M. LICHOU,
85, av. Mozart, 75016 Paris,
qui transmettra.

CADRE COMPTABLE
niveau D.E.S.C. + expérience.
Env. C.V. et références à
M. LICHOU, 85, av. Mozart,
75016 Paris, qui transmettra.

PRESTEC E.T.T.
POUR POSTE FINE
REGION SUD
PROJETEURS 1
MECANIQUE GENERALE
pour cabinet technique
connaissance informatique,
langage FORTRAN ou BASIC
niveau D.E.S.C. souhaité.

Se prés. 85, av. Pré-Dauphin
RUE-MALMAISON, 75205-87

CABINET CONSEIL
recherche
COMMERCE
haut niveau, capable de développer
une clientèle industrielle
et commerciale.
Introduit sur le marché.
Salaire à débattre.
Rue 16.
Adresser C.V. et photo à
M. LICHOU, 85, av. Mozart,
75016 PARIS, qui transmettra.

representation
offres
Pour 78, 91, 77, 94, offices
dans les départements de la région
parisiennne et de la région
de la V.M.P. autrichienne.
Intégration rapide des techniques
et méthodes. Envoyer C.V.
et références à
A. HAVAS, 81, rue Napoléon,
92002 LYON, téléphone 5088,
qui transmettra.

LE MONDE s'offre d'élaborer
des annonces d'habitat
dans les zones d'habitat
nouveau ou de rénovation
à l'indemnité de 100 000 F.
Si, malgré ce contrôle, une
petite annonce abusive
s'est glissée dans nos
colonnes, nous prions
nos lecteurs de nous
le signaler en nous
écrivant.

LE MONDE
Direction de la Publicité,
5, rue des Italiens,
75009 PARIS.

secrétaires secrétaires

HOLDING MINIERE
recherche
pour la Direction Commerciale de ses bureaux Parisiens
(quartier Montparnasse)
secrétaire
BILINGUE ANGLAIS
Familiarité avec l'emploi de données chiffrées
et la gestion des dossiers commerciaux
Envoyer C.V. sous référence 5005 M à BLEU Publicité
17, rue du Docteur Label, 93100 VINCENNES - qui transmettra

Société de services, secteur pétrolier banlieue Nord,
recherche d'urgence
SECRÉTAIRE
BILINGUE ANGLAIS
pour son service exploitation/commercial
- 22-25 ans (environ) ;
- 2 à 3 ans d'expérience ;
- connaissances techniques obligatoires ;
- connaissances machines L.B.M. en traitement de textes
appréhendées ;
- habitude au travail en équipe.
RESPONSABLE DE SUITE
Envoyer C.V. et photo à M. LICHOU, 85, av. Mozart,
75016 PARIS Cedex 08.

Agence de Publicité - Centre de Paris
recherche
Secrétaire de direction
Si vous avez 30 ans minimum, un bon esprit
d'initiative, une grande disponibilité, l'aptitude
au commandement, de bonnes connaissances
d'anglais commercial ou technique, si vous
êtes rapidement, nous vous proposons un salaire
motivant + intéressement + avantages sociaux,
et vous demandons d'être vite, réf. 1128M à :
FOURMIS
118 rue de Châteaillon - 75001 Paris
qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE
ÉLECTRONIQUE
recherche pour l'une de ses divisions
située en BANLIERE OUEST de PARIS
(sur ligne S.N.C.F.)
SECRÉTAIRE
DE DIRECTION
Expérience professionnelle exigée.
Formation BAC + 1 ou BTS ou équivalent
Connaissances anglaises appréciées.
Adresser curriculum vitae et références actuelles sous
réf. 75.398 à CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra,
75001 Paris Cedex 01, qui transmettra.
Réponse et distribution assurées.

DEMANDES D'EMPLOIS

CENTRE DE FORMATION
PROFESSIONNELLE POUR ADULTES
cherche étudiante pour
AIDES-COMPTABLES (H. et F.)
connaissant dactylo
Déplacements différés
Tél. 547-18-30 (poste 62).

FISCALISTE confirmé
(32 ans)
centres publics et internationaux
demandant toutes propositions
Ecrire sous n° 2.795 à Monde Publicité,
5, rue des Italiens, 75009 Paris, qui transmettra.

DIRECTEUR GÉNÉRAL P.M.L./P.M.L.
41 ans, docteur en droit, dynamique et organisé
EXPERIENCE GROUPE AMÉRICAIN
1966 à 1978 : vente produits industriels
et grand public - Germain-François-Jurlique
Souhaite développer pour l'étranger
GROUPE ou SOCIÉTÉ
STRUCTURÉE ou COMBATIVE
Ecrire sous n° 2.769 à Monde Publicité,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE
POUR ADULTES recherche pour emplois pour
EMPLOYÉS (IÉES)
de service commercial connaissant la comptabilité usuelle et
la typographie. Disponibles fin octobre.
Téléphoner au 547-18-30, poste 68.

ANNONCES CLASSES
TELEPHONES
296-15-01

formation professionnelle

PACTE POUR L'EMPLOI - URGENT
JEUNES DE MOINS DE 26 ANS
MATHÉMATIQUES : ingénieur, maîtrise (Sciences, Droit,
Finance, Gestion, Économie, Langues,
Psycho-Sociales.)
A LA RECHERCHE D'UN PREMIER EMPLOI
qui démarrez ou redémarrez dans la
vie professionnelle. Veuves, divorcés,
célibataires - Chef de famille.
STAGE d'insertion professionnelle
GRATUIT - REMUNERÉ
TECHNIQUES INTERNATIONALES
Durée stage 6 mois y compris stage en entreprise.
Début : NOVEMBRE 1980.
C.T.I., 3, rue de Verdun - 92250 LA GARENNE.
Téléphone 11111111 (proche Paris-La Défense).
Adresser C.V. + 2 ph. à C.T.I., pour

CONTROLE
GESTION
STAGE 6 MOIS
Admission ingénieur ou
maîtrise, début des cours
20 octobre, Institut de
Gestion de Paris.
Val-de-Marne, 55, avenue Odier,
84 LA VARENNE.
Tél. 886-11-79 (M. Dardelle).

capitaux
propositions commerciales
GRANDE, MODERNE ET PROGRESSIVE
FABRIQUE DE PÉRIODIQUES
ET TOUTES ARTISTIQUES à MACAU
avec 100 000 F. de capital
cherché
AGENTS RELIABLES - GROSSISTES
Si vous êtes intéressés,
WIG AM (MACAU) PTY. LTD. - 1111
BOX n° 9731, HONG KONG
Tél. : Cote 74630 TUTTOKH.

S.P.A. équipe dynamique
de vente multilingue
cherche à commercialiser
produits français, étudie
toutes propositions
Rechercher et développer et Partner,
8 Suderman Place D 5000,
COLOGNE, R.F.A.

CAUSE départ retraite vend
affaires immobilières en
région Rhône-Alpes. Adresser
sous 100.000 F. par
sonnes. Capital 100.000 F.
Commissaire à la vente, placé
garantie à court terme. Étude
sérieuse. C.V.P. 385-45-25.
SOCIÉTÉ CANTAL S.A.R.L.
18, rue Grégoire-de-Tours,
75008 PARIS. Tél. : 323-73-85.

INGÉNIEUR chercheur
ayant mis le point
FABRILEUX
PROCÉDÉ DE CULTURE
EN MILIEU DESERTIQUE
recherche tout terrain
souhaité. Réf. : 11-11-11

Artiste peintre de talent rest.
médiane. Appeler après 18 h et
week-end. Tél. 918-27-34.

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE SUPÉRIEUR
34 ans, formation gestion et sciences politiques
EXPERIENCE : gestion, finances, commercial, relations
humaines et direction de centres de pro-
fessionnels à l'étranger (U.S.A.,
LANGUES : anglais, espagnol,
cherche poste à responsabilité en
AMÉRIQUE LATINE
INDISPENSABLE RAPIDEMENT
Ecr. n° T 98.360 M Régis-Préau, 83 bis, r. Réaumur
75002 PARIS, qui transmettra.

Si vous cherchez mon tout sachez que :
- Mon 1^{er} : à 36 ans.
- Mon 2^e : une maîtrise de la vente des services
depuis douze ans.
- Mon 3^e : une connaissance de la publicité, de la
communication et du marketing.
- Mon 4^e : une solide expérience de la fonction de
directeur commercial.
- Mon 5^e : un profil de travailleur ne craignant
pas les difficultés allié à une sérieuse culture
généraliste pouvant lui être d'un grand secours.
Si vous souhaitez donner votre langue au chat
Téléphoner pour entretien au 526-45-70.

Voir la suite
des demandes d'emploi
et notre immobilier
page suivante.

REPRODUCTION INTERDIT

L'ISLE-ADAM
 Résid., occupé, 1 tête 79 ans,
 tr. jol. jard., rav. petite maison
 p., 100 m² + dép. 135.000 F
 + 4.000 mens. ou 173.000
 pt + 3.600 mens. 603-75-09.

هكذا من الأصل

SOCIAL

M. Barre, les salaires et les prix

M. Barre, il a raison. Quand M. Barre reprend le vocabulaire raisonné et raisonnable du producteur, il est en train de dire que les prix sont en train de sauter. Les prix, qui ont été critiqués, en période de crise, cet appel à l'observateur doit lui lancer. Mais il y a des long-temps que M. Barre a quitté la chaire, pour l'académie de la première ligne.

On ne peut, à la fois, s'étonner de la réaction de M. Barre, qui a dit, au premier moment, que les prix ont sauté, et dire que les prix ont sauté. Les prix ont sauté, c'est un fait. Les prix ont sauté, c'est un fait. Les prix ont sauté, c'est un fait.

La forte majoration des salaires, qui inquiète M. Barre, porte sur les rémunérations des ouvriers, et, dans une certaine mesure, sur les salaires des employés. Mais, dans tous les cas, les salaires ont augmenté. Les salaires ont augmenté, c'est un fait. Les salaires ont augmenté, c'est un fait. Les salaires ont augmenté, c'est un fait.

En déclarant que M. Barre n'a pas de bon objectif (C.G.C.) ou qu'il donne des orientations trop ambiguës, risquant de paralyser le dialogue social (F.O.), les syndicats ne font que leur métier. Et lorsque M. Bergeron reprend, pour le cinquième fois, les critiques de la loi sur les prix, il ne fait que son devoir. La loi sur les prix, c'est une loi. La loi sur les prix, c'est une loi. La loi sur les prix, c'est une loi.

M. Séguin a prononcé, au fin d'après-midi, le discours de clôture. Il avait, un peu auparavant, développé les mêmes arguments à partir du même patron. Il a notamment déclaré : « Le saupetage de Manufrance est à proscrire. Il est contraire à l'intérêt public, qui considère, à juste raison, que Manufrance est une entreprise qui a le droit de faire ce qu'elle veut. »

Un peu plus général, M. Séguin a placé quelques banderoles en direction de la C.F.D.T. du P.S. : « Point n'est besoin de l'accord préalable de tous les syndicats pour agir massivement et unitairement. Bien sûr, nous ne résignerons pas à la direction, mais nous continuerons à chercher l'unité pour l'action. »

philosophie de la hausse importante des prix, l'effet monétaire psychologique (ou négatif) de l'indice officiel, — une démonstration de l'incapacité des gouvernements d'organiser le réseau commercial qui, d'intermédiaire en intermédiaire, continue d'être l'une des principales de l'inflation.

C'est dans une documentation officielle de l'INSEE que dans une phrase syndicale qu'on parle de « dérapage des services privés ». La production grimpe, le commerce répercute, mais quand ces prix baissent, on n'en fait rien. Et les courbes comparées — les prix de la production et les prix de la consommation — se séparent, samedi, par un écart de 1,5 %.

En déclarant que M. Barre n'a pas de bon objectif (C.G.C.) ou qu'il donne des orientations trop ambiguës, risquant de paralyser le dialogue social (F.O.), les syndicats ne font que leur métier. Et lorsque M. Bergeron reprend, pour le cinquième fois, les critiques de la loi sur les prix, il ne fait que son devoir. La loi sur les prix, c'est une loi. La loi sur les prix, c'est une loi. La loi sur les prix, c'est une loi.

M. Séguin a prononcé, au fin d'après-midi, le discours de clôture. Il avait, un peu auparavant, développé les mêmes arguments à partir du même patron. Il a notamment déclaré : « Le saupetage de Manufrance est à proscrire. Il est contraire à l'intérêt public, qui considère, à juste raison, que Manufrance est une entreprise qui a le droit de faire ce qu'elle veut. »

Un peu plus général, M. Séguin a placé quelques banderoles en direction de la C.F.D.T. du P.S. : « Point n'est besoin de l'accord préalable de tous les syndicats pour agir massivement et unitairement. Bien sûr, nous ne résignerons pas à la direction, mais nous continuerons à chercher l'unité pour l'action. »



A Saint-Étienne Succès de la manifestation cégétiste pour Manufrance

notre correspondant régional

Mais chaque fois que nos partisans se réunissent, nous proposons aux travailleurs de lutter contre la C.G.T. (1). Libre aux dirigeants de la C.F.D.T. comme à ceux de la C.G.T. de s'engager dans la lutte pour la défense des intérêts des travailleurs. Mais, dans ce cas, il faut que les dirigeants de la C.F.D.T. soient capables de répondre positivement aux appels à la trêve et à la solidarité. C'est ce que nous espérons de la C.F.D.T. dans le Nord.

Le responsable de la C.G.T. avait, en préambule, salué les représentants des partis et des organisations démocratiques de Manufrance. Mais, dans le même temps, il avait déclaré : « La présence des représentants du parti communiste, n'a pu totalement effacer les incidents verbaux fréquents entre la majorité des manifestants et la minorité communiste. »

M. Marchais était en terrain favorable. La mission présidentielle du candidat communiste, M. Marchais, était en terrain favorable. La mission présidentielle du candidat communiste, M. Marchais, était en terrain favorable.

ne obtenu un changement politique.

M. Henu, député (P.S.) de Villeurbanne, a été la cible privilégiée des manifestants communistes. Fréquemment invité à rendre des visites, le responsable socialiste a été menacé physiquement par un militant cégétiste qui arborait un foulard vert du souvenir : « 10 octobre : 1914-1918 ». Quant à la délégation départementale du P.S., elle n'a pas pris place dans le cortège. La fédération de la Loire du P.S. a, par la suite, protesté contre l'opposition physique du service d'ordre C.G.T. alors que le parti avait été invité. Symbole des contradictions politico-syndicales, le nom de M. Claude Gernon, responsable national du P.S. de la C.G.T., a été copieusement affiché au départ du cortège.

La manifestation a eu un effet décisif sur le sort de Manufrance. Les actionnaires de la Société Nouvelle se retrouvent le 20 octobre à Saint-Étienne. M. Dumas, l'homme d'affaires bordelais représentant des intérêts suisses, qui devait apporter 70 millions de francs le 10 octobre, au plus tard, a été incapable de tenir ses engagements. La mission de l'administrateur judiciaire se termine le lundi. Quelle décision prendra le tribunal ? Prononcera-t-on le dépôt du bilan ? Accordera-t-on un nouveau délai à M. Dumas ? Cette affaire a donné lieu à tant de rebondissements qu'on ne saurait le prononcer.

Le responsable de la C.G.T. avait, en préambule, salué les représentants des partis et des organisations démocratiques de Manufrance. Mais, dans le même temps, il avait déclaré : « La présence des représentants du parti communiste, n'a pu totalement effacer les incidents verbaux fréquents entre la majorité des manifestants et la minorité communiste. »

M. Marchais était en terrain favorable. La mission présidentielle du candidat communiste, M. Marchais, était en terrain favorable. La mission présidentielle du candidat communiste, M. Marchais, était en terrain favorable.

M. LIONEL STOLÉRU PRÉCONISE A NOUVEAU L'« EXPRESSION INDIVIDUELLE » DES SALAIRES DANS L'ENTREPRISE

M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat après la démission de M. Barre, a été élu à la présidence du conseil de l'Association nationale pour la revalorisation du travail manuel, réuni à Pécap (Seine-Maritime), qu'il avait présenté comme partenaires d'une formule permettant l'expression individuelle des salariés dans l'entreprise. C'est ce qu'il appelle la « loi de l'Etat », qui est une loi de l'Etat, qui est une loi de l'Etat.

Toutefois, M. Stoléru a déclaré dans l'immédiat la suggestion d'un projet obligatoire de propositions de la direction d'une entreprise dans le domaine des conditions de travail, d'hygiène, de sécurité, de l'organisation de la production.

D'autre part, le secrétaire d'Etat s'est déclaré prêt à soutenir les revendications des congressistes en faveur d'une pré-retraite à cinquante-cinq ans pour des travailleurs ayant effectué quinze années consécutives de travail.

Evolution l'affaire Dufour le 17 octobre au Sénat devant le ministre de l'Industrie, M. Giraud, M. Jean Garcia, sénateur communiste de la Seine-Saint-Denis, a informé la décision du conseil municipal de Montreuil d'organiser le 24, 25 et 26 octobre une grande consultation électorale de la population et des travailleurs de la ville afin qu'ils puissent exprimer démocratiquement leur volonté de voir assurer l'avenir de leur entreprise de réparation de machines-outils.

centre d'information des
Conseils Juridiques
48, rue Hamelin, 75116 Paris
(1) 727.91.55 - 553.82.27 - 553.74.39
Le Conseil Juridique donne toutes consultations, rédige tous actes et documents, assiste, représente et plaide devant tous organismes publics ou privés où il peut être mandaté.
- DROIT FISCAL ET SOCIAL
- FAILLITES
- SOCIÉTÉS - EXPROPRIATIONS
- SUCCESSIONS - REDACTIONS
- OFFRES DE VENTE - SOCIÉTÉS
- NULLE LEGISLATION ARTISANS

LES ENTREPRISES ONT BESOIN DES JEUNES. LES JEUNES ONT BESOIN DES ENTREPRISES.

LE PACTE POUR L'EMPLOI LES AIDE A TRAVAILLER ENSEMBLE. TOUT DE SUITE.

Cette année, 750.000 jeunes arrivent sur le marché du travail. Ils sont la vie, la fougue, le dynamisme. Le Pacte pour l'emploi vous aide à faire entrer cette vitalité dans vos entreprises. Avec des contrats d'embauche, d'emploi-formation ou d'apprentissage à charges sociales réduites, avec des stages de formation, de mise à niveau ou des stages pratiques qui ne déséquilibrent pas les budgets. Aujourd'hui la vraie prudence, pour un employeur, c'est de muscler son équipe, de défendre sa profession, d'assurer la relève.

PACTE POUR L'EMPLOI

ENGAGEZ DES JEUNES, L'ETAT S'ENGAGE A VOUS AIDER.

isa

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

Jeunes cadres, jeunes diplômés,

vous désirez amplifier et accélérer vos possibilités de carrière, en vue d'accéder à des postes de dirigeants nécessitant la maîtrise de l'ensemble des disciplines touchant à la gestion et à la direction des entreprises.

L'ISA peut vous aider

- par son programme de formation intensive et personnalisée de 18 mois, à temps plein;
- par des enseignements très adaptés aux préoccupations des entreprises et largement ouverts sur les perspectives internationales;
- par un corps professoral, internationalement connu;
- par des possibilités d'échanges avec plusieurs Business Schools étrangères, parmi les meilleures.

Date limite

de dépôt des candidatures pour la première session d'admission en vue de la rentrée de septembre 1981: lundi 24 novembre 1980

Réunions d'information, avec d'anciens ISA, à

JOUY-EN-JOSAS - 25 oct. - 10 h - Sur le campus du CESA.

BORDEAUX - 21 oct. - 18 h 30 - Grand - Rue Georges Bonnet

WANCY - 21 oct. - 18 h 30 - Grand - Rue R. J. J.

METZ - 18 h 30 - Grand - 23, place St-Théobald

AIX-EN-PROVENCE - 18 h 30 - Hôtel du Roy René - 14, bd du Roy René

MARSEILLE - 23 oct. - Grand - Rue de la République

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

JOUY-EN-JOSAS - TÉL. LIGNE DIRECTE (3) 956.80.00

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES (CECISA-CFO)

Pour recevoir, sans engagement, une documentation, retournez-nous ce coupon-réponse à l'adresse ci-dessus.

Nom

Prénom

Code postal

Ville

Diplôme

Expérience professionnelle

ÉTRANGER

LA VISITE A PARIS DE M. DELFIM NETTO

« Le taux de croissance sera encore de 5 à 6 % cette année »

comme déclare le ministre brésilien de l'économie

Brasilia. — « Nous affrontons de grandes difficultés mais nous ne sommes pas les seuls. Nous avançons dans un tunnel, et je ne peux pas dire si nous allons à l'aveugle ou si nous voyons la lumière. Ce que je sais, c'est que nous avons déjà adopté des mesures de redressement pour aller dans la bonne direction. »

« Ce serait très prétentieux, explique M. Delfim Netto, d'affirmer que nous sommes un modèle brésilien. Nous ne disposons pas de recettes particulières. L'accumulation de capital, qui produit des richesses et des revenus, est une tâche classique. »

« Europe, aux États-Unis et ailleurs, la situation est difficile. Une situation de crise de l'économie brésilienne. Pour la première fois depuis 1964 — date d'installation du régime militaire — le pouvoir, — la Banque centrale, — a dû intervenir. »

« Le Brésil a perdu plus de 100 milliards de dollars par rapport au dollar en moins d'un an. Le déséquilibre des échanges extérieurs est croissant. Je pense, ajoute le ministre, que le déficit de la balance commerciale sera de 10 milliards de dollars à la fin de cette année. »

Il ajoute : « Une dévaluation à court terme ne peut faire pour le Brésil ce déséquilibre en faisant un énorme effort de réduction des exportations. La valeur des exportations sera de plus de 30 milliards de dollars en 1980. Elle était de 15 milliards de dollars en 1979. En 1981, j'espère que nous aurons 40 milliards. »

Avec une très lourde dette extérieure — 100 milliards de dollars — le Brésil est le plus endetté de tous les pays en voie de développement. Record qui ne sera pas battu. A lui seul, le service de la dette atteindra cette année près de 13 milliards de dollars, plus de 7 milliards de dollars pour les intérêts. Le Brésil paie dans ses réserves en devises. Une éclaircie dans ce tableau : M. Langoni, président

M. Delfim Netto, superministre du plan et des affaires économiques, qui nous a reçu à Brasilia avant son départ pour Paris. Il sera à Paris mardi 21 octobre — et le Japon, n'affiche plus ce triomphalisme qui lui avait valu de nombreux succès lors de sa tournée brésilienne lorsqu'il était ministre des

finances du gouvernement Médici. Se voulant réaliste, pragmatique, et plus modeste, l'homme du « miracle » de la première moitié des années 70, marquée par un taux de croissance supérieur à 10 %, présente aujourd'hui l'image d'un « modèle » brésilien de développement.

De notre envoyé spécial

en tout ce qu'il espère « diversifier » les exportations en attirant une partie de l'énorme dollars en quête de placement. Le Koweït, qui a déjà acheté en juin dernier 10 % de la société

la première usine d'automobiles du pays), selon le ministre, sur le point d'augmenter sa participation.

« Dans l'économie de l'université de São Paulo, M. Delfim Netto a la sérénité inébranlable de l'homme pénétré de la justesse de ses principes. Ce Raymond Barre brésilien est un optimiste impénitent. Il répond calmement à chaque question : « Notre monnaie, si nous sommes en train d'y parvenir. La hausse des prix est encore importante mais la baisse depuis deux mois. C'est cela qui est important. En comparant les dépenses publiques, en réduisant la vitesse de la machine économique, en limitant la hausse des salaires les plus élevés, nous pouvons un réajustement qui n'est pas encore très sensible puisque le taux de croissance sera encore de 5 à 6 % cette année. »

« Notre inflation a quatre causes principales : trop de dépenses publiques, déficit de produits alimentaires, un déséquilibre de la politique des salaires et, enfin, la hausse des prix du pétrole. Sur les trois premiers points, nous

de la Banque centrale, a dû intervenir. L'assurance que les grandes banques nord-américaines, à la tête desquelles la National City Bank, étaient toujours disposées à financer le Brésil. »

C'est dans ce contexte financier difficile que M. Delfim Netto se rend, mardi 21 octobre, en France (après un escale de vingt-quatre heures à New-York), puis au Japon. A Paris, le ministre brésilien, qui rencontrera M. Monory, devrait signer un contrat de quelque 500 millions de dollars pour la Petrobras (Société nationale des pétroles brésiliens), qui compte acheter plusieurs plates-formes de forage à des entreprises françaises.

A Paris encore, puis à Tokyo, M. Delfim Netto exposera une série de grands projets d'investissements, en particulier celui de la serre de Carajás, dans l'État de Pará, dont le lancement a été officiellement annoncé par le président Figueiredo le 17 octobre. La serre de Carajás contient, selon les experts, les plus grandes réserves de fer du monde ainsi que du cuivre, du manganèse, la bauxite, du nickel et de l'or. Le projet prévoit, par étapes, des investissements de l'ordre de 25 milliards de dollars.

Accusé par l'opposition de brasser l'Amazonie et d'ouvrir trop largement les portes aux intérêts étrangers, M. Delfim Netto hausse les épaules. Carajás, dit-il, se fera avec le Japon, l'Allemagne, la France peut-être, mais aussi avec des compagnies brésiliennes. M. Delfim Netto ne cache

pasons de toutes nos forces. La quatrième ne nous a pas nous. M. Delfim Netto résume une « relation fatidique entre la »

La prolongation de la guerre entre l'Irak et l'Iran, une importation plus de 10 % son pétrole d'Irak. Une partie des 400 000 barils achetés chaque jour en Irak ont été remplacés par des importations du Venezuela, du Mexique, d'Indonésie, entre autres. Le litre d'essence veut être augmenté. C'est l'essence la plus chère du monde. La »

« Mais la crise de l'énergie l'un des premiers soucis du gouvernement. En cas d'aggravation de la situation, le gouvernement brésilien appelle au Fonds international comme la rumeur en cours à Brasilia ? M. Delfim Netto ne dit ni oui ni non. « En tout cas, pas aux conditions habituelles et rigoureuses du F.M.I. mais sous certaines conditions, peut-être, car la politique monétaire est rigoureuse et notre politique fiscale également. »

M. Delfim Netto est la véritable numéro trois du régime après le président Figueiredo et le général Golbery. On le dit parfois menacé, à la veille d'une disgrâce. Mais on lui prête aussi de grandes ambitions politiques : il viserait le poste de gouverneur de l'État de São Paulo en 1982 et celui de président de la République en 1985.

MARCEL NIEDERBACH.

L'industrie chimique a donné à la mode beaucoup de bonnes idées. Regardez l'hiver, les fourrures synthétiques. Elles sont douces, chaudes, elles ont des couleurs tendres. Et surtout, elles ne sont pas des stars.

C'est un plaisir de porter les nouveaux tissus légers, souples, faciles à entretenir. Les accessoires fleurissent, petits transparents, escarpins de toutes les couleurs, cosmétique pailletée... la mode est gaie.

Au service des industries de la mode il y a l'industrie chimique qui crée des matières nouvelles: c'est cela qui fait le progrès. Oui, chaque industrie doit quelque chose à l'industrie chimique.

UNION DES INDUSTRIES CHIMIQUES
64, rue Marceau 75008 Paris

Du brillant dans le sourire, du velouté dans le regard, un peu de parfum sur la joue, un sillage parfumé... Les femmes sont belles, l'industrie chimique y est un peu pour quelque chose.

Elles ont changé, les matières de la mode! C'est un vrai plaisir de porter les nouveaux tissus légers, souples, faciles à entretenir. Les accessoires fleurissent, petits transparents, escarpins de toutes les couleurs, cosmétique pailletée... la mode est gaie.

LE PROGRES PASSE PAR L'INDUSTRIE CHIMIQUE.

Chez Gibert Jeune, vous avez le Droit.



Avocat stagiaire révisant son Code Pénal cherchant d'occasion un abrégé d'Economie. Ancien ministre cherchant d'occasion une étudiante en psychologie. CRS cherchant d'occasion une étudiante en psychologie.

Le spécialiste de tout...

GIBERT JEUNE.

Place et quai Saint-Michel, 15 bis, boulevard Saint-Denis, Paris.

LE DIAMANT PAR GEMDIAM. ATTENTION : en matière d'investissement Diamant, nous vous conseillons une pierre proche de la carat. POURQUOI?

GEMDIAM, sur simple demande, répondra en toute franchise à cette question. Nos diamants et pierres précieuses de couleurs sont vendus avec certificats d'authenticité délivrés par des laboratoires internationaux (C.C.I.P. - G.I.A. - H.R.D. - I.G.I.). Nos services pour la négociation sont assurés par contrat.

Contribue à protéger l'investissement Diamant.

LES GEMMES D'INVESTISSEMENT S.A. Tour Maine-Montparnasse 75755 Paris Cedex 15 Tél. : 01.47.00.00.00

Je désire, sans engagement, une information complète "Placement Pierres précieuses".
☐ Par courrier ☐ Par visite
Nom _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Ville _____

مكاتبنا في القاهرة

La conférence des Nations unies sur les pays les plus démunis se tiendrait à Paris en septembre 1981

Genève. — La réalité prépara-
toire de la conférence des Nations
unies chargée de trouver un
remède à la misère dont souffrent
les populations des pays
les plus démunis du
monde (1), a été acceptée le 17 octobre,
que la conférence a tenue à
Paris, comme l'avait proposé le
ministre français des affaires
étrangères, M. François-Poncet,
lors de la récente session extra-
ordinaire des Nations unies pour
la troisième décennie du dévelop-

notre correspondante

demain, New-York. Le thème final concernant le lieu de la conférence est toutefo... à l'Assemblée générale.

En revanche, la date de la conférence n'est pas encore fixée. L'UNOCD est fixé définitivement : elle aura lieu du 1^{er} au 14 septembre 1981.

Les Etats participants aux Nations les plus démunies pourront examiner, par les programmes de développement et de coopération internationale et des organisations internationales spécialisées. Le comité préparatoire a rappelé que, depuis 1975, les Nations les plus démunies stagneront pendant l'année en cours. L'Assemblée internationale n'a cessé de travailler depuis 1975, aide, qui atténue les souffrances des Nations les plus démunies.

1975, les exportations à moins de 16 dollars en 1976 et à 20 (valeur constante) et a continué de diminuer en 1979, et que le pouvoir d'achat de ces exportations a diminué de 36 % depuis la dernière décade, ce qui risque de subir une nouvelle chute. Le revenu annuel par habitant de ce pays, que l'ONU désigne pudiquement comme étant « les moins développés », est inférieur à 200 dollars.

I. V.

● **La hausse des prix à la consommation** en août dans les pays de l'O.C.D.E. a atteint 0,6 % contre 0,5 en juillet, contre 0,9 en mai et juin. Sur deux ans, le prix ont augmenté de 12,7 %. Les hausses sont « favorables », précise l'O.C.D.E., car les enregistrements d'une augmentation des prix alternent au détail, notamment en Amérique du Nord et au Japon. Les hausses ont été lancées par la hausse des prix du pétrole sur le marché « spot ». Les disparités entre les pays se sont accentuées, reflétant les différences de structure des produits et des énergétiques.

M. Milton Friedman : « La candidature de M. Reagan s'inscrit dans un mouvement d'ensemble de remise en question des idées socialisantes »

Revenant de Chine, le professeur Milton Friedman, le fondateur de l'école néolibérale de Chicago, a donné vendredi 17 au Sénat une conférence sur le thème des élections américaines, qu'il a jugées « extrêmement importantes ». L'enjeu, a-t-il dit, porte sur la politique étrangère des Etats-Unis, un domaine dans lequel le président dispose d'un large champ d'action.

Cependant, d'emblée qu'il confierait au domaine économique ou le président « beaucoup d'influence » guère pour l'économie (entendez : les Congrès qui décide). Les deux sessions terminées et quelle qu'en soit l'issue, la nouvelle administration est obligée de pratiquer « une politique » qui pourrait conduire rapidement à une déflation. Mais elle ne peut échapper aux conséquences pour tourner différemment selon M. Carter ou M. Reagan l'emporte. Du premier, on se

peut attendre que ce qu'il a fait depuis quatre ans : « une politique loupoyante, manquant de cohérence » marquée au « sceau de l'incompétence ». La politique d'un Carter réel « n'est qu'un mélange d'exhortation (à la « grande volonté » public) » de « renoncement ».

des contrôles ».
M. Friedman, « au contraire, Reagan est un homme » principe « grande qualité », « qui n'est ni »
« se contentant en France, qualifi-
cité qu'il dégage desquels il a
bruit sans le gouverneur de la Californie.
D'un fait déficitaire, il » fait
« une fois »
abaissant les impôts, » même, M. Reagan
sociale » augmentant les allo-
cations, »
ont réellement
réduisant les publiques » les
autres »
» si M. Carter l'emporta,
« ce ne sera pas un désastre »,
car M. Friedman, qui croit à la
victoire de M. Reagan plus pro-
bablement, dernier inscrit dans un

vaste mouvement d'opinion qui a conduit le centre à l'élection. Aux yeux de M. Friedman, on ne peut pas dire comme l'ont déjà dit la vic-time de Mme Thatcher en Grande-Bretagne et le roi du pouvoir en Suède, à un pays dépourvu de toutes aspirations dominantes.

Depuis le début de ce siècle, qui connaît un développement favorable au capitalisme et la sécurité sociale (« on trouverait l'origine en Angleterre le développement de la sécurité fabienne »). Mais aujourd'hui, dans une certaine mesure, le capitalisme est plus favorable au nouveau régime de la liberté économique et à l'individu. La Chine aussi montre de l'intérêt pour les méthodes de marché.

En réponse à la question, M. Friedman a affirmé sa foi dans le système des changes flottants en déclarant que les banques centrales interviennent comme elles le font. Il ne voit aucune chance que l'or soit jamais rétabli comme un élément important du système monétaire.

Quand les États-Unis redécouvrent les vertus de l'industrie

Les Etats-Unis l'ont appelé « le grand défi de l'Occident » et se décrivent certains, avec une confiance excessive, comme les seuls producteurs de pétrole. Ils ont, en fait, perdu la partie et les pays émergents, et notamment le Brésil, ont pris le pouvoir. Les Etats-Unis ont-ils encore le moyen de travailler l'industrie pétrolière pour faire le plein des réservoirs de leur économie, capable d'absorber la production mondiale ? Ou vont-ils être contraints de se tourner vers le pétrole étranger ?

Les Etats-Unis ont-ils encore le moyen de faire s'inter-resser les autres personnes à la gestion de l'économie prospective internationale ?

Le pétrole, c'est la vie !

Les Etats-Unis ne peuvent pas probablement jamais la position de leader de l'Occident qu'ils occupent à la fin de la seconde guerre mondiale. L'Accident historique pour M. Alvin Cotta, c'est l'échec exceptionnel pour M. Michael Ely, l'échec pour les mêmes économiques à l'achèvement des Etats-Unis, les Etats de totale suprématie.

Il y a eu un fort d'un côté pour sauver un échec américain, comme il y a un échec économique ou comme il y a un échec qui définitif est la puissance d'achèvement M. Cotta pour le pays américain.

La stratégie qui permettrait de la stratégie de la conquête des Etats extérieurs, stratégie défensive ou compréhensive la stratégie d'adaptation à la réalité pour gérer les emplois et empêcher le chômage de trop se développer.

C'est un peu la même analyse que l'on a faite de l'économie japonaise, sans trop d'arrière sur les aspects réels d'un système bloqué en fait par une interventionnisme de toutes les formes d'autorité, bureaucratique et politique (comme paralyse, priorité d'urgence au court terme sur les projets à long terme...), mais sans l'aspect d'entreprise nationale.

Pour la direction générale
Point de Renault, les Français
vont pour ceux qu'il
semble... Ceux sont
? Un très remarquable
d'industries secondaires et Ro-
— c'est-à-dire complé-
— un très remarquable
géographique impressionnant (la
quest), un état de relations
qui montre l'un des plus im-
portants au monde, une produc-
tion, une organisation du tra-
vail — à équipement équiva-
lent à celui du Japon, une
monde, après le Japon, une
petites entreprises, une
ment dynamiques des une
part — une partie de la Ra-
le — une partie de la Ra-
légalité (travail noir...) —
mais une production, il y a
l'appareil — une partie de la
siques — une partie de la
— une partie de la
national 16 % du pro-
Ests-Unis.

M. N'ché (C.F.D.T.) qui
d'un point de vue aux Etats-
Unis, : aux cinq ans, dans le
ans au plus, l'industrie indus-
rielle, l'agriculture, les trans-
ports, le commerce, le progrès na-
tional, par Etats-Unis, le do-
maine des énergies nouvelles.
Le responsable des questions
économiques de la C.P.D.T.
concentration et par la
planification — presque de la
— qui commence

■ **s'installer** **syn.** **sindicalisme**

« Risque il y a l'économie américaine de ne pas continuer son développement actuel, ce qui pourrait continuer à sacrifier l'investissement aux rétrocessions financières pourvoyeurs de dividendes. Pour M. Hanson, l'obsession des bilans hânera le fait que l'industrie américaine ne lui-même la même façon, fait beaucoup de choses. Chaque dirigeant voulait être héros dans son entreprise en tant que tel, et il est distribué plus de dividendes qu'il n'est possible d'investir. »

Le long [] va-t-il []
prendre [] sur []
ces termes ? [] ce que []
pense M. Ely qui ajoute :
« La solution [] aux []
faiblesses, c'est peut-être
le retour à la bonne vieille reli-
gion de l'investissement productif. On ne peut maintenant que
faire appel au besoin d'une
politique industrielle. »
[] bien de []
d'une [] plus []
ont [] les []
Américains, sous []
verments [] gouvernés.
« Les Etats-Unis ne pourront pas
être les pionniers d'une société
ultra-industrielle si beaucoup
de leurs entreprises n'ont été
renées et si []
produit d'énergie pour fonctionner »,
dit M. [] Il a
rapp-é son passage que []
par rapport au
produit intérieur [] état,
Etats-Unis, deux fois
portant qu'au Japon et []
ce qu'il est en
moyenne dans les pays euro-
péens.

reindustrialisation
qu'annonce M. Ely
(« Elle sera beaucoup
problème des Américains
nécessités nous cer-
force morale »)
secteur qui, depuis
vingt ans à l'origine
50 % d'émigrants.
M. T. a rappelé cette
contradiction d'une
qui développe
ses alors même
depuis 1980, c'est
les nénages qui plus

L'Amérique n'a pas d'idées
 peut-être à l'économie
 que ce que le Canada a
 l'arbre, mais les parasites,
 et plus n'a
 déprimé — le
 — le fait que
 — et
 —
 p'a importante. En ce
 monde ne peut
 — le fait la réin-
 Etats-Unis
 ce n'est pas approxi-
 — les actions et
 — qu'en-
 cherché les prix de l'énergie.
 — une — que
 — l'Amérique —
 — l'Ét.

ALAIN VERNHOLÉS.

[illegible]

1979/1980

Atochimie nous a confié l'implantation de son nouveau siège social. Rhône-Poulenc nous a chargé de construire et d'aménager son nouvel immeuble de bureaux.

St-Gobain-Pont-à-Mousson fait appel à nous pour trouver et installer ses nouveaux locaux. La Maison de la Défense sera construite par nous.

6000 personnes ont été déménagées et emménagées par nous dans de nouveaux bureaux.

20 grandes sociétés nous ont confié l'étude et la réalisation de leur implantation, clefs en main.

Ce n'est sûrement pas un hasard.

SARI 

Le Conseil ■ **Entreprises en Immobilier**, 32, avenue d'Iéna, 75116 Paris - Téléphone : 720.14.15
Groupe Seer, filiale des compagnies d'assurances du Groupe Drouot ■ du Groupe Worms

Partout le Super Service Europcar



Louez votre voiture chez Europcar. Vous apprécierez notre Super Service. En Europe, en Afrique, au Moyen-Orient, partout Europcar vous offre des voitures et une organisation qui fonctionnent bien. Pour réserver, appelez la station Europcar la plus proche de chez vous ou votre agent de voyages. Ou encore notre Central Réservations à Paris, au 645.21.25.

Europcar location de voitures
Aux U.S.A., en Amérique Latine et dans le Pacifique, c'est National Car Rental.

AGRICULTURE

DANS LES VOSGES

La « guerre du lait » prend de l'ampleur

Indéniablement le 1^{er} octobre, la « guerre du lait », dans les Vosges, est entrée le 17 octobre dans une phase beaucoup plus dure. Après les détournements de collectes, le mouvement dans les rues de la ville de l'Union des producteurs agricoles, ces derniers ont décidé de bloquer tous les camions de ramassage tant que leurs revendications ne sont pas satisfaites. Il s'agit d'un ultimatum. Indique-t-on à la F.D.S.E.A. et au C.D.J.A. Les paysans, membres par les quatre départements vosgiens (un P.R., deux R.P.R., un P.S.), reçoivent une lettre du prix du lait de 400 millions, alors que les professionnels proposent 1,4 % de hausse, ce qui porterait le prix du litre à 1,14 F au lieu de 1,13 F réalisés par les producteurs. Les producteurs vosgiens ont rejeté, vendredi 17 octobre en fin de journée,

l'accord signé quelques heures plus tôt par leurs collègues de la Meuse, de la Moselle et de la Meurthe-et-Moselle. Ce nouvel épisode du conflit traduit de profondes divergences entre la F.D.S.E.A. des Vosges et le président de la F.N.S.E.A., M. François Guillaume. Les Vosgiens parlent de ce propos de « lâchage ». Une coopérative de Bulgnéville, l'Union laitière de Vitte, tient sans doute la clé du problème. C'est en effet en tenant compte de ses décisions qu'est fixé le prix du lait pour les Vosges. Cette année, l'Union a décidé une autre coopérative (U.F.H.V.) en attendant un an après son inauguration, elle ne paraît pas en mesure de répondre positivement aux revendications paysannes. Mais correspondant à Epinal est allé interroger l'un de ces producteurs.

« Qu'on nous dise où on va »

De notre correspondant

Epinal. — A quelques kilomètres de Rambervillers, la patrie des têtes de veau, Buit, une commune de 200 habitants, offre son sol à parts égales à la forêt giboyeuse et à l'agriculture, de l'élevage essentiellement. M. Jean-François Micard, trente-deux ans, deux enfants, vit avec l'aide de sa femme et de ses vaches laitières sur les 30 hectares que lui a légués son père. « Je ne fais que du lait », dit-il. Il s'explique que son lait se compose exclusivement de la crème de 200 hectolitres de lait qu'il livre à la coopérative et du lait de quinze vaches mâles et cinq laitières. « C'est le lait le plus compte », arrive par le camion à la laiterie de la commune. Mais il ne faut pas s'y tromper, s'empresse-t-il d'ajouter. « Quand on achète le lait, on paie les frais de fonctionnement et les remboursements d'emprunt, il ne reste plus grand-chose, par la moitié. » Combien par litre ? M. Jean-François Micard, un physique à la limite du mince, avoue n'avoir jamais calculé exactement. « Ce que je peux vous dire, c'est que je ne suis pas riche, mais qu'il me faut le lait pour faire du lait. »

Elle et lui ne regrettent rien. Leur sacrifice leur ont permis d'aménager leur maison avec goût et confort, et surtout de posséder des installations agricoles modernes. Le lait est en effet un investissement très sûr. M. Micard projette de construire un hangar à fourrage et d'acheter un peu de terre. « C'est à ce prix », indique-t-il, que l'on peut produire du lait « moderne ». M. Micard est syndiqué, cependant il ne suit pas les conseils du C.D.J.A. quand il appelle à la grève du lait. Des actions qui, dans les paysans, qu'elles ne gênent les transformateurs. Surtout, pour lui, pas question de déverser « son » lait dans les égouts. A : manifestations actuelles, il reconnaît un mérite : « attirer l'attention des consommateurs et des pouvoirs publics sur les difficultés des producteurs ». Son bon gestionnaire, M. Micard ne dédaigne pas les 4 centimes par litre réclamés par la profession. Il représente pour lui quelque 5 000 francs. Mais il ne peut pas uniquement le produire en termes financiers. « Nous avons une mission : produire du lait. Mais qu'on nous dise franchement où l'on va et si on produit trop, c'est...

« Qu'on nous dise où on va »... M. Micard ne regrette rien. Leur sacrifice leur ont permis d'aménager leur maison avec goût et confort, et surtout de posséder des installations agricoles modernes. Le lait est en effet un investissement très sûr. M. Micard projette de construire un hangar à fourrage et d'acheter un peu de terre. « C'est à ce prix », indique-t-il, que l'on peut produire du lait « moderne ». M. Micard est syndiqué, cependant il ne suit pas les conseils du C.D.J.A. quand il appelle à la grève du lait. Des actions qui, dans les paysans, qu'elles ne gênent les transformateurs. Surtout, pour lui, pas question de déverser « son » lait dans les égouts. A : manifestations actuelles, il reconnaît un mérite : « attirer l'attention des consommateurs et des pouvoirs publics sur les difficultés des producteurs ». Son bon gestionnaire, M. Micard ne dédaigne pas les 4 centimes par litre réclamés par la profession. Il représente pour lui quelque 5 000 francs. Mais il ne peut pas uniquement le produire en termes financiers. « Nous avons une mission : produire du lait. Mais qu'on nous dise franchement où l'on va et si on produit trop, c'est...

YVAN COLIN.

Finistère, M. Favé, demeurant à Plouzevede, a été condamné jeudi 19 octobre par le cour d'appel de Rennes à 10 jours de prison et 100 000 francs d'amende pour non-présentation de certificats sanitaires concernant sept vaches malades. L'éleveur qui avait injecté des antibiotiques à ses bêtes malades avait déclaré qu'il pensait que les vaches allaient mourir. Mais à l'heure actuelle, 5700 personnes travaillent à de nouvelles solutions dans les Laboratoires de Recherches et Développement Bosch.

Une des 5.700 sources d'énergie.



Il est évident que les réserves d'énergie ne sont pas surabondantes. Cependant, ce n'est pas une raison pour être pessimiste : les problèmes d'énergie se résolvent surtout par les idées.

A une époque où l'énergie ne revêtait pas encore son importance actuelle, Bosch développait déjà des techniques qui permettent aujourd'hui d'économiser l'énergie.

A l'heure actuelle, 5700 personnes travaillent à de nouvelles solutions dans les Laboratoires de Recherches et Développement Bosch.

La magnéto à haute tension Bosch permet la construction de moteurs à essence à des vitesses plus grandes et à des taux de compression plus élevés, atteignant ainsi des rendements supérieurs avec une consommation relative plus faible.

Les moteurs diesel, grâce à la pompe à injection Bosch, peuvent tourner à des régimes élevés. Très économiques, ces moteurs peuvent désormais être utilisés pour des véhicules.

Bosch présente au monde le premier système mécanique d'injection. Le public, cependant, se laisse impressionner par l'augmentation des performances par l'injection d'essence dans une chambre cylindrique.

Bosch lance un banc de contrôle pour moteurs. Un système de diagnostic qui permet de régler les voitures pour réduire leur consommation.

Le D-Jetronic, le premier système de Bosch pour l'injection électronique.

Les systèmes d'injection : le D-Jetronic à injection mécanique et le L-Jetronic à injection électronique. Cela représente une économie de consommation allant de 10 à 16 % en fonction des conditions de conduite et du style.

L'allumage Bosch est réglé, le point d'allumage ne change plus jamais. Les valeurs de consommation ne sont pas d'échappement sont des valeurs acceptables.

Les ingénieurs de Bosch mettent au point des systèmes de chauffage pour les voitures qui récupèrent jusqu'à 5 % de la chaleur habituellement perdue pour réchauffer l'air de l'habitacle. Première application dans les voitures Bosch.

Introduction de la série 50 des machines à laver le linge séries E, G, M, permettant de réduire la consommation d'eau et d'énergie.

1975
Junkers, une division du Groupe Bosch, présente un prototype d'un système de chauffage d'énergie : une pompe à chaleur avec chauffage auxiliaire au gaz pour les périodes de pointe de consommation.

1976
Junkers lance sur le marché une chaudière à gaz avec régulateur thermostatique. Cet appareil permet d'économiser 10 % et plus d'énergie pour la production d'eau chaude.

1977
Junkers présente la « Maison Tritherm » qui réunit trois sources d'énergie : une pompe à chaleur, un chauffage auxiliaire au gaz et un chauffage solaire.

1978
Le régulateur continu de chauffage au gaz Junkers réduit les frais de chauffage de 5 % et plus.

1979
Le « Motronic » Bosch, un système de commande électronique de l'injection et de l'allumage, est une innovation importante en fonction de son utilisation technique, de sa simplicité et de sa sécurité de conduite.

1979
ALI (Système d'information et de guidage des conducteurs) une innovation Blaupunkt qui fait partie de la gamme Rhénanie-Westphalie. Objectif : réduire les embouteillages qui coûtent des milliards d'essence. Le projet a été suggéré par le Département des Transports de la Rhénanie-Westphalie, sous l'égide du Bureau de la Recherche Scientifique, Blaupunkt, d'œuvre du projet, en collaboration avec le cabinet d'ingénieurs-conseils Husch/Boesfeldt, la Volkswagen AG et le Bureau de la Rhénanie.

1979
Blaupunkt n'utilise plus que 75 à 90 watts - 300 watts moins qu'il y a ans.

1980
La machine à laver le linge Bosch est entièrement électronique. Une économie d'énergie allant jusqu'à 15 % par rapport aux machines classiques.

Ce n'est pas tout que quelques ingénieurs qui jalonnent la recherche permanente Bosch pour développer de nouveaux systèmes d'énergie. Aujourd'hui, 5 700 personnes travaillent sur de nouvelles innovations de Bosch.

Le Groupe Bosch en France : 5 usines.

Le concept Bosch : la plus importante source d'énergie.



BOSCH

FAITS ET CHIFFRES

Conjoncture

● La consommation de produits industriels par les ménages a de nouveau chuté en septembre, revenant à 17,38 milliards de francs contre 17,68 milliards de francs en août. Mis à part le mois de juin (17,09 milliards de francs), il faut remonter au début de l'année 1978 pour trouver un niveau de consommation aussi bas. La « flambée » de consommation enregistrée en juillet (18,44 milliards de francs) n'a donc pas eu de lendemain.

● La production industrielle a nettement augmenté en juillet-août par rapport à juin, l'indice mensuel étant revenu — après correction des variations saisonnières — à 134 sur la base 100 en 1970 contre 131 en juin (+ 2,3 %). Cette reprise de croissance pourrait marquer la fin d'une baisse enregistrée depuis un an. Par rapport à juillet-août 1979, l'indice de la production industrielle est en effet en baisse de 3,6 %.

Etranger

ALLEMAGNE FEDERALE

● Le revenu annuel moyen de l'ouvrier dans l'industrie occidentale allemande est passé (en termes bruts) de 29 772 marks en 1978 à 31 769 marks en 1979, enregistrant ainsi une augmentation de 6,7 %. Parallèlement, le salaire annuel moyen brut des femmes employées par l'industrie s'est inscrit l'an dernier à 21 888 marks contre 20 650 marks en 1978, ce qui représente une progression de 5,9 %. En ce qui concerne les employés de bureau dans l'industrie, le commerce, les banques et les assurances, le revenu annuel moyen brut est en augmentation de 6,6 % à 40 628 marks pour les salariés masculins et en hausse de 6,4 % à 27 780 marks pour le personnel féminin. — (A.F.P.)

CHINE

● La Chine va-t-elle adopter la T.V.A. ? Une mission d'étude chinoise séjourne en France. M. Liu Zhiheng, directeur général des impôts, devait s'entretenir lundi 20 octobre avec M. Papon. La Chine a l'intention d'expérimenter l'impôt sur la valeur ajoutée dans deux régions, le Guangxi et le Hubei.

ETATS-UNIS

● Les revenus personnels des Américains se sont accrus de 0,9 % en septembre (0,7 % en août) à la suite d'une hausse des salaires dans la plupart des secteurs. De cet accroissement de 19,8 milliards de dollars pour atteindre le montant annuel de 2 160 milliards. Cependant, les dépenses des ménages ont augmenté de 0,7 % (10,9 milliards de dollars) à un rythme annuel de 1 740 milliards. Elles s'élevaient accrus de 1,1 % en août. — (A.F.P.)

ITALIE

● Le gouvernement de la Banque d'Italie, M. Carlo Cazzari, a estimé qu'une dévaluation de la lire ne résoudrait pas les problèmes du déficit de la balance commerciale italienne. La situation technique de la lire n'est pas actuellement compromise, a-t-il ajouté devant quelque cinq cents représentants du monde bancaire italien rassemblés pour leur congrès annuel à Milan. Il a précisé que les réserves italiennes s'élevaient à 82 400 milliards de lire (dont 94 % en or) contre 30 900 milliards à la fin de 1979, ce qui laisse, selon lui, une marge suffisante pour faire face à de brusques variations des positions de change avec l'étranger. — (A.F.P.)

● Fiat : autocritique syndicale. — M. Lama, secrétaire de la confédération syndicale italienne C.G.I.L. (proche du P.C.), a admis que son syndicat avait commis des erreurs au cours de l'épreuve de force engagée avec la direction de Fiat. Dans une interview télévisée, il a reconnu qu'il ne s'attendait pas que quarante mille personnes manifestent en faveur de la reprise du travail. Des erreurs ont été commises, a-t-il dit. Le syndicat a besoin d'un profond débat interne aussi bien sur l'unité entre ouvriers, techniciens, employés et cadres que sur l'exercice de la démocratie. — (A.F.P.)

VENEZUELA

● Le prochain budget pénuélien devrait augmenter de 25 % pour représenter 16,3 milliards de dollars contre un peu plus de 13 milliards en 1979-1980. Selon le ministre des finances, près des deux tiers (64 %) des recettes budgétaires proviendront du pétrole, sur la base d'une production moyenne de 2,1 millions de barils/jour au prix moyen de 30 dollars. Il est prévu de consacrer 54,3 % de ce budget aux dépenses ordinaires de l'Etat, 21 % aux investissements, le reste devant servir à l'amortissement de la dette publique qui dépasse actuellement 26 milliards de dollars. — (A.F.P.)

● ERRATUM. — Dans notre chronique boursière « La revue des valeurs » parue dans le Monde daté 19-20 octobre, le cours de l'action Télémeccanica a été, par erreur, donné en baisse de 15 F. En fait, l'action avait gagné 55 F en une semaine.

MEXIQUE

● Les hydrocarbures ont représenté de janvier à août 63,2 % des exportations mexicaines, qui se sont accrues de 75 %, passant en effet de 5 442 millions de dollars durant les huit premiers mois de 1979 à 9 525 millions de dollars. L'apiculture, les produits de la pêche et de la chasse, ainsi que l'élevage ont connu une progression de 53 %. En revanche, les ventes de produits agricoles ont baissé de 9 % en raison de la crise sur le marché international du café. — (A.F.P.)

Social

● Manifestation à Nantes après l'évacuation d'une fonderie. — L'union locale C.G.T. de la métallurgie de Nantes (Leire Atlantique) a appelé les travailleurs de cette ville à manifester, ce lundi 20 octobre, pour protester contre l'évacuation par la police de l'usine nantaise de fonderie. Les deux cent cinquante salariés occupaient par roulement, depuis le 6 août, cet établissement après sa mise en liquidation judiciaire.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
\$ E.-U.	4,2620 4,2650	+ 90 - 99	+ 155 - 115	+ 295 - 253
\$ Can.	3,6510 3,6533	+ 15 - 55	+ 25 - 55	+ 30 - 28
Yen (100) ..	2,4455 2,4490	+ 15 - 45	+ 45 - 75	+ 205 - 254
DM 2,3015	2,3045	+ 55 - 75	+ 100 - 130	+ 430 - 445
Franc 2,1225	2,1255	+ 25 - 45	+ 60 - 85	+ 235 - 280
£ S. (100) ..	14,3350	14,4025	+ 15 - 18	+ 370 - 390
£ S. 2,5635	2,5725	+ 150 - 180	+ 270 - 305	+ 735 - 830
£ (1 000) ..	2,5635	2,5725	+ 150 - 180	+ 270 - 305
£ 14,3350	14,4025	+ 15 - 18	+ 370 - 390	+ 735 - 830

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 1/2 %	8 3/4 %	8 7/8 %	9 %	9 1/8 %	9 1/4 %	9 3/8 %	9 1/2 %
\$ E.-U.	13 1/8	13 3/8	13 5/8	13 7/8	13 9/8	13 11/8	13 13/8	13 5/8
Franc 12 1/2	12 3/4	12 5/4	12 7/4	12 9/4	12 11/4	12 13/4	12 15/4	12 3/4
£ S. (100) ..	11 1/4	11 3/4	11 5/4	11 7/4	11 9/4	11 11/4	11 13/4	11 5/4
£ S. 11 1/2	11 3/8	11 5/8	11 7/8	11 9/8	11 11/8	11 13/8	11 15/8	11 3/8
£ (1 000) ..	11 1/2	11 3/8	11 5/8	11 7/8	11 9/8	11 11/8	11 13/8	11 3/8
£ 11 1/2	11 3/8	11 5/8	11 7/8	11 9/8	11 11/8	11 13/8	11 15/8	11 3/8

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉNERGIE

SECON UNE ÉTUDE DU CONGRÈS AMÉRICAIN

L'offre de pétrole n'augmentera pas d'ici à l'an 2000

C'est un rapport pessimiste sur l'évolution du marché mondial du pétrole que viennent de remettre les experts du bureau d'études technologiques (OTA) du Congrès américain. Réalisée à la demande de la commission des affaires étrangères du Sénat, cette étude sur « les ressources mondiales du pétrole 1980-2000 », conclut que les disponibilités mondiales (pétrole et gaz naturel) seront, à la fin du siècle, comprises entre 40 et 60 millions de barils par jour, contre 82 millions en 1979. Autant dire que l'offre de pétrole ne progressera pas au cours des vingt prochaines années.

La production des États-Unis pourrait tomber du niveau actuel de 10,2 millions de barils par jour à une moyenne comprise entre 7,2 et 8,5 millions de barils en 1985 et même entre 4 et 7 millions en l'an 2000. Globalement, on s'attend à une forte diminution de la production des pays industrialisés non socialistes. L'OPEP, estime les experts de l'OTA, maintiendra au cours des vingt prochaines années, sa production autour de 31 millions de barils par jour. Certes, de nouveaux pays producteurs, tels le Mexique, n'adhèrent pas à l'Organisation, apparaissent sur le marché. Mais l'augmentation de leur consommation interne absorbera une bonne part de ce surplus.

Pour l'OTA, il ne fait guère de doute que l'U.R.S.S. va devenir prochainement un importateur de pétrole. Pour le moment, tout se passe comme si le pays tirait sur ses réserves aisément exploitables. Ainsi Radio-Moscou annonçait samedi 18 octobre que la production atteindrait, en 1981, 610 millions de tonnes de pétrole brut, soit 4 millions de tonnes de plus que l'objectif précédemment fixé.

Mais pour les experts de l'OTA, ces chiffres devraient décliner dès le milieu des années 80. Il est peu probable que l'U.R.S.S. pourra mettre rapidement en exploitation les gisements en eaux profondes de l'Arctique, et les nouvelles découvertes, situées dans des zones d'accès difficile ou contestées (mer de Chine méridionale) ne donneront pas de substantielle production. L'U.R.S.S. fournit actuellement 80 % du pétrole des pays socialistes et permet à plusieurs pays occidentaux de « faire la soude ». Or une réduction de sa production obligerait l'U.R.S.S. et les pays du Comecon à se tourner vers le marché international et les pays de l'OPEP. Leurs achats, estime l'OTA, pourraient atteindre de 2 à 3 millions de barils-jour en l'an 2000. Une hypothèse que l'on prend en tout cas de plus en plus au sérieux depuis quelques mois, aussi bien au sein de l'OPEP que dans les capitales occidentales.

Dans le canton de Berne (Suisse) vous paierez moins d'impôts.

Mis à part les facilités d'amortissement et de provisionnement prévues par la loi fédérale, on prévoit pour l'année 1981 dans le canton de Berne un allègement fiscal substantiel pour les entreprises. Une raison de plus pour les entreprises de s'implanter dans le canton de Berne.

Veuillez nous envoyer des documents supplémentaires sur le canton de Berne et ses besoins économiques.

Entrepreneur: _____

Nom: _____

Adresse: _____

NPA et localité: _____

Pays: _____

Retournez ce coupon au: Bureau du délégué au développement économique du canton de Berne, Chemin de la Gare 51, CH-3001 Berne, tél. 031 64 48 33.

LE MONDE

met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

Vous y trouverez aussi: LES BUREAUX que vous recherchez.

Abaissier les coûts informatiques: un objectif HP qui est dès maintenant une réalité.

En 1974, Hewlett-Packard mettait sur le marché le premier ordinateur universel HP 3000. L'objectif premier était de sauvegarder l'investissement que représentait pour vous l'ordinateur et son logiciel. C'est pourquoi chacun des modèles de la gamme a été conçu pour être compatible avec son prédécesseur.

Aujourd'hui, les trois modèles de l'actuelle gamme HP 3000 peuvent utiliser des programmes sur les systèmes HP créés il y a cinq ans. Vous pourrez, de la même façon, utiliser les programmes d'aujourd'hui sur nos futurs modèles.

Un frein à l'inflation des coûts du logiciel.

Les prix du matériel ne cessent de diminuer. Par contre, les coûts du logiciel ne cessent d'augmenter et représentent un pourcentage croissant de vos futurs budgets informatiques. Heureusement, nous pouvons vous aider à inverser cette tendance.

A l'intérieur de la gamme d'ordinateurs HP 3000, vous pouvez utiliser le même système d'exploitation, les cinq mêmes langages

et les mêmes liaisons, pour constituer des réseaux répartis. Vous pouvez donc développer un programme sur votre processeur central HP 3000 modèle III et le transmettre par ligne téléphonique à un ordinateur HP 3000 modèle 30 situé à l'autre bout du pays.

Un meilleur traitement des informations de gestion.

Un de nos tout premiers objectifs fut de créer un logiciel de gestion de base de données qui ne soit pas démodé par l'évolution de la gamme HP 3000.

Résultat: le système de gestion de données IMAGE/3000. Un système plusieurs fois primé, qui met à votre portée immédiate les informations qu'il vous faut. Outil de gestion pratiquement indispensable, IMAGE/3000 vous permet d'obtenir, par de simples interrogations, l'affichage d'informations

précises sur un terminal à écran ou l'impression d'un état de synthèse.

Communiquer:

Voici la clé du traitement réparti pour les années 80: les informations gérées par vos ordinateurs (des petits ordinateurs spécialisés aux grands ordinateurs universels) doivent être d'un accès facile à tous les niveaux de l'entreprise. Et ce, sans programmation coûteuse.

C'est dans cette optique que nous avons conçu le logiciel de communication DS/3000, liaison simple entre vos ordinateurs vous permettant d'utiliser les données et les fonctions de systèmes éloignés, tout comme s'ils se trouvaient devant vous. A noter également que des liaisons avec les ordinateurs IBM sont prévues.

Si vous cherchez à abaisser vos coûts informatiques, tout en augmentant la productivité, penchez-vous sur la gamme d'ordinateurs de gestion qui, depuis 1974, réunit ces deux avantages. De plus, nous vous garantissons des délais de livraison rapides.



1978: LE HP 3000 MODELE III.
Ce modèle haut de gamme est capable de gérer un grand nombre d'utilisateurs effectuant simultanément de nombreux travaux tels que: enregistrement de commandes, édition d'états ou pays. Il peut, en outre, dans le cadre d'un réseau de traitement réparti, être associé à d'autres modèles de la gamme HP 3000.
Prix de base: 820.104 F*

1979: LE HP 3000 MODELE 30.
Lorsque vous devez concilier l'accès local aux données et l'économie, le nouveau série 30 vous apporte la solution. Il s'agit d'un ordinateur autonome, rapide, doté de toutes les fonctions de gestion, qui peut aussi servir de station active dans un réseau de systèmes répartis.
Prix de base: 337.541 F*

hp HEWLETT PACKARD

Informez-vous sur toutes les possibilités des différents modèles HP 3000 en écrivant à: HP France, BP 70, 91401 Orsay Cedex; tél.: 90778.25 - Brevin, tél.: 0777.96.60 - Bruxelles, tél.: (2) 660.50.60 - Genève Le Lignon, tél.: (22) 96.03.22.
HEWLETT PACKARD au SCOB - Stand 3380 - Niveau 3 - Zone C

